

2021-2022

M1 PRH

Pratique de la recherche historique

La genèse de l'Impérialisme français

Représentations et interrogations au travers de la presse
et de la littérature érudite au tournant du XIXe-XXe siècle
(1898 -1914) en France

OGER-JUBEAU |
Augustin

Sous la direction de M. Romain **ROBINET** |

Membres du jury
ROBINET Romain | directeur de recherche

Soutenu publiquement le :



L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :

- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence creative commons complète en français : <http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>



REMERCIEMENTS

Je tenais en premier lieu à remercier M. Romain Robinet, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université d'Angers, également mon directeur de recherche, pour m'avoir orienté dans mon projet, pour ses conseils qui m'ont permis d'enrichir ce travail.

Mes remerciements vont également à Mme. Cristiana Pavie, directrice de notre promotion, qui a toujours su manifester un soutien moral et intellectuel essentiel à moi et à mes camarades.

Je remercie évidemment ma famille, pilier essentiel pour moi, et de soutien moral.

Enfin, je tiens à remercier mes camarades et amis de promotion, Mathias Frances, Antonin Fronteau et Charlotte Fromeaux, ainsi que les camarades du M2, qui ont été d'un indéfectible soutien et source de bien des discussions enrichissantes, qui m'ont aidé à orienter mon mémoire et ma méthode sur de bonnes voies.

Sommaire

INTRODUCTION

ÉTAT DE L'ART

1 Empires et Impérialisme : historicisation et élargissement épistémologique dans la deuxième moitié du XXe siècle

1.1. La rénovation intellectuelle du phénomène impérial : du structuralisme à l'ouverture pluridisciplinaire

1.1.1. « Du sentiment à la théorie », l'impérialisme socio-économique sous Hobson et Lénine

1.1.2. Critique de l'approche structurelle des marxistes

1.1.3. L'impérialisme : un objet sémantique complexe

1.2. Les Études post-coloniales, tournant dans l'historiographie de l'impérialisme

1.2.1. Étude discursive de l'impérialisme français

1.2.2. Edward Saïd et l'Orientalisme, vers la démythification du phénomène impérial

1.2.3. Les *Subaltern Studies*, une *Alltagsgeschichte* de l'ère de l'impérialisme

2 De l'Impérialisme aux Impérialismes, vers une histoire globale de l'ère des Empires

2.1. Une multiplication des domaines d'études

2.1.1. Entre impérialisme politique et économique : la lutte pour la recherche d'une cause première

2.2. La mentalité de l'impérialisme : culture impériale et opinion

2.2.1. Des blocs impériaux en lutte : entre bellicisme et pacifisme

2.2.2. Culture impériale et cultures d'Empires

2.2.3. Des représentations comme sujet d'étude historique

3 Presse et discours au XIXe-XXe siècle

3.1. Révolution industrielle et culture de presse au XIXe siècle

3.1.1. Rénovation et explosion de la presse de masse dans le dernier quart du XIXe siècle

3.1.2. Typologie de la presse

3.1.3. L'opinion et la presse, entre sensationnalisme et radicalisme partisan

3.2. Les discours coloniaux dans la presse

3.2.1. Le discours économique

3.2.2. Le discours moral

3.2.3. Le discours politique

4 Le monde intellectuel et les savoirs impériaux au XIXe-XXe siècle

4.1. Des explorateurs érudits dans la *Terra Incognita* des Européens

4.2. Mentalité scientifique au XIXe et sciences coloniales

4.2.1. Universalisme et devoir moral européen

4.2.2. Les sciences et la colonisation, creuset de disciplines nouvelles

4.2.3. Un programme politique mondial

4.3. Les acteurs des savoirs coloniaux

4.3.1. Un moment historiographique unique

4.3.2. Une nébuleuse coloniale impliquée dans les représentations de l'outre-mer

4.3.3. Des personnalités

4.3.4. Le parti colonial : vers une définition de la doctrine coloniale française

ÉTUDE DE CAS

1 Des nations en tensions : bellicisme, impérialisme et opinions

- 1.1. La nation française à la recherche d'un équilibre
 - 1.1.1. Une nation humiliée, mais qui avance
 - 1.1.2. Les relations franco-anglaise, entre apaisement et tensions permanente
- 1.2. La crise de Fachoda
 - 1.2.1. Un imbroglio diplomatique...
 - 1.2.2. ... qui amène à des troubles nationaux
 - 1.2.3. Qui instaure un profond ressentiment à l'égard des britanniques
- 1.3. La seconde guerre Boërs
 - 1.3.1. Imperialism et réaction européennes
 - 1.3.2. L'explosion de l'usage de l'impérialisme

2 L'impérialisme des érudits, ou les prémisses d'une rénovation sémantique

- 2.1. Des perspectives générales
 - 2.1.1. Robert d'Humières, le portrait ethnographique
 - 2.1.2. Émile Boutmy, le portrait social et moral
- 2.2. Perspectives économiques et psychologiques
 - 2.2.1. Achilles Viallate, une étude socio-environnementale
 - 2.2.2. Victor Bérard, pour un portrait économique-politique
- 2.3. Des approches pragmatique de la diplomatie moderne

3 La rénovation de la notion d'impérialisme

- 3.1. Un nouvelle objet politique et culturel
 - 3.1.1. 1899-1904, le spectre de l'impérialisme de Chamberlain
 - 3.1.2. Après 1904, un impérialisme nouveau
- 3.2. Un concept global ?
 - 3.2.1. Impérialisme et « Impérialismes »
 - 3.2.2. Mœurs nouvelles et impérialisme

CONCLUSION

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Introduction

« *L'histoire des empires coloniaux moderne demeure un sujet trop vaste pour qu'un seul historien suffise à lui rendre justice.* », ainsi s'exprimait Pierre Singaravélu dans son ouvrage *Les Empires coloniaux XIXe-XXe siècle*. En ces termes, Singaravélu nous offre à considérer la question de l'impérialisme colonial du XIXe-XXe siècle avec une certaine prudence. Combien d'ouvrages se sont en effet proposés d'expliquer l'« ère des Empires » de façon synthétique, quand bien même il s'agit d'une période mûe par des tendances profondément contradictoires, et qui demeure excessivement riche culturellement, en ce qu'elle est fondatrice du monde que nous, contemporains, expérimentons au quotidien, et demeure à bien des égards, à la source de bien des disciplines des Sciences Humaines, en particulier la science historique. L'« impérialisme » que nous allons étudier ici s'inscrit, en tant que terme, dans cette floraison littéraire de néologismes en « -isme » au XIXe-XXe siècles, termes nouveaux employés pour désigner des tendances, doctrines ou idéologies. Polysémique, l'impérialisme accepte plusieurs définitions en fonction des époques. Il entend dans un premier lieu la « tendance favorable au régime impérial, à tel empereur ou à telle

impératrice.¹ », qui entend une affinité politique à un certain type de régime, à l’instar du boulangisme par exemple. Mais l’impérialisme peut également signifier la « tendance à constituer un empire ; tendance d’un État à mettre d’autres États sous sa dépendance politique, économique, culturelle² ». Cette définition plus tardive nous révèle qu’une évolution a eu lieu dans l’interprétation du mot, qui n’est désormais plus liée à une politique interne à un État, mais à une politique décidément extérieure, dans un jeu de domination entre États. Il y a donc une rupture sémantique qui semble advenir dans le dernier quart du XIXe siècle, et qui témoigne d’un important changement de la mentalité de ses contemporains.

Cette question, ainsi que bien d’autres, fait partie de l’ensemble des interrogations qui ont animé les chercheurs en histoire depuis les années 50. En effet, la question des empires coloniaux a constitué tout un domaine de la recherche historique dans la deuxième moitié du XXe siècle. Ce champ de recherche, initialement né dans le monde britannique, cherche à répondre à une question simple : « Qu’est-ce qui a fait l’Empire ? ». Question qui s’est attardée aux événements bien entendu, mais également à ses acteurs, avant de s’étendre à partir des années 80 à des domaines plus large et notamment culturels, au travers l’étude de la littérature, du langage, ainsi que de l’identité. L’historiographie de l’Impérialisme a en effet oscillé entre différentes historiographies propres, allant du marxisme de l’entre-deux guerre, qui propose des théories structurelles basée sur des interprétations purement socio-économique ; aux *Postcolonial studies*, héritières de la philosophie postmoderne (la « *French Theory* »), et qui s’intéresse à l’héritage culturel des empires, encouragées par le mouvement général de décolonisation. On ne conçoit plus les empires coloniaux comme un phénomène unilatéral, mais qui s’inscrit dans une perspective mondiale, dont l’expérience s’étudie au travers de tout un nouvel ensemble de disciplines, comme dans l’histoire des représentations, une discipline-fille de la plus large histoire des mentalités, née à la fin des années 1980 en France dans la foulée de l’essai de Roger Chartier publié en 1989, *Le monde comme représentation*, dans la revue des *Annales*³. Elle étudie les manières par lesquelles des individus ou des groupes, évoluant dans une période donnée, se représentent leur quotidien, le monde qui les entoure, leurs semblables, l’altérité, ou des phénomènes comme la mort par exemple⁴. Car la question de l’impérialisme s’inscrit encore dans une perspective très actuelle. La chute de l’Union soviétique et les événements qui ont suivi les attentats du 11 Septembre aux États-Unis ont renouvelé la question des outils de la domination des empires, au travers de l’exemple de l’« empire américain », sujet éminemment politique et donc controversé. De plus, les questions propres au « colonialisme » (un terme dérivé de l’« impérialisme » qui acquiert sa teneur idéologique dans la première moitié du XXe siècle en France) comme celle de la responsabilité de l’esclavage et de ses réparations, ont stimulé tout un pan de la recherche

¹ Selon le CNRTL (AMIEL Henri-Frédéric, *Journal*, 1866, p.279)

² Selon le CNRTL (MICHELET, *Journal*, 1846, p. 654)

³ CHARTIER Roger, « Le monde comme représentation », *Annales*, 1989, n° 44, pp. 1505-1520

⁴ VOVELLE Michel & BOSSÉNO Christian-Marc, « Des mentalités aux représentations », in *Sociétés & Représentations*, 2001, n° 12, pp. 15-28

autour de questions socio-culturelle. Comprendre les empires et l'impérialisme, ce n'est en effet pas seulement comprendre les raisons d'une politique, mais bien de dresser le portrait de toute une époque, d'un paradigme, voir de paradigmes multiples, qui intègrent des enjeux très divers, bien au-delà d'un simple déroulé évènementiel, mais dont l'évènement constitue pourtant un élément fondateur. Aussi, une contextualisation s'avère essentielle.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la Grande-Bretagne occupe le rang de première puissance économique mondiale. Maîtresse incontestée des mers, elle contrôle le plus grand empire ultra-marin entre toutes les nations européennes colonisatrices. Jusqu'alors adepte d'une politique libérale, les changements politiques internes au pays provoquent le renversement du gouvernement au profit du Parti conservateur⁵, qui dès 1895 prend les rênes de la politique étrangère et va défendre l'idée de *L'Imperialism*, un programme politique prônant une grande union douanière des Îles britanniques et de ses dominions. Au travers de groupes d'influences tels que le *Comittee of Imperial Defence*, qui défend ardemment l'idée d'une « *Greater Britain* », une « plus Grande-Bretagne », cette vision trouve un fort écho dans la société anglaise, élément observable dans la littérature⁶. Les effets d'une œuvre de propagande impériale s'observent dans toutes les strates sociales, par l'émission d'une littérature partisane et de produits de consommation illustrant une certaine vision des colonies. Les victoires ou défaites à l'outre-mer sont dûment observées par le peuple anglais, les réseaux de communications étant très développés dans le pays. On critique alors dans la presse française l'émergence d'un « populisme » chez les anglais, pourtant traditionnellement considéré comme flegmatique et réfléchi, ce qui surprend plus d'un érudit. Cette tendance au nationalisme s'observe alors partout en Europe. Chez les Allemands à partir des années 1890 au travers d'une littérature hyper-nationaliste, émise entre autre par la *Alldeutscher Verband*⁷, qui touche une élite lettrée restreinte, aristocratique, militaire ou universitaire, vantant les mérites de la race allemande et d'une politique implacable, héritière de la *realpolitik* de Johann Gottlieb Fichte. Chez les Français, c'est le revanchisme, le chauvinisme, qui anime comme toile de fond toute la politique française, même chez les plus libéraux. Aucun politicien ne peut se détacher du projet de récupération de l'Alsace-Lorraine sans mettre en danger sa carrière, et toutes les politiques nationales - même le colonialisme - se justifient auprès de la population comme étant constitutive du projet final de réclamation de l'Alsace-Lorraine. L'impérialisme (qui n'est pas encore nommé tel quel) n'est envisagé par les contemporains que dans ses symptômes : le bellicisme et le nationalisme. L'expansion coloniale elle n'est abordée qu'à partir d'une approche littéraire, au travers d'une littérature dite « de voyage » et d'une approche rationnelle, au travers des nouvelles sciences qui se développent au contact des

⁵ Le parti Conservateur du marquis de Salisbury, qui s'allie en 1895 à l'Unioniste Joseph « Joe » Chamberlain, et qui prône une nouvelle vision du monde anglo-saxon en général, celle de *L'Imperialism*.

⁶ DILKE, *greater Britain*, 1868 ; SEELEY, *the expansion of England*, 1883 ; FROUDE, *Oceana, or England and it's colonies*, 1885

⁷ La « Ligue pangermaniste »

colonies : ethnologie, anthropologie, géographie physique. Un ensemble de sciences qualifiée de « coloniales ». Il n'y a pas encore de conception globale du phénomène.

Le discours politique pro-colonial s'accompagne d'un discours moral, celui de la « mission civilisatrice », ou encore le « fardeau de l'Homme blanc⁸ », qui justifie son programme par une volonté d'étendre la civilisation dans les zones dites arriérées du monde. Au-delà de cela, la politique d'expansion en tant que telle n'est pas remise en question, car elle est constitutive du prestige national et garante d'un statut de grande puissance. Cette vision va progressivement se confronter à une opposition politique montante, de la part des penseurs socialistes déjà, soucieux du maintien de la paix entre les États et du respect de la condition humaine des colonisés. Cette critique évolue plus tard vers la critique marxiste de l'impérialisme structurel à partir des années 1900-1920. D'autre part, elle provient des penseurs issus des colonies, qui prônent une émancipation de la domination européenne, et dont l'importance va également croître au cours du XXe siècle.

Plusieurs historiens à partir de la seconde moitié du XXe siècle se sont penchés sur l'impérialisme en cette fin de XIXe siècle. Les jeux de puissance en Europe continentale remanie la carte globale, alors même qu'en parallèle les évolutions sociales et économiques poussent à de nouveaux enjeux. Nous sommes dans l'ère du capitalisme, le profit devient le moteur de politiques nationales entières, et des guerres trouvent leurs justifications dans la sécurisation de débouchés commerciaux (comme le contrôle anglais en Égypte, justifié par l'existence du Canal de Suez), d'accès à des ressources stratégiques (de la houille, des minéraux de fer, etc.). Les barrières douanières européennes et américaines se dressant, des nations libérales comme le Royaume-Uni sont poussées à sécuriser certains marchés⁹. C'est la fin du « *Free-trade* », le libre-marché, qui n'est plus soutenable face à des nations usant de protectionnisme. Les nations, poussées à protéger leurs intérêts, optent pour un contrôle formel¹⁰ des territoires coloniaux par une dépendance économiques et politiques, ce qui n'était jusqu'alors pas le cas. Cette volonté d'intégration, toujours arborée comme pacifique par ses défenseurs, a pu revêtir malgré tout des formes violentes et coercitives, comme ce fut le cas en Égypte lors du duel franco-anglais, mais surtout, au Transvaal lors de la guerre des Boërs, entre 1880 et 1902. Le militarisme est en effet croissant entre 1880 et 1914, chaque pays s'armant à mesure que le voisin s'y emploie, provoquant une course aux armements.

Cette histoire politique s'accompagne d'une étude sur les mentalités à partir des années 80, qu'on étudie au travers du large imaginaire né de l'aventure coloniale, que nous verrons ultérieurement. L'image de supériorité civilisationnelle de l'Europe, de la « race blanche » naît du rapport de force entretenu avec le reste du monde. En l'espace de quelques décennies, elle seule a eu les moyens d'assujettir une bonne partie de la planète, forte d'une technique évoluée et de modèles de sociétés plus forts, basés sur la Raison. Une chose, dans la

⁸ SAÏD Edward, *Culture et Impérialisme*, Le Monde diplomatique, Fayard, Paris, 2008.

⁹ GIRAULT René, *Diplomatie européenne, Nation et impérialismes 1871-1914*, Masson/Armand Colin, Paris, 1997

¹⁰ Idem, p.159

mentalité des contemporains, dont aucune civilisations, fussent-elles grande jadis, ne peut désormais se targuer tant l'Occident domine tout le reste. Cette vision, accompagnée des idées que nous avons déjà évoqué de « mission civilisatrice », du « fardeau de l'homme Blanc », ont été étudiées dans le cadre d'études culturelles sur les mentalités, mais également sur le rapport d'altérité face à l'« Étranger » dans la construction des identités nationales, une théorie avancée par John Andrew Gallagher et Ronald Robinson dans *Africa and the Victorians, the official Mind of Imperialism*¹¹, que nous présenterons dans une partie dédiée. Cette étude sur les échanges culturels s'est largement développée dans les années 70-80, avec la recherche sur le caractère de multi-latéralité des influences entre les colonies et les métropoles. L'impérialisme, vu comme le vecteur de diffusion du mode de vie occidental, est ainsi encore interrogé en cela qu'on se demande si cette « culture occidentale » n'a pas elle aussi été durablement affectée par son ouverture au monde. Historiographiquement, cet *a priori* remis en cause a été la porte ouverte aux questions dites « post-coloniales » : on y interroge les phénomènes culturels nés de l'impérialisme, en déstructurant au passage des idées préconçues, telle que l'omnipotence supposée des empires. On s'interroge pour cela sur les réactions des sociétés sous dominats européens, de leurs mouvements et transformations et, par le fait, des instabilités et des fragilités des régimes, des adaptation des administration coloniales aux mœurs et coutumes étrangères, voire même à une acculturation des élites européennes à des cultures locales¹². On réévalue la capacité d'action des populations autochtones, leur résilience culturelle, voire l'émergence d'organisations réfractaires, parfois réactionnaires ou tout du moins, qui agissent face à la domination dans un programme tout à la fois politique et culturel. L'altérité face à l'Européen, mentionnée précédemment, s'applique également ici dans la constitution d'identité nationale. Il y a globalement une revisite générale des lieux-communs de l'ancienne historiographie, mais c'est un élément que nous détaillerons dans le détail au travers de notre état de l'art.

Le XIXe-XXe siècle constitue l'âge d'or de l'impérialisme, il est naturel que nous portions notre choix de chronologie sur cette période. C'est en effet sur cette période d'un siècle (1850-1950) que les nations modernes d'Europe se fortifient : le nationalisme étend son emprise sur le continent, dont le Printemps des Peuples de 1848 représente la plus forte expression. De plus en plus centralisées, les nations s'opposent, d'empires à empires. L'expansion coloniale, déjà initié depuis de nombreux siècles, explose littéralement, et le monde se voit formellement partagé entre les différentes puissances lors de la conférence de Berlin en 1885. Considéré comme la reconnaissance officielle de zones d'influence, ou « sphère d'influence » (une expression qui naît avec la conférence par ailleurs) extra-européenne entre plusieurs empires, il marque un instant historique unique, point de départ de la reconnaissance du concept d'impérialisme qui apparaît dans la littérature une quinzaine d'années plus tard. Il ne constitue cependant qu'un cadre de juridiction internationale, et n'empêche pourtant en rien

¹¹ GALLAGHER J. Andrew; ROBINSON Ronald, *Africa and the Victorians, the official Mind of Imperialism*, Palgrave MacMillan, seconde édition, 1978

¹² GASCOIGNE John, « *The expanding historiography of British Imperialism* », *The Historical Journal*, vol.49, n°2, 2006, p.579

que des conflits éclate entre nations coloniales. A cet égard, nous prendrons comme première borne chronologique la crise de Fachoda, de 1898 ; événement diplomatique majeur qui failli précipiter la France et l'Angleterre dans une guerre ouverte. Ce conflit, nous le contextualiserons dans une partie dédiée, car il est représentatif du climat politique français à la toute fin du XIXe siècle. Enfin, nous placerons notre seconde borne en 1914, année du début de la Première Guerre mondiale. Considérée comme l'apothéose de la montée de l'impérialisme, elle symbolise toute la violence de cette conception politique qui condamne les nations, exaltées par lui, à des conflits auto-destructeurs. De plus, c'est par le premier conflit mondial que la conscience coloniale va se formaliser en France, par le soutien – au travers de l'image du tirailleur sénégalais, par exemple – qui a laissé une forte empreinte dans la culture. Étant un phénomène déjà étudié¹³ en partie, nous porterons justement notre analyse sur la période antérieure à l'an 1914. Ces deux bornes choisies ont l'intérêt d'intégrer des événements essentiels dans la constitution progressive de l'impérialisme en tant que concept. En effet, la conférence de Berlin ne définit pas clairement des zones de partage de l'Afrique entre les puissances, mais plutôt des règles d'expansion que nous ne détaillerons pas ici, mais qui sont conçues de telle sorte qu'aucun autre participant ne puisse alors contester le droit de possession de tel ou tel territoire. Ainsi, les expéditions de Marchand (1895) et la crise de Fachoda (1898) qui pousse presque la France et l'Angleterre à se déclarer la guerre ; les troubles en Afrique du Sud avec la seconde guerre des Boërs notamment (1899-1902), ou bien la crise de Tanger au Maroc (1905) échauffe durablement les opinions françaises et allemandes, et confirme le rééquilibrage des alliances dans le conflit mondial à venir. Ces événements constituent d'excellentes occasions de sonder l'opinion publique française au travers de ses publications érudites et populaires. Éminemment politique, ces questions divisent les milieux partisans nationaux, et permet d'interroger les sensibilités de cette époque, la psychologie générale de la société, son « outillage mental¹⁴ », qui permet de mesurer la marge avec laquelle l'individu peut évoluer par rapport à la mentalité dominante de son milieu. Le choix de cette période pour notre étude permet notamment d'apprécier les différentes représentations de l'impérialisme (considéré de prime abord comme typiquement relatif à la politique britannique) dans une période extrêmement riche en reversement d'opinion populaire, parfois drastique : rappelons qu'entre 1898 et 1904, les relations franco-anglaise ont évoluées depuis un appel de la foule à la guerre ouverte, et seulement quelques années après, à la signature d'un traité d'alliance.

Diverses sources sont mobilisables pour étudier ces représentations de l'impérialisme. Premièrement, la presse. A la fin du XIXe siècle, celle-ci s'est grandement développée pour acquérir la grande majorité des caractéristiques d'une presse moderne : tirage industriel, large diffusion par des réseaux de distribution massifs, faible prix de vente qui facilite l'accès à sa

¹³ GIRARDET Raoul, *L'apothéose de la « plus grande France », l'idée coloniale devant l'opinion française (1930-1935)*, Revue française de science politique, vol.18, n°6, 1968, p.1085-1114

¹⁴ D'après le concept développé par Lucien Febvre, citation dans : BURGIÈRE André, *L'école des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, coll. « Collection : Histoire », 2006, p. 44, 80

lecture par le peuple, combiné à une alphabétisation galopante. La presse est lue par tous et toutes, et les titres de presse fleurissent en fonction du type de lectorat et des sensibilités politiques. Cette richesse littéraire serait extrêmement révélatrice à étudier dans le détail, particulièrement en prenant des titres politiquement orientés (libéraux, conservateurs, nationalistes, religieux) afin d'observer les réactions, ainsi que le narratif entretenu par certaines lignes politiques. Deux éléments nous contraignent à ne pas aborder notre étude de cas de cette manière : premièrement, l'ampleur du corpus, dont l'étude représente un obstacle insurmontable dans les limites de temps consacré à ce mémoire ; ensuite, les historiens spécialisés dans l'histoire de la presse, dont nous consacrons une partie de notre état de l'art, révèle que les titres de presse, pour la plupart d'entre-eux, sont contraint d'obtenir leurs informations sur les évènements internationaux par le biais d'une unique agence de presse nationale très puissante, Havas¹⁵, dont il est avéré quelle filtre les informations sensibles selon les besoins du gouvernement au pouvoir. Considérant ces deux contraintes, nous ne nous sommes intéressés qu'à un unique titre de presse, *Le Temps*, lancé en 1861 et ancêtre du *Monde* actuel. Il s'agit d'un quotidien général, reconnu pour son sérieux et sa méthodologie d'acquisition d'informations, ainsi que pour ses commentaires des évènements internationaux. S'affirmant neutre dans ses nouvelles, il se distingue des autres quotidiens en prenant le contre-pied d'une certaine tradition française qui ne conçoit pas de distinction entre l'information et son commentaire. De plus, sa volonté de construire un réseau parallèle de reporters afin de s'émanciper de Havas le place véritablement à part parmi les titres français, une posture qui lui vaut une reconnaissance unanime de qualité. Cette position lui permet d'être à l'avant-garde de l'avènement des nouvelles définitions de l'impérialisme, puisqu'il agit comme une charnière entre les visions française et étrangères dans le renouvellement de ces définitions. Puisque nous cherchons à déterminer les évolutions d'un concept au sein d'un milieu globalement lettré, nous compléterons ce corpus avec des publications d'érudits qui ont cherchés à interroger l'impérialisme, à le définir, et qui constituent ainsi une base essentielle dans la constitution d'une pensée historique de l'impérialisme. Dans ce mémoire, nous tâcherons de déterminer comment les hommes du XIXe-XXe siècle concevaient l'idée de l'impérialisme, par l'étude des débats qui ont entourés l'actualité internationale de l'époque. Cette perspective érudite, nous compléterons avec une approche sur l'opinion, le ressenti général au travers de la littérature politique, au sujet de cet impérialisme qui catalyse le temps d'un instant, une partie des luttes politiques et nationales en Europe, et qui témoigne des sentiments et de l'image que se renvoient les nations et les peuples. Enfin, nous chercherons à comprendre l'impérialisme en sa qualité d'objet culturel propre, avec ses interprétations, ses traitements divers. Ainsi, nous pourrions englober une partie non négligeable de ses expressions, et statuer de sa naissance ou de ses transformations dans la culture française.

¹⁵ L'Agence Havas, créée en 1835, a été la première agence de presse du monde, et est aujourd'hui à l'origine de l'AFP (Agence France-Presse)

État de l'Art

La production de savoirs historiques sur l'impérialisme se caractérise par son dynamisme et une abondante production au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Afin de rendre compte de l'évolution générale de l'historiographie de l'impérialisme, nous avons décidé d'intégrer une poignée d'auteurs caractéristiques, dont la pensée constitue l'aboutissement d'une étape dans l'émergence de champs de recherche spécifiques. Nous intégrerons ici des historiographies française et anglo-saxonne, ces dernières ayant été particulièrement dynamiques sur la nature de l'impérialisme, anglo-saxon surtout. Le phénomène de décolonisation globalement pacifique du Commonwealth a favorisé, progressivement l'émergence des champs de recherche mentionnés précédemment. L'historiographie française s'est saisie de ces questions sur le tard, notamment à cause de l'influence considérable des intellectuels marxistes qui ont polarisé la recherche. Cette historiographie œuvre encore pour partie à actualiser les réflexions sur l'impérialisme français, et à faire ressortir ses particularités.

1 Empires et Impérialisme : historicisation et élargissement épistémologique dans la deuxième moitié du XXe siècle

La deuxième moitié du XXe siècle a concentré la majorité des études sur l'impérialisme, et à raison. C'est le temps de la décolonisation, de l'émergence des nouvelles identités nationales, qui se construisent sur le rapport entretenu avec l'Occident colonial. L'impérialisme, pendant longtemps envisagé selon les deux seuls aspects de la morale (entre les partisans de l'interprétation philanthropique et ceux de la cupidité) et de la macro-économie théorique de Hobson et Lénine que nous allons développer, a étendu progressivement son domaine d'application, dépassant largement son historicisation propre au XIXe-XXe, mais l'étendant à un système mondial. Progressivement, et nous allons le démontrer, les chercheurs vont interroger ce système, remettant en question ses raisons profondes, puis en étendant ensuite progressivement ses domaines d'application sur cinq grands axes parallèles : l'aspect économique, systémique, moral, culturel et temporel. Des approches historiques concomitantes aux évolutions politiques du XXe siècle, en particulier sur le rapport conflictuel entre l'Occident et le reste du monde, et plus largement, sur les rapports de pouvoir et de domination¹⁶¹⁷.

¹⁶ PROUDMAN Mark F., *Words for Scholars: The Semantics of Imperialism*, *Journal of the Historical Society*, Septembre 2008, Vol. 8, p. 395-433

¹⁷ FIELDHOUSE D. K., « *Imperialism* »: *An Historiographical Revision*, *South African Journal of Economic History*, Mars 1992, Vol. 7, p. 45-72

1.1. La rénovation intellectuelle du phénomène impérial : du structuralisme à l'ouverture pluridisciplinaire

L'historiographie de l'impérialisme a connu de grands bouleversements durant le siècle écoulé avec la progression de la décolonisation à travers le monde. Les colonies, des entités politiques produites par la vague expansionniste de l'Occident sur le reste de la planète, ont vu émerger dans la vague des conflits mondiaux, une grande tendance à la reconnaissance nationale. Un développement d'identités nationales propres, né du rapport entretenu avec les occidentaux et de l'altérité constatée avec ces derniers. L'histoire coloniale, impériale, pendant si longtemps négligée, s'est brutalement révélée comme vecteur essentiel de formation de nations entières, et si l'on considère le rapport plus académique à la question, comme vecteur potentiel pour la constitution d'une histoire globale. Car en effet, l'impérialisme, à l'aune de cette rénovation intellectuelle, ne se comprend plus comme étant un instant historique fugace de l'histoire occidentale, mais comme phénomène beaucoup plus global, multi-latéral, et dont les influences s'étendent bien au-delà d'une simple domination politique, mais s'inscrit également, et durablement, dans les domaines culturels, sociaux, dans l'histoire des sciences et même, dans l'histoire de la littérature, où les écrits d'anthropologistes se mêlent à la littérature de voyage, registre très spécifique à ce « moment impérial », dont les structures et le fonctionnement sont intrinsèquement liés à une pluralité de domaines, potentiels sujets d'études, dont les historiens de la deuxième moitié du XXe siècle vont se saisir.

L'historiographie de l'impérialisme dénote donc par cette croissance soudaine des approches pluridisciplinaires, une tendance exacerbée par l'ouverture des débats sur la responsabilité coloniale, de ses exactions. D'une autre part, on interroge les mentalités en présence : qu'est-ce qui a provoqué l'expansion coloniale ? Qu'étaient les mentalités en présence, et à qui appartient donc réellement la décision de la conquête. S'agissait-il d'un phénomène globalement accepté par la population, et dans quelle mesure celle-ci en avait-elle conscience ? Quels étaient les discours en présence ? Et enfin, la question qui motive la rédaction de ce mémoire : comment la notion d'« impérialisme » s'est introduite dans ces discours, comment a-t-elle été théorisée, représentée, puis intégrée dans les débats nationaux ?

1.1.1. « Du sentiment à la théorie », l'impérialisme socio-économique sous Hobson et Lénine

L'expansion territoriale d'outre-mer des grandes puissances européennes s'est réellement manifestée durant une période très courte, mais intense, de revendications coloniales. Entre 1870 et 1885, date de la signature de la conférence de Berlin, les possessions européennes en Afrique évoluent, du contrôle de comptoirs côtiers à l'intégration de vastes domaines, dont la signature du traité est entendue comme garantie. Une explosion soudaine des revendications donc, qui participe au grand jeu diplomatique des « Grands », les cinq grandes puissances coloniales que sont l'Angleterre, la France, l'Allemagne récemment unifiée, la Russie et l'Italie.

En parallèle de cela, le Socialisme se construit de solides appuis politiques, à la suite notamment de la IIe Internationale de 1889 qui réunit des participants d'une vingtaine de pays. Acteurs essentiels de l'idéal de pacifisme entre les sociétés européennes, ils s'opposent par principe au militarisme et, dans un premier temps, à la croissance soudaine des possessions d'outre-mer, craignant que les tensions que provoqueraient les luttes de zones d'influences (en Afrique particulièrement) amènerait à un affrontement généralisé des puissances colonisatrices. Les divisions internes au mouvement mèneront à relativiser cette posture, certains partis tels que le *Deutsche Zentrumspartei*, ou encore le *British Labour Party* militant par la suite pour un « impérialisme éthique ». Ce que l'on retient cependant dans la perspective historiographique de l'impérialisme, c'est le développement des premières théories critiques de ce mouvement de croissances colonial exponentiel, qualifié d'« impérialisme » pour la première fois, et qui va voir plusieurs auteurs essentiels, tels que John Atkinson Hobson en 1902, et Vladimir Lénine en 1916, mettre en place les bases de la théorie de l'impérialisme comme phénomène propre aux puissances capitalistes. Il s'agit, à quelques égards, de la première proposition « historique » de l'impérialisme, en cela qu'elle cherche à démontrer, faits à l'appui, une interprétation de la conquête ultra-marine des nations européennes, ainsi que ses motivations. C'est une frange politique qui n'est pas à prendre à la légère, puisque depuis les années 1870, ils gagnent de plus en plus de places à chaque élections des différents parlements européens, ayant gagné en crédibilité puisque s'étant progressivement débarrassés des idéalistes excentriques au profit d'hommes éclairés, plein d'espoirs sur la solidarité entre les petits peuples d'Europe¹⁸.

a) **L'Imperialism d'Hobson, un écrit pionnier**

John Atkinson Hosbon (1858-1940) est un économiste britannique, proche des milieux libéraux, principalement connu pour avoir été l'un des fondateur du mouvement social-libéral, ou « social-libéralisme », grâce à ses essai, particulière *Imperialism : A study*, qu'il a rédigé en 1902. Né d'une famille de notable, il devient enseignant avant de se reconvertir dans le journalisme, qu'il combine à un poste de maître de conférence à l'*University Extension* de Londres, poste dont il se fait exclure en 1887 après sa critique de la loi de Say, une théorie économique en vogue alors chez les théoriciens économiques. Cette exclusion démontre tout de suite son approche contestataire face à la doxa économique britannique. En 1893 il fonde le *Rainbow circle*, club de gentilshommes qui réunit des penseurs de large horizons, des libéraux jusqu'au marxistes, et qui vont l'inspirer dans sa conception, entre 1896 et 1898 de sa théorie du *New Liberalism*, préconisant une approche réformatrice de l'économie des îles, afin de faire prévaloir la pluralité d'opinion et la redistribution d'une partie des richesses, afin d'éviter que le pouvoir ne se limite aux mains que de quelques individus, et que leurs raisons privées deviennent alors des «raisons d'État» ; une situation qu'il compare à l'autoritarisme allemand, personnifié par Bismarck. Parti en Afrique du Sud en tant que journaliste pour couvrir le conflit qui éclate entre les britanniques et les Boërs en 1899, il en revient bouleversé, choqué du

¹⁸ Op.Cit, GIRAULT René, *Diplomatie européenne, Nation et impérialismes 1871-1914*, p.148

déchaînement de violence à l'égard d'un petit peuple agraire, qu'il interprète, selon sa tradition économiste, comme une émanation d'un capitalisme corrompu par l'avarice. C'est à cette occasion qu'il s'attèle à la rédaction de son essai que nous avons mentionné précédemment, *Imperialism : A study*, publié en 1902, un essai politico-économique dans lequel l'auteur tente de définir la notion d'«impérialisme», propres aux nations européennes capitalistes, qu'il va donc définir au travers de motifs proprement économiques et sociaux. Amplement critiqué, même par des auteurs socialistes, cet essai sera cependant repris par Vladimir I. Lénine quelques années plus tard, dans son célèbre essai *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, où les théories Hobsonienne d'impérialisme social seront réutilisées afin de poursuivre le développement des thèses anti-capitalistes, que nous ne détaillerons bien évidemment pas ici.

Les travaux des socialistes sur l'impérialisme ont mené à la formalisation de tout un domaine d'étude, les « théories de l'impérialisme », qui tombe alors dans les domaines proprement à socio-économique et liés à la philosophie anti-impérialiste, deux champs qui ne constituent pas le domaine d'étude de ce mémoire ; nous mentionnons cependant Hobson car il a été parmi les premier à considérer le phénomène impérial comme un objet historique, qu'il a certes interprété à l'aune de sa conception idéologique dans les limites de ses compétences d'économiste de formation. Son travail aura malgré tout eu de grandes répercussions sur la vision donnée au phénomène impérial dans les sphères intellectuelles pour les décennies suivantes.

1.1.2. Critique de l'approche structurelle des marxistes

L'émergence dans les années 60-70 de la *French Theory* aux États-Unis interroge les anciennes conceptions structurelles de l'impérialisme, pour la plupart antérieures à la seconde guerre mondiale. La justification hobson-léniniste de l'impérialisme occidental issu de son essai *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qui propose une interprétation historique, économique et sociale, qu'il considère comme le principal facteur de l'expansionnisme, est remis en cause par une série d'auteurs. L'aspect économique est alors présenté comme phénomène annexe, une simple facette de l'impérialisme général, insuffisant à lui seul pour expliquer le processus entier.

a) Contre-arguments à l'interprétation marxiste

D.K. Fieldhouse dans son article intitulé « *Imperialism* » : *an historiographical revision* » va s'inscrire dans cette tendance, qu'il introduit de manière claire par la citation suivante :

« La prétention de Hobson à la notoriété et à l'originalité réside simplement dans le fait qu'il a amené l'opinion britannique, puis mondiale, à accepter sa définition particulière du mot impérialisme.¹⁹ »

¹⁹ « *Hobson's own claim to importance and originality lies simply in his having induced British, and subsequently world, opinion to accept his own special definition of the word imperialism.* » FIELDHOUSE D.K., « *Imperialism* » : *an historiographical revision*, *The Economic History review*, Second series, Volume XIV, n°2, 1961, p.1, traduction personnelle

Avant le développement des *Imperial Studies* dans la sphère académique anglo-saxonne, la question de l'impérialisme comme objet d'histoire n'est abordée uniquement par les auteurs de sensibilité marxistes. Mais avec ce nouveau champ de recherche, l'interprétation du fait impérial va progressivement s'ouvrir à de nouvelles conceptions, culturelles particulièrement, que nous détaillerons dans une partie dédiée. Pour en revenir à notre propos, Fieldhouse propose ici une critique des arguments de la théorie Hobson-Lénine, notamment sur le principe avancé par Hobson de « sous-consommation ». En résumé, il s'agit d'une théorie économique qui interprète le faible pouvoir d'achat des masses laborieuses comme étant dû à une inégale et injuste répartition des richesses nationales, qui se retrouve concentrée dans les mains des industriels. Ce faible pouvoir d'achat empêche les industriels d'écouler les stocks de marchandises sur le marché domestique faute d'acheteurs en moyens de payer. Ces stocks massifs, fruit du haut degré d'industrialisation des Îles britanniques doivent trouver des débouchés commerciaux sous peine de banqueroute. Les commerçants d'après Hobson, par leur influence auprès des élites dirigeantes, influencent la politique nationale afin que celle-ci œuvre à sécuriser des territoires où les marchandises peuvent être distribuées ; une sécurisation qui passe parfois par la force militaire, selon le principe que « Le Commerce suit le Drapeau²⁰. ». C'est le principe fondateur de l'« Impérialisme économique », catégorie spécifique au plus large impérialisme, et qui a été l'objet d'âpres confrontations entre théoriciens économiques et historiens, qui cherchaient à en vérifier la véracité²¹. Cette proposition d'Hobson se complète avec celle de l'« Impérialisme social », autre théorie marxiste définie par l'historien Hans-Ulrich Wehler comme « le détournement vers l'extérieur des tensions internes et des forces de changement afin de préserver le statu quo social et politique.²² ». Un programme politique volontariste, qui explique en partie la nationalisation progressive des questions coloniales, conçue par les élites comme un moyen d'évacuer la pression sociale domestique dû à la pression démographique et à la paupérisation.

L'impérialisme comme phénomène historique serait donc un symptôme d'une maladie métropolitaine propre aux nations occidentales, capitalistes. D.K. Fieldhouse va remettre en cause la plausibilité des propos de Hobson, en interrogeant ce qui caractérise au mieux l'intérêt capitaliste : les chiffres. Il démontre en premier lieu que le profit ne suit pas de façon évidente les conquêtes territoriales, pour la plupart vierges de développement industriel. Des territoires aucunement intéressés par l'achat de biens manufacturés, puisque n'ayant pas encore mis en place d'économie propre à les supporter. Fieldhouse va également observer les données relatives aux investissements étrangers chez les principales puissances colonisatrices européennes que sont l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Il constate une croissance des investissements étrangers certes, mais sans que soit précisé l'endroit de ces investissements

²⁰ « *Trade follow the Flag.* » depuis : SPEAKE Jennifer, *Oxford dictionary of Proverbs* (6^e.ed), Oxford University Press, 2015

²¹ KOEBNER Richard, *The concept of Economic Imperialism*, *The Economic History Review*, seconde série, Vol.2, n°1,(1949), p.1-29

²² GEOFF Eley, *Social Imperialism*, revue *Modern Germany*, Volume 2, New York, Garland Publishing, 1998, p. 925-926

dans les recueil d'alors. Il établit que ces investissements sont certainement dirigés vers des territoires en croissance rapide et qui rassurent les financiers, comme les États-Unis²³. Ayant réfuté les arguments économiques d'Hobson, Fieldhouse va s'interroger sur la réalité de l'expansion coloniale. Hobson décrit les colons comme « des hommes sans visage », sorte de marionnettes manipulées par un système économique. Il le décrit de la façon suivante : l'homme capitaliste investi dans une colonie par des manufactures, des mines ou des infrastructures. S'ensuit naturellement un effort de colonisation gouvernemental pour le souci de sécuriser ces investissements. Ce n'est dès lors plus l'économie qui suit le drapeau, mais l'inverse. Cette description d'Hobson s'accompagne également d'attaques morales, quand il assure que la possession de colonies par des États unitaires capitalistes implique nécessairement l'exploitation des peuples indigènes, sous forme de main d'œuvre, et par l'appropriation de ressources. C'est un argumentaire contre le « colonialisme », phénomène concomitant de l'impérialisme. Fieldhouse réfute cette théorie, estimant que l'expansion s'est avant tout manifestée par les explorateurs, les administrateurs, les colons et les ingénieurs, motivés par d'autres raisons que celle de l'intérêt économique pur.

Historiographiquement, il est clair que la cohérence dogmatique de l'impérialisme comme argument de l'idéologie marxiste a plutôt été conçue par Lénine qu'Hobson. La question demeurant de savoir dans quelle mesure ce travail a été modifié. Lénine a étudié la situation économique du monde pour anticiper son évolution, qu'il décrit par l'effondrement final des États capitalistes par l'orgueil et la guerre, pour que le peuple s'émancipe et évolue vers de nouveaux régimes socialistes ; Hobson est moins apocalyptique, et préconise donc des moyens d'éviter cet effondrement. Deux théories qui s'opposent dans leur conclusion et dans leur interprétations : le principe de « sous-consommation²⁴ » Hobsonien, et le capital-finance de Lénine, mais qui en dépit de leur véracité théorique, constituent malgré tout pour l'historien une étape capitale de l'historiographie. Fieldhouse, en s'y attaquant, participe à cet effort de revalorisation de la recherche sur l'impérialisme dans la deuxième moitié du XXe siècle, par l'ouverture à d'autres conceptions.

b) Re-contextualisation et éclaircissement historique

Pourquoi Hobson interprète-t-il uniquement les faits de manière économique, en négligeant d'autres approches ? Fieldhouse s'interroge sur les changements importants advenus depuis 1815 dans la diplomatie mondiale, et y démontre que l'impérialisme n'a pas été une manifestation brutale et uniquement due à la Seconde révolution industrielle. En effet, après la défaite Napoléonienne et l'indépendance des États-Unis, le mercantilisme n'a plus lieu d'être (il était en effet, une manière de subordonner l'économie à la sécurité, principale motivation des conflits du XVIIIe siècle selon Adam Smith). Les principales puissances coloniales restantes ouvrent progressivement leurs marchés aux libre-échange, l'Angleterre en

²³ Op.Cit., FIELDHOUSE D.K., *Imperialism, an historiographical revision*, p.190

²⁴ KOEBNER R.; SCHMIDT Helmut dan, *Imperialism : The story and significance of a political Word, 1840-1960*, Univerity Press of Cambridge, Cambridge, 1965

tête puisque s'y prenant dès 1840, ce qui lui garantit une grande prospérité. L'émigration est alors un phénomène banal, qui permet d'évacuer le surplus de population dans les colonies déjà existantes, mais rarement dans les nouvelles colonies. Il n'y a, avant le dernier quart du XIXe siècle, pas de poussée coloniale particulière, car ce n'est en aucun cas une pratique rentable. D.K. Fieldhouse considère que la « rupture » impérialiste dont parle Hobson lors de cette fin de XIXe siècle, qui voit se constituer des empires gigantesques, et qu'Hobson affirme être sans précédent, est fallacieuse. Le colonialisme n'aurait pas fondamentalement changé avec les époques précédentes, la seule différence provenant des méthodes de contrôle qui se sont modernisées. En effet, les frontières coloniales ont d'après Fieldhouse une tendance « naturelle » à s'étendre pour occuper les espaces vacants d'autorité ; elles s'y étendent par soucis de sécurité, par besoin de ressources. Ces zones de contrôle grandissent ainsi jusqu'à se stopper à la rencontre avec une autre entité politique. L'expansion du XIXe siècle se place ainsi dans la continuité de la tâche effectuée aux siècles précédents²⁵. Cependant, à cette tendance naturelle, Fieldhouse reconnaît l'émergence d'une puissante volonté des nations européennes à l'accélérer en dehors de ce cadre « naturel » de croissance, vers des territoires pourtant difficiles d'accès ou d'installation, et ce à partir des années 1880. Une croissance singulière, alors même que ce sont là des initiatives peu rentables comme nous l'avons dit précédemment. La croissance coloniale hobsonienne par « impérialisme économique » semble donc intenable factuellement, reste cependant à déterminer les origines de ce volontarisme européen.

Une autre étape dans la réfutation de l'historiographie marxiste donc, qui établit que la réalité effective de l'expansion n'était pas sans précédent, par rapport à ce qu'affirment certains penseurs socialistes. Elle n'est pas non plus purement économique. Elle se caractérise par un retour plus motivé des pratiques coloniales employées au XVIIIe siècle. On admet également que les colonies de la première moitié du XIXe siècle se sont surtout construites à la faveur du commerce, privilégiant une exploitation informelle²⁶ des colonies plutôt que directement contrôlée par la métropole. Car l'expansion outre-mer est alors le fait des marchands, qui demandent « l'opulence à la place de la sécurité²⁷ ».

C'est la pression militaire de la fin de ce même siècle qui réinstalle la prévalence de la question militaire sur la question économique, notamment à partir de la victoire prussienne contre la France en 1871. L'équilibre diplomatique entre la France, l'Allemagne et les Îles britanniques sont au centre de la diplomatie européenne, régissant les alliances et les intérêts militaires pour au moins un demi-siècle. L'émigration depuis la métropole vers les colonies commence alors à être perçue comme une fuite démographique. Les partis les plus nationalistes entendent la valve de décompression démographique qu'était l'émigration, plus à l'égal d'une exsanguination. Une fuite de main d'œuvre qualifiée, qui serait d'un bien meilleur

²⁵ Op.Cit., FIELDHOUSE, « *Imperialism* » : *an historiographical revision*, p.202

²⁶ GALLAGHER John & ROBINSON R., « *The Imperialism of Free Trade* » *Economic History Review*, 6, n°1, 1953, p. 1–15

²⁷ Op.Cit., FIELDHOUSE, « *Imperialism* » : *an historiographical revision*, p.204

usage dans les usines d'armement. La vision de l'outre-mer redevient celle d'une périphérie censée être au service de la métropole, et se réinscrit dans une dynamique géopolitique. Fieldhouse présente ainsi une interprétation de la croissance coloniale explosive des années 1880 : motivée par de nouveaux impératifs militaires, elle recherche l'autarcie nationale en matière de ressources naturelles utiles à l'industrie, ainsi qu'un glacis stratégique et diplomatique sous la forme de possessions territoriales. Une vision qui se confronte à l'idéal « d'impérialisme du libre-marché » qui continue de s'exprimer par les élites économiques nationales qui militent pour un laissez-faire économique. Une interprétation historique qui permet entre autres d'expliquer le changement d'attitude du chancelier Bismarck sur la question coloniale du Reich allemand. Opposé pendant de longues années au principe, soucieux de la prévalence de la question européenne, il y consent finalement à investir les ressources de l'Empire. Ce changement d'attitude s'intègre à l'interprétation de Fieldhouse : pas de besoin commercial pour les allemands, leurs colonies sont peu développées et surtout très loin des voies commerciales du *Reich*, elles ne peuvent pas permettre également d'écouler un surplus commercial potentiel, puisque les allemands concurrencent déjà les anglais et les américains sur les différents marchés européens, notamment sur celui des français (ce qui est d'ailleurs l'une des raisons des difficultés économiques anglaises). L'enjeu est alors diplomatique, afin de faire entrer l'Allemagne dans le colonialisme, et faire jeu égal avec les autres puissances occidentales.

c) Retour à un narratif diplomatique

Fieldhouse prend dans son essai le contre-pied des théories marxistes avancées jusqu'alors dans l'historiographie du phénomène impérial. La raison première de la course coloniale de la fin du XIXe siècle aurait avant tout été motivée par des questions de diplomatie internationale. L'ancien narratif colonial, celui du prestige des aventuriers et de la gloire militaire (interprété par les marxistes comme relevant du prétexte), retrouve alors un intérêt historique en ce qu'il permet d'expliquer l'état d'esprit des contemporains, et de comprendre leurs réactions. Concevant la conquête comme un acte prestigieux, et le prestige comme part intégrante du jeu diplomatique des nations, le colonialisme propre à la fin du XIXe siècle peut s'expliquer par une dynamique comportementale. L'Allemagne, qui s'est impliquée dans des régions de très faible intérêt économique, s'y est impliquée dans le seul but de faire rayonner un projet mondial, sa *Weltpolitik*, vecteur de prestige qui lui permet de négocier de façon crédible face aux autres puissances. Elle s'offre ainsi les moyens de ce qu'elle réclame, et pourra réclamer à l'avenir. La crainte d'être laissée de côté dans ce partage du monde a même impliqué le Royaume-Uni, pourtant déjà solidement implanté dans l'Outre-mer, et tout à fait réaliste sur la valeur de la terre disputée commercialement parlant. Voulant éviter de perdre sa

première place, elle s'implique dans cette fièvre expansionniste dès la décennies 1880 afin de maintenir un équilibre avec ses rivaux, ce qui lui permet de maintenir le *statut quo* mondial, lucratif pour ses affaires. L'impérialisme de cette fin de siècle peut ainsi, dans une certaine mesure, être comparé à une projection des troubles européens sur la totalité de la surface du globe, par le jeu des sphères d'influences. La conférence de Berlin est organisée dans le but de prévenir de potentiels conflits aux frontières des empires en croissance, et éviter ainsi un embrasement global, particulièrement sur le continent européen.

Les colonies sont ainsi une démonstration au monde, témoignage de puissance et donc source de prestige, « Le Nouveau-Monde, appelé dans la réalité du monde, dans l'espoir vain qu'il permettra de maintenir ou de redresser l'équilibre de l'ancien.²⁸ ». Les commerçants, principaux vecteurs du processus colonial dans le siècle écoulé, sont relégués au second rang par la conjoncture diplomatique, et leurs voix réunies dans les groupes de pression, des *lobbies* pour la « question coloniale » se combine à celles de millions de citoyens-acteurs, pour qui la l'Empire prend nature de foi, persuadés que le destin d'une grande nation réside dans ses colonies. Voilà comment l'idéologie impérialiste se construit à cette époque selon Fieldhouse. « L'idée impériale » grandit partout en influence, activement relayée par les *lobbies* mentionnés précédemment : la *British Imperial Federation League*, le *Kolonverein* allemand, le Parti Colonial français, etc. L'empire colonial atteint un état presque mystique, notamment au début du XXe siècle. C'est à partir de lui que le pays tire sa force, indépendamment de toute réalité économique ou chiffrée.

En conclusion de l'article de Fieldhouse : l'interprétation historique de l'expansion des empires européens entre 1870 et 1914 par Hobson et Lénine n'est pas acceptable en tant que telle. Déterministe, son analyse se concentre sur les aspects économiques en négligeant le politique. Les capitalistes en effet n'ont factuellement rien à tirer du partage territorial de l'Afrique et du Pacifique, si ce n'est dans de (rares) exploitations minières ; un fait corroboré parce que, malgré l'expansion commerciale européenne, les investissements se maintiennent surtout dans les régions déjà colonisées depuis des décennies, voir des siècles. Ensuite, en tant que théorie structurelle historique, elle ignore la continuité lente, mais sûre, de l'expansion coloniale au cours des siècles précédents. Ils actent d'une rupture soudaine et fondamentalement belliqueuse aux alentours des années 1870-1880, alors même que ces extensions se sont faites sur des territoires déjà possédés auparavant. La véritable rupture réside dans la poussée soudaine de la volonté de contrôler formellement ces territoires. Une volonté qui s'explique par la croissance des rivalités européennes mentionnée précédemment. Le fait impérial serait donc fondamentalement politique. La compétition coloniale n'y est ici qu'une forme modernisée de pré-carré diplomatique, mais pas un phénomène typique du XIXe et de l'avènement du capitalisme industriel. L'auteur stipule que le raisonnement de Hobson, bien que faux dans ses conjectures, n'est pas entièrement à mettre à la charge d'une analyse défectueuse, mais également sur une réaction intellectuelle classique : celle d'un homme

²⁸ Ibid, p.206

rationnel mis en face d'un phénomène profondément irrationnel. Cherchant à justifier une pensée absurde, si on la limite à sa logique matérielle, Hobson s'est construit un « *Deus ex Machina* » en la personne de financiers avides et manipulateurs, qui justifie dès lors le comportement des nations.

Cette histoire structurelle qui néglige de nombreuses considérations sociales, va trouver son pendant à mesure que la connaissances des acteurs de l'impérialisme va se développer.

1.1.3. L'impérialisme : un objet sémantique complexe

La décolonisation progressant très rapidement dans le monde de l'après Seconde Guerre mondiale, les chercheurs se sont intéressés au caractère historique des empires coloniaux, qui constitue désormais une ère de l'histoire européenne, et qui été jusqu'alors peu interrogé. Il s'agissait de définir ce qui faisait acte d'empire, d'impérialisme, tout à la fois dans les événements, les actes et les discours. L'impérialisme est un phénomène qui intrigue tout autant le chercheur que son contemporain - la littérature du tournant du siècle en témoigne - et les penseurs du tournant du XIXe-XXe siècle cherchent à découvrir les racines de ce qui est pour eux une nouvelle conceptualisation historique. Plusieurs visions s'opposent, allant des théories racialistes, politiques, et socio-économiques. Pour le chercheur cependant cette littérature constitue un corpus riche, car il permet une étude diachronique des usages de certains termes - ici l'Impérialisme et *L'Imperialism* - révélatrice d'évolutions dans les mentalités. Cette analyse des interprétations dans le temps long constitue la méthode employée par les chercheurs Richard Koebner et Helmut von Schmidt, dans leur ouvrage *Imperialism : The story and significance of a political Word, 1840-1960*²⁹. Ils ont examinés les différentes acceptions donné au mot « impérialisme » dans différentes sphères culturelles, principalement anglo-saxonne et allemandes, espérant trouver dans les usages de ce terme polysémique les clefs de son histoire et, par extension, le témoignage des changements profonds advenus dans la politique mondiale du tournant du XIXe-XXe siècle. Il s'agit d'un ouvrage tout à fait essentiel dans l'historiographie culturelle et politique de l'impérialisme, et qui pose des bases solides pour les études des mentalités et de représentations que nous présenterons plus tard.

Ce que Koebner & Schmidt mettent en évidence en premier lieu, c'est la naissance du terme d'impérialisme dans le monde anglo-saxon. Elle coïncide avec la mise en place du régime impérial du second Empire français, et s'utilise pour décrire la doctrine du régime de Louis-Napoléon, qui se caractérise par un discours légitimant tout à fait original : il se prétend restaurateur du premier Empire français, un narratif que Koebner compare à un « collier sentimental (*sentimental bondage*)³⁰ » qui maintient le peuple français dans une torpeur patriote et nostalgique, le souvenir napoléonien étant encore très vif. Le terme « impérialisme » s'inscrit alors dans une vague de néologismes - caractéristique du XIXe-XXe siècles - dont le

²⁹ Op. Cit. KOEBNER R.; SCHMIDT H.d., *Imperialism : The story and significance of a political Word, 1840-1960*, Univerity Press of Cambridge, Cambridge, 1965

³⁰ Idem, p.2

suffixe en « -ismes » s'emploie à formaliser des concepts ou des courants de pensée nouveaux, des néologismes déjà en vogue dans le monde politique français de la monarchie de Juillet. Les mots « bonapartisme » et « impérialisme » procèdent ainsi de la même origine, mais ne sont pas tout à fait identiques dans leur interprétation. Le premier sens de l'impérialisme dans la littérature française se définit comme le soutien à un type de gouvernement centralisateur dirigé par un César, un empereur. Ce régime associe un idéal de prestige national (militaire) au narratif prestigieux des anciennes victoires napoléoniennes, s'en servant de repères culturels. À ceux-ci s'ajoutent d'autres idéaux, comme l'irréductibilisme (les frontières naturelles du pays), et la protection d'alliés français « historiques » comme le pacha d'Égypte ; tout est entretenu pour rappeler le souvenir d'une époque révolue. Le terme se généralise à partir de la Seconde République. Certains militent pour cette « idée impériale », qui n'est pas napoléonienne dans son sens dynastique, mais qui conserve les structures et les idéaux du gouvernement impérial. Louis-Napoléon Bonaparte joue sur ce sentiment auprès du peuple comme nous le mentionnions, pour attiser les braises du souvenir napoléonien. Il espère d'après Koebner, que sa candidature de Décembre 1848 à l'élection présidentielle du sentiment qu'il a renouvelé. Le suffrage étant universel et masculin, il parie sur la maintien du souvenir napoléonien auprès des ruraux pour remporter l'élection. La complexité de la mentalité lors de cette élection reste à déterminer selon les chercheurs, en prenant l'exemple de la *Revue des Deux-Mondes* du 10 Décembre 1848, qui affirme que le peuple a moins voté pour l'idée d'un retour au régime impérial que par opposition et défiance envers la Seconde République, bourgeoise et opportuniste. Les auteurs libéraux contemporains craignent que, à l'instar du premier régime impérial, les acquis révolutionnaires (droit civils, parlementarisme, démocratie) soient maquillés par le nouveau régime impérial, qui en conservera la façade, pour en modifier progressivement la teneur, avant de se transformer finalement en un régime autocratique « à visage humain³¹ », camouflant sous les atours de la démocratie une doctrine véritablement contre-révolutionnaire. Les termes « impérialisme » et « impérialiste » sont ainsi répandus en France, mais sont traités avec précaution, car apparemment entourés d'un certain tabou. Le monde lettré anglais à cette époque emprunte le terme, « *Imperialism* », et tend à l'utiliser comme synonyme spécifiquement français de « despotisme »³². Les anglais considèrent que les maux français viennent de cette volonté de concilier deux modèles de société opposés : une administration structurellement héritière du despotisme, un héritage napoléonien ; et des organes politiques démocratiques. Lors du coup d'État de 1852, l'*imperialism* devient le terme catalyseur de la question anglo-saxonne sur la nature du pouvoir napoléonien, et sur l'efficacité et la rapidité avec laquelle les institutions républicaines ont été finalement abattues. L'impérialisme désigne alors une méthode de gouvernance, un principe de domination anti-libéral, la France servant alors d'exemple.

Quelques décennies plus tard dans l'Angleterre d'avant 1870, Koebner démontre l'émergence d'une nouvelle sémantique de l'impérialisme, avec des interprétations multiples.

³¹ Ibid, p.6

³² Ibid, p.10

Cet impérialisme là est né des débats opposants les représentants libéraux et conservateurs de la Chambre des Communes anglaise. William Gladstone (1809-1898), chef du parti Libéral, s'oppose alors à Benjamin Disraeli (1804-1881) chef du parti Conservateur, qui défend alors l'idée d'une union douanière entre les colonies britanniques et la métropole, pour appliquer au commerce britannique les même protection qu'emploi actuellement leurs adversaires allemands par le *Zollverein*³³. Moquée par les Libéraux qui qualifient le projet d'*Imperialism*, le terme sera ensuite réutilisé par les Conservateurs eux-même notamment Joseph « Joe » Chamberlain (1836-1914), sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères entre 1895 et 1903. Il désigne alors leur doctrine. Polysémique, le terme admet plusieurs interprétations, certains entendant une politique idéaliste à la recherche du bénéfice général. D'autres y voient une œuvre philanthropique et morale, l'expansionnisme étant l'occasion de civiliser les terres du monde, comme l'Afrique, le Moyen-Orient et le Pacifique, au profit des populations autochtones.

Enfin, certains l'emploi pour désigner une politique considérée comme égoïste et vénale, par l'accaparement de terres au profit d'une minorité de citoyens, et donc le gouvernement serait le complice. Le marquis de Salisbury (1830-1903), secrétaire d'État aux Affaires Étrangères puis Premier Ministre entre 1895 et 1902, est particulièrement associé à cette image. Gladstone, qui a été plusieurs fois Premier Ministre à tendance libérale, se pose d'après Koebner en « anti-impérialiste », notamment quand il s'oppose à l'intégration de l'Ouganda en 1894, prônée par les « impérialistes » de la Chambre, justement. Les anti-impérialistes s'insurgent face aux arguments avancés par les impérialistes. Ils nomment cette politique « jingoïsme », un terme péjoratif, qui sert à désigner la forme agressive de la politique étrangère anglaise, née de la crainte de la perte de son statut de grande puissance, qui la pousse à l'intervention là où elle estime ses intérêts menacés. Les libéraux estiment que le coût de la conquête, l'entretien qui en résulte, ainsi les dangers que cela suscite dans l'équilibre des relations internationales constitue une menace pour la sécurité nationale.

Cette ambivalence de l'*Imperialism* disparaît précisément en 1899, comme le démontre Koebner, quand les événements d'Afrique du Sud et la seconde guerre Boërs polarise l'opinion. Le raid Jameson³⁴ en particulier choque la frange libérale anglaise, et considère avec beaucoup de mépris les manœuvres politiques et la violence dont ont fait preuve Cecil Rhodes avec le soutien du gouvernement Unioniste-Conservateur. Les libéraux associent dès lors

³³ Union douanière protectionniste d'Allemagne du Nord établie en 1834, qui protège l'industrie germanique naissante de la concurrence anglaise, et qui porte tout du long du XIXe siècle de lourds préjudices aux bénéficiaires britanniques sur le continent.

³⁴ Un raid militaire informel mené entre 1895 et 1896 par Leander S. Jameson, sous la direction de Cecil Rhodes, alors premier ministre du Cap. Son objectif était de provoquer un soulèvement des *Uitlanders*, les résidents étrangers (et bien souvent britanniques) dans la République du Transvaal, afin de renverser le président Paul Kruger ainsi que le gouvernement Boër. Ceci aurait permis à l'Angleterre de s'assurer un contrôle informel des gigantesques ressources en or et en diamant des Républiques Boërs.

l'Imperialism au bellicisme décomplexé et à la manipulation nationale. L'impérialisme vanté jusqu'alors comme un idéal de gloire nationale est attaqué, on critique une volonté d'expansion motivée par de bas intérêts financiers et commerciaux, le « *Stock-jobbing imperialism* », comme le nomme Koebner dans *Imperialism, « story and significance of a political word »*. La seconde guerre des Boërs semble agir comme une révélation auprès de certains auteurs, socialistes notamment, qui ne considère plus le conflit comme un phénomène isolé, mais comme une trace visible d'un phénomène plus large qui motive toutes les conquêtes extra-européenne ; une pensée qui se formalise dans la vague de la publication des travaux de Hobson en 1902, qui se rend sur place, puis de Lénine en 1916.

1.2. Les Études post-coloniales, tournant dans l'historiographie de l'impérialisme

Évolution majeure de la production savante sur le monde colonisé, les études post-coloniales se constituent comme champs de recherche à la fin des années 1970 dans l'historiographie anglo-saxonne. Elle constitue une évolution majeure, portant plus en avant la question culturelle de l'ère des impérialismes. Elle établit sa méthode sur une approche visant à dé-essentialiser les représentations de cette période, un travail solidement mis en place par l'ouvrage majeur de l'historien américain Edward Saïd dans son ouvrage *L'Orientalisme*, qui s'attache à déconstruire la vision d'un « Orient » mythifié par la littérature européenne. Le post-colonialisme est vaste, mais on peut le définir comme étant un champ théorique de recherche qui cherche à établir la vérité de la vie coloniale au travers d'étude anthropologique en premier lieu, puis socio-culturelles. Une vie coloniale vécue en tant que colonisé, mais également en tant que colonisateurs.

1.2.1. Étude discursive de l'impérialisme français

L'étude des discours et des prises de parti dans la littérature a été analysée par plusieurs auteurs dans les différentes historiographies des anciennes nations colonialistes. Elle constitue un travail très intéressant quand on s'interroge sur les représentations métropolitaines de l'Outre-mer. La conçoit-on comme une terre périphérique, au service de la métropole, comme un vassal à son suzerain ? Considère-t-on seulement les colonies comme un ensemble cohérent, un espace politique propre ? Différents auteurs ont abordé cette question au travers des éléments de langage employés par les hommes d'état et les lettrés. Ces auteurs placent leurs réflexions dans une histoire globale, ne consacrant que quelques chapitres à la question de la représentation. Des auteurs comme Henri Wesseling dans *Les empires coloniaux européens 1815-1919*³⁵ ou Raoul Girardet, dans son ouvrage *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*. Ce dernier, publié en 1972, s'intéresse à la façon dont les lettrés considèrent l'espace français ultra-marin. Son étude porte sur une période très large, et s'inscrit dans la période de décolonisation ; aussi la majorité de son œuvre porte sur la période post Première Guerre mondiale. C'est en effet à cette période qu'émerge la conscience coloniale dans l'esprit

³⁵ WESSELING Henri, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, Folio, Gallimard, Paris, 2009

français, conscientisant l'espace colonial comme un espace particulier, et qui constitue un jalon dans l'historiographie du colonialisme. La première partie de son développement néanmoins, s'intéresse aux représentations et aux discours antérieurs à la Première Guerre mondiale.

Girardet présente le contexte historique très particulier de la France à la fin du XIXe siècle. La défaite de Sedan a projeté le peuple français dans un état psychologique très particulier. C'est une défaite amère, le sentiment d'un orgueil bafoué, qui replie le peuple sur lui-même, particulièrement dans les premières années de la Troisième République qui focalise l'attention sur des problématiques nationales. L'expansion coloniale est à ce moment très largement ignorée du grand public³⁶, elle est même en rétractation par rapport aux années précédentes. Les initiatives personnelles sont désavouées ou ignorées, et la décennie 1870-1880 est marquée par un peuple français excessivement prudent face à l'aventure. Ainsi, on ne peut pas parler de doctrine nationale coloniale comme c'est le cas à partir de 1880. La France frappée d'un problème de croissance démographique, à l'inverse de ses voisins, est handicapée pour le peuplement de nouveaux territoires. D'après Girardet, la colonisation s'entretient avant tout par l'aventure militaire, de la Marine pour être précis. Celle-ci s'inscrit dans une compétition active et revendiquée contre l'Angleterre. Le soldat français en Afrique, libéré de la monotonie et de la rigide hiérarchie métropolitaine, peut progresser plus vite dans sa carrière militaire, tout en bénéficiant d'une hiérarchie plus souple, et d'un profond dépaysement source d'initiative³⁷. Le prosélytisme chrétien profite également de la liberté politique de ces endroits éloignés, propices à être évangélisées³⁸. Les colonies sont vues comme une sorte de terre vierge où l'initiative est favorisée, et des opportunités restent à saisir. Cette initiative est cependant contenue par les politiques nationales, indécises entre 1870 et 1890. Des auteurs célèbres prennent cependant l'initiative de militer pour le maintien d'un colonialisme, en incitant à poursuivre la conquête initiée en Algérie, et ainsi maintenir le rythme face à l'Angleterre. C'est le cas de Paul Leroy Beaulieu, dans *De la colonisation chez les peuples modernes* publié en 1874 et réédité en 1882, qui trouve un accueil favorable auprès du public. Ouvrage libéral mâtiné de Saint-Simonisme, il y défend une vision bienveillante de la colonisation, comme fait social typique des grands, riches et vieux pays. La supériorité de la forme de société européenne, technique, rationnelle et scientifique y est glorifiée ; la conviction héritée des Lumières en un optimisme quant à l'avenir renouvelée. Le développement intellectuel et moral se fera avec l'essor économique et l'accroissement des richesses, vers un progrès général et indéfini. En d'autres termes, cet ouvrage est un appel à combler la meurtrissure morale de 1871, pour retrouver la grandeur en faisant l'effort de tourner son regard par delà les mers. Une mentalité en croissance, relayée par des personnalités réputées, comme Victor Hugo, qui prononce des discours pro-coloniaux enflammés, mêlant un narratif romantique, moral, à des questions sociales :

³⁶ GIRARDET Raoul, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Plurielle Histoire, hachette Littérature, Paris, 1972

³⁷ *Ibid*, p.34

³⁸ *Ibid*, p.41

« Déjà les deux peuples colonisateurs, qui sont deux grands peuples libres, la France et l'Angleterre, ont saisi l'Afrique ; la France la tient par l'Ouest et par le Nord ; l'Angleterre la tient par l'Est et par le Midi. Voici que l'Italie accepte sa part de ce travail colossal. L'Amérique joint ses efforts aux nôtres ; car l'unité des peuples se révèle en tout. [...] Allez, Peuples ! emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes, Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apporteraient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue ; non pour le sabre, mais pour le commerce ; non pour la bataille, mais pour l'industrie ; non pour la conquête, mais pour la fraternité. [...] Versez votre trop plein dans cette Afrique et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires !³⁹ »

La colonisation est défendue par de auteurs de tout bord politique. Gabriel Charmes, Républicain conservateur soutien de Thiers et de Mac-Mahon, écrit dans la *Revue des Deux mondes* et le *Journal des Débats*. Colonialiste convaincu, il argue pour la constitution d'un empire ultra-marin, qu'il voit comme unique voie vers la grandeur nationale, surtout face à des rivaux agressifs et opportunistes. L'abbé Raboison, insiste sur la même chose mais uniquement sur la base d'une nécessité morale. Les sociétés de Géographie, que nous présenterons dans une partie dédiée, se transforment en creuset de l'idéologie coloniale⁴⁰. Des groupes de pressions divers, tendent au même but mais pour des motivations diverses. Les inquiétudes quant à la récession économique de la fin du XIXe motivent ce discours, la colonisation est présentée par ses doctrinaires comme un moyen d'échapper au marasme économique en soutenant, par exemple, l'annexion du Tonkin et l'ouverture au marché chinois qui, relancerait les importations/exportations au travers d'un nouveaux flots de matériaux et par un potentiel marché d'exportation. Il faut s'ouvrir sur toutes les voies pour « rester une grande nation, ou en redevenir une ». Il faut échapper à la résignation de la médiocrité, et s'ouvrir, grandir, oser. Le jeu des discours se déploie donc entre 1870 et 1880, mais il est difficile de saisir la véritable influence qui s'exerce sur la société, faute de traces claires de réactions populaires. « la colonisation avait eu ses doctrinaires, l'impérialisme français a maintenant sa doctrine.⁴¹ », ainsi conclut Girardet sur ce qu'il considère être la naissance de l'impérialisme français, ici compris dans sa définition expansionniste.

1.2.2. Edward Saïd et l'Orientalisme, vers la démythification du phénomène impérial

Saïd, que nous avons présenté précédemment, est un auteur majeur, si ce n'est l'auteur essentiel des études post-coloniales. Son ouvrage *Orientalism* publié en 1978 révolutionne la discipline des études sur l'impérialisme et le colonialisme. En portant l'analyse sur

³⁹ HUGO Victor, extrait prononcé le 18 Mai 1879

⁴⁰ Op.Cit, GIRARDET, *L'idée coloniale en France [...]*, p.63

⁴¹ Ibid, p.73

le domaine de la littérature comme vecteur de représentations culturelle, Saïd va mettre en avant les différents éléments discursifs qui entretiennent le rapport entre un Orient mythifié par les européens. Des discours construits à partir de savoirs ethniques, identitaires, territoriaux, qui justifient la différenciation de l'européen avec le reste du monde. Cette discipline a durablement pioché dans la production des théoriciens français de la pensée 68 avec des auteurs comme Foucault, Deleuze, Derrida, et des penseurs francophones comme Aimé Césaire, sensible à la considération indigène (*Discours sur le colonialisme*, 1955). Ce domaine de recherche s'est surtout construit dans la sphère anglo-saxonne et dans ses colonies, l'Inde principalement. La France est restée isolée de ces recherches jusqu'à l'embrasement aux alentours de 2005 des questions mémorielles du colonialisme. Saïd dans son ouvrage définit les savoirs coloniaux comme des instruments d'assujettissement intellectuel, de légitimation de la conquête⁴². Le développement de l'idée de mission civilisatrice religieuse ou laïque, à l'égard des populations indigènes participe à tout un système de représentations générales du monde extra-européen, souvent essentialisant et hiérarchisant à l'égard des « races », de l'Autre. Cette distinction est un savoir produit par les érudits pour poser une distinction entre l'Europe et le reste du monde. Saïd la critique, établissant ce qui sera pour lui une « formation discursive » propre à l'économie symbolique de l'impérialisme⁴³. Cette dialectique de différenciation survit à l'effondrement des empires, Saïd s'emploie activement à la déconstruire :

« ce colonialisme ne colonise pas seulement les corps mais aussi les entendements... l'Occident est maintenant partout, en Occident et ailleurs, dans les structures et dans les esprits.⁴⁴ »

Avec son ouvrage Saïd met fin au concept de centre et de périphérie, une ancienne représentation de la métropole et des colonies, qui conçoit une unilatéralité des échanges depuis la métropole vers les cercles extérieurs d'influence. Les échanges sont pour lui bien plus riches, avec des influences réciproques, qui modifient la culture des nations colonisatrices par des apports divers. Ces apports sont même fondateurs en Europe d'une conception plus poussée de la conscience nationale, car les cultures confrontées à l'altérité de l'étranger extra-européens, définissent plus précisément les traits caractérisants de leur propre culture (la *Britishness* tiens de cette tendance). « Le savoir colonial est à la fois un moyen de la conquête coloniale et il en est un produit ; la culture est par-dessus tout l'essence même du colonialisme⁴⁵. » Par les représentations qui émergent de la production des savoirs coloniaux,

⁴² DUMASY F., *L'impérialisme, un débat manqué de l'histoire contemporaine française ? Pour une relecture des travaux d'Yvon Thébert dans la perspective de la colonisation*, Afrique & Histoire, 2005/1 (vol.3), p. 57-69

⁴³ DELACROIX C. ; DOSSE F. ; GARCIA P. & OFFENSTADT N., *Historiographies I, concepts et débats*, Gallimard, 2010, p.640

⁴⁴ NANDY Ashis, *The intimate enemy : loss and recovery of Self under colonialism*, Deuxième édition, Oxford University Press, Août 2009

⁴⁵ DIRKS Nicholas B., *Castes of mind, colonialism and the making of modern India*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2001, ch.XVI, p.372

une opposition entre Europe et colonies se formalise ; le savoir colonial ainsi diffusé joue le rôle de régulateur social, incitant à poursuivre cette œuvre érudite, et ainsi l'acte impérialiste.

En 1993, l'ouvrage de Saïd « *Culture et Impérialisme* », est une poursuite de son travail, il se penche cette fois sur la lutte culturelle des colonisés, qui aurait agi comme matrice des sociétés modernes. Appelant à déconstruire l'héritage colonial et à adopter la posture des colonisés, Saïd développe et encourage les chercheurs à approfondir les études post-coloniales. Il met en place la notion de culture coloniale, de culture impériale, de sémiologie et de bien d'autres champs de recherche. Les syncrétismes entre la culture impériale imposée et la culture locale forment d'après lui une nouvelle culture unique, une culture entière comme système autonome et cohérent de représentations pratiques et symboliques, quotidienne et solennelle, qui organise en profondeur la vie sociale de la société.⁴⁶ Cet appel entend également stimuler la recherche dans la discipline fille des études post-coloniales, les études des subalterne, ou *Subaltern Studies*, une forme d'histoire par le bas dans le cadre de l'impérialisme.

1.2.3. Les *Subaltern Studies*, une *Alltagsgeschichte* de l'ère de l'impérialisme

Prolongement des études post-coloniales, les *Subaltern Studies* poursuivent l'objectif d'approfondir la connaissance du colonialisme et de l'impérialisme par une étude des colonisés, mais cette fois-ci pas au travers d'une élite lettrée mais dans les représentations issues de la littérature populaire, de la culture orale voire iconographique. Populaire dans les années 80 également, elle tombe sous les mêmes critiques que les études post-coloniales qui lui reproche son essentialisation de l'Occident et des occidentaux. Cette discipline participe néanmoins à briser certains narratifs anciens, comme celui de l'« émergence » des africains dominés d'un état de barbares à celui de civilisés, grâce au travail civilisateur de l'Occident. En reprenant l'extrait du discours de Victor Hugo que nous avons cité précédemment, celui-ci disait à propos de l'Afrique : « Quelle terre que cette Afrique ! L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire ; l'Afrique n'a pas d'histoire [...] » L'Européen ferait ainsi passer l'homme d'Afrique de l'ombre à la lumière. L'érudite européen en Afrique (en particulier subsaharienne) omet de considérer la culture existante, et concevant l'Afrique dans un rapport dichotomique avec l'Europe, entre la civilisation et la barbarie. Le développement de « sciences coloniales » nommée ainsi par les contemporains, confirme ce rapport particulier, qui n'existe pas avec l'Asie par exemple.

Les *Subaltern Studies* ont participé à l'expansion de ce champ de recherche en l'étendant au-delà des études impérialistes traditionnelles hagiographiques, centrée sur les élites, en l'étendant à toutes les strates de la société.

⁴⁶ SINGARAVÉLOU Pierre, *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, ed. Points Histoire, Paris, Le Seuil, 2013, p.336

2 De l'Impérialisme aux Impérialismes, vers une histoire globale de l'ère des Empires

Les années 1990-2000 marquent un renouvellement de l'historiographie de l'impérialisme. La prédominance finalement acquise par les États-Unis dans la guerre froide pousse à considérer la nouvelle forme de domination qu'ils exercent sur le monde, une domination informelle construite sur l'économie et la culture. La chute de l'URSS et l'émergence de ses nations constituante en tant qu'États souverains oriente une partie de l'historiographie vers une dynamique de légitimation territoriale ; l'histoire est instrumentalisée pour servir un but identitaire, utilisée pour des justifications d'aménagement ethnoculturels⁴⁷. Cet aménagement puise dans la production théorique antérieure à 1917, à une époque où émergent de grands projets nationaux et nationalistes, se nourrissant de romantisme national et de positivisme. Cette volonté de constituer de grands ensembles politiques cohérents oriente la recherche : on s'intéresse aux éléments constitutifs des ensembles politiques de l'histoire. Un portrait général des empires est recherché, à en faire une histoire globale, et à comprendre la psychologie. Les grandes questions de l'esclavage, de la migration, de l'identité, de l'État, de la citoyenneté, voire de la décolonisation, de la race, se posent désormais dans cette histoire globale de l'impérialisme, qui conçoit moins la spécificité du colonialisme que le fonctionnement général, total, des grands empires coloniaux. C'est le temps des bilans, celui des empires désormais brisés, et de la colonisation. Faisant la distinction entre les premières phases de la colonisation et l'expansion soudaine de la fin du XIXe siècle, on historicise cette période en la nommant « Nouvel impérialisme ». Les historiens reprennent les théories d'empires formels et informels développées dans les années 70 par Robinson et Gallagher et s'attellent désormais à comprendre comment l'Europe, autrefois cœur de la politique mondiale, a réussi à exercer sa domination par l'impérialisme, et quels ont été les mécanismes socio-culturels, politiques et économiques qui ont permis cette domination, dans une forme de grande synthèse des travaux des décennies précédentes.

2.1. Une multiplication des domaines d'études

L'impérialisme s'interroge désormais sous une pluralité d'angles, étudiés individuellement mais constitutifs d'une grande trame d'interdépendance, formant un moment historique global, celui des impérialismes. Des impérialismes au pluriel, comme le sous-entend Daniel Rivet dans son article *Culture et impérialisme en débat, revue d'histoire moderne et contemporaine* en 2001 où il critique l'ouvrage de Saïd :

« [...] De fait, et bien que Saïd s'en défende, ce livre se présente comme un énième essai de démythologisation passionnel d'un Occident réduit, comme l'orientalisme, à une abstraction quasi intemporelle. [...] Saïd n'a pas compris que

⁴⁷ MOGILNER Marina, *New Imperial History. Post-soviet historiography in search of a new paradigm for the history of empire and nationalism*, Revue d'Études comparatives Est-Ouest, 2014/2, n°45, p.25-67

les empires ne se sont pas bâtis pour eux-mêmes, mais qu'ils se sont édifiés contre d'autres, à la suite de la perception d'une menace réelle ou fantasmagique; bref, que l'impérialisme est non pas un état, mais un processus. Nul effort non plus pour comprendre la spécificité du moment colonial et des blessures narcissiques qu'il infligea à ses victimes. L'impérialisme colle à la peau de l'homme blanc comme une seconde nature. Il le poursuit à travers ses multiples avatars comme une fatalité. Il ne peut y renoncer que par un travail d'arrachement à soi, qui implique de se prendre en dégoût : on est dans l'ambiance du « long sanglot de l'homme blanc » dont se gaussait, avec une alacrité non moins simplificatrice, Pascal Bruckner, lorsque reflua, au seuil des années 1980, la sensibilité tiers-mondisante qui avait été dans l'air du temps une génération durant.⁴⁸ ».

Une critique certes très spécifique au travail de Saïd, mais qui entend présenter l'impérialisme comme un processus pluriforme, qui n'est pas uniquement une volonté d'État, et qui grandit sous plusieurs expressions. Des expressions que Christian Ambrosi dans son ouvrage *L'apogée de l'Europe 1871-1914*⁴⁹ propose de catégoriser selon des critères économiques, politiques, moraux, et individuels, qui reprennent dans les grandes lignes les travaux des historiens qui l'on précédé. Économiquement, c'est la nécessité d'assurer un mainmise sur les ressources naturelles qui pousse à la colonisation. Il y évoque d'ailleurs l'opposition entre la lecture marxiste (impérialisme social et création de débouchés commerciaux) et ses critiques sans prendre parti. Politiquement, il évoque les rivalités européenne ainsi que le principe du darwinisme social⁵⁰ comme élément motivant l'installation d'un contrôle formel dans les colonies, notamment en Afrique. L'influence des groupes de pression que sont l'*Imperial League (defense) Comittee* au R.-U., du *Kolonialverein*, devenu en 1882 le *Deutsche Kolonial Gesellschaft*⁵¹, ou le *groupe colonial* de Étienne J. Siegfried, qui milite pour compenser les pertes continentale par de la colonisation. Des pressions internes donc, qui se conjugue à l'attitude de l'action diplomatique européenne au XIXe siècle, celle de chercher à constituer une frontière géographique stable pour chaque nation. Tendre à l'harmonie des frontières afin d'assurer la sécurité militaire, d'en faciliter la défense par le biais d'avantages géographique, et d'intégrer sous un gouvernement unique les zone de culture commune si c'est envisageable. Un projet diplomatique qui ne recherche pas directement la guerre, mais s'y prépare activement, notamment par la constitution de réseaux d'alliance géographiquement

⁴⁸ RIVET Daniel, *Culture et impérialisme en débat, revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2001/4 (n°48-4), p. 209 à 215

⁴⁹ AMBROSI Christian, *L'apogée de l'Europe 1871-1914*, Armand Colin, Paris, 1996

⁵⁰ Théorie qui prétend pouvoir appliquer le principe de la théorie évolutionniste à l'échelle des sociétés humaines. Théorie qui se conjugue avec celle du racialisme, qui établit un principe de « lutte entre les races » comme moteur de l'évolution humaine, et qui dans ce contexte, légitimerait la suprématie de la civilisation blanche jugée comme supérieure à celle des colonisés.

⁵¹ « Société coloniale allemande »

avantageux. À ce titre, l'alliance franco-russe est un excellent exemple, cherchant à prendre en tenaille l'ennemi allemand pour diviser ses forces.

« la notion d'État est inséparable du territoire occupé par celui-ci ; lorsqu'un peuple en a pris conscience, la quantité et la qualité des ressources naturelles déterminent la politique d'un État ; les États forts sont naturellement disposés à s'étendre encore, assuré qu'ils sont de leur propre destin grâce à leur étendue.⁵² »

Ambrosi y adjoint également des causes morales et religieuses, avec la « mission civilisatrice » et la volonté chrétienne d'évangéliser les peuples indigènes ; ainsi que des causes individuelles, qui nomme ainsi en désignant les aventuriers et les expéditions militaires qui aboutissent à la constitution d'une main-mise territoriale dans les territoires traversés.

2.1.1. Entre impérialisme politique et économique : la lutte pour la recherche d'une cause première

Toutes ces causes de l'Impérialisme peuvent être réduites conceptuellement, à des impérialismes spécifiques qui questionnent des aspects particuliers du processus d'ensemble de la période coloniale. L'auteur s'interroge sur la faisabilité d'une histoire globale de l'impérialisme, en se demandant dans quelles mesures les impérialismes (économique, social, culturel) peuvent s'intégrer les uns aux autres :

« On pourrait multiplier les distinctions à partir de cas particuliers, souvent significatifs, et contradictoires. Il reste, cependant, une grande question, celle du rapport entre la décision politique des gouvernants d'un État de soumettre un autre État, un autre région, un autre peuple, à leur autorité (directe ou immédiate) et les choix économiques ou financiers des hommes d'affaires (le mot est pris ici dans un sens très large) citoyen de ce même État : qui entraîne l'autre ? Existe-t-il une relation entre les deux types de décisions ? Certes, ceux-ci sont personnes privées et la puissance de l'État est publiques, donc de nature différente ; mais, tandis que les moyens de la puissance ressortent de plus en plus de l'économie, au fur et à mesure de l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale, comment dissocier vraiment les deux domaines ? Faut-il assimiler impérialisme et impérialisme économique ?⁵³ »

Une question légitime, tant les historiens tendent à se contredire sur certains aspects de l'impérialisme, notamment ses motivations profondes. Les marxistes, tenant d'une lecture qui trouve ses réponses dans la nature des rapports économiques entre individus au sein d'un système capitaliste libéral, voient en l'inévitabilité de la baisse du taux de croissance une justification de l'expansionnisme afin de maintenir les profits ; d'autres historiens rétorquent que, comme nous l'avons mentionné précédemment, les initiatives coloniales sont véritablement le fait d'individus, des militaires et de missionnaires, fruit de certaines politiques

⁵² Op.Cit, GIRAULT René, *Diplomatie Européenne*, p.16

⁵³ Ibid, GIRAULT R., *Diplomatie européenne*, p.160

étrangères aux sollicitations économiques. L'impérialisme, disent-ils, est initialement sans considérations économiques. Les colonies existant déjà avant l'impérialisme, le nouvel impérialisme des années 1880 a simplement profité d'une situation préalable idéale à ses ambitions. « Le moment de la conquête et le moment de l'exploitation peuvent être différents. », estime Girault. L'impérialisme en tant que concept ne risque-t-il pas de souffrir si on le résume au simple fait colonial ?

Le premier traitement historique de l'impérialisme s'est construit comme une réflexion morale et politique, comme a pu le faire Hobson, choqué par la brutalité de la guerre des Boërs. Les Empires étaient glorifiés, mais leurs expressions sur la scène mondiale largement condamnée par leurs voisins. Le lexique de l'impérialisme est alors utilisé pour définir un type de politique, une idée, dont chacun des Grands⁵⁴ possède sa version légèrement différente, spécifique du voisin. Sans doute que l'effort déployé par les économistes, philosophes, pour déterminer un exemple particulier qui servirait de cas général a épuisé la capacité du mot à avoir une définition précise. Des définitions comme celle de l'historien allemand H.U. Wehler⁵⁵ d'« impérialisme social », ou la définition de l'économiste Joseph Schumpeter : « L'impérialisme moderne, comme le militarisme et le nationalisme, constitue un héritage de l'époque dominée par l'État monarchique. », trouvent leurs interprétations dans le contexte spécifique de l'Allemagne.

« Pourtant il existe bien un temps de l'Impérialisme, spécifique des années 1880-1914. C'est le moment où des inégalités de développement économique entre Puissance, jointes au processus continu de construction d'État-nations en Europe poussent ces puissances vers l'établissement de zones « réservées » ou de zones « d'influences » à l'échelle du globe »⁵⁶

Ces zones alimentent les tensions entre États, elles sont le moyen d'assurer le rayonnement national à tout les niveaux, de juguler les luttes intérieures, et de sauvegarder les intérêts nationaux futurs de croissance et d'exploitation du territoire, pour tenir la cadence face à la concurrence qui se renforce. Aucune nation n'a, cependant, encore dépassé le stade d'État-nation, et n'a les moyens de projeter ses intérêts à l'international en dominant complètement un domaine. La lutte va se jouer outre-mer, dans des relations tantôt conciliante, tantôt belliqueuse quand un des acteurs estime avoir une puissance supérieure dans un lieu qu'il estime vital. Militarisme et impérialisme se complètent dans une certaine mesure. Les décideurs de ces interventions calculent gains et pertes potentiels, mais surtout agissent tantôt d'un appel économique, tantôt d'une vision politique selon leurs origines, formation, idéologie ; il n'y aurait finalement pas de domination de la prévalence militaire ou économique dans le processus d'expansion. Les nations se modernisent simplement à la mesure de la puissance de

⁵⁴ Les « cinq grands » que sont les puissances mondiales européennes : Angleterre, Allemagne, France, Russie et Autriche-Hongrie.

⁵⁵ Ibid, GIRAULT R., *Diplomatie européenne*, p.252

⁵⁶ Ibid, GIRAULT R., *Diplomatie européenne*, p.162

leurs voisins. Cette puissance recherchée, garante de souveraineté, s'exprime matériellement (capitiaux, forces armées, capacités industrielles) mais également par le prestige, une représentation, un sentiment de puissance. Les États font appel à ce vieil imaginaire qui mobilise les esprits pour assurer leurs cohérence interne. L'impérialisme, conclue Girault, n'est pas seulement économique ou politique, mais se place dans la continuité des relations traditionnelles propres aux États-nations européens depuis l'époque monarchique. La formation de grands blocs cherchant la domination sur ses voisins. La différence avec le nouvel impérialisme l'Ère globale sur situe dans la constitution de grands empires économico-industriels.

2.2. La mentalité de l'impérialisme : culture impériale et opinion

2.2.1. Des blocs impériaux en lutte : entre bellicisme et pacifisme

Au XIXe siècle, toutes les grandes puissances européennes sont sujette à une croissance du nationalisme. Celui-ci s'était déjà manifesté à partir de 1848, lors du printemps des Peuples, où il s'est manifesté par de nombreux mouvement de renaissance culturelle dans des ethnies politiquement dominée, comme chez les polonais ou les tchèques, par exemple. C'est cependant un autre nationalisme qui se développe à la fin du XIXe siècle, moins patriotique et culturel, plus belliqueux. Le Revanchisme français en est une manifestation, prônant la reprise du conflit avec l'Allemagne pour récupérer l'Alsace-Lorraine. Il est vivace dans la décennies 1870, mais fini par s'atténuer dans l'esprit populaire à mesure que la République se stabilise. La décennie 1890 manifeste cependant une recrudescence, œuvre de la propagande belliciste des nationalistes⁵⁷, et nourri des aléas diplomatiques entre le second Reich et la République. En effet, les Allemands en cette fin de XIXe sont craints et honnis en France depuis 1871 et l'infamante défaite dans la guerre contre la Prusse. Un évènement régulièrement rappelé dans l'imaginaire populaire par tout un corpus de représentations. Nous pouvons ici prendre l'exemple des cartes scolaires suspendues dans les salles des écoles publiques, qui représentent le territoire national, mais comprenant l'Alsace-Lorraine - alors même que celle-ci est devenue territoire du Reich - mais une Alsace rayée de noir, un territoire *de jure* perdu, tel une plaie encore sanguinolente sur la face même du pays.

Cette propagande nationaliste puissante n'est pas à associer à un désir de guerre. Un bon exemple est l'état des relations franco-anglaise, notamment après la crise de Fachoda de 1898. Les plus nationalistes des idéologues français s'opposent à l'Angleterre en qualité « d'ennemi héréditaire », et désirent ardemment une déclaration de guerre. Dans le même temps, les libéraux laïcs, souvent des industriels ou des hommes d'affaires, sont généralement plus anglophiles et appellent au dialogue. Cet division de l'opinion française est ainsi à considérer, tout acte, tout appel à un bellicisme radical n'est pas à interpréter comme une opinion

⁵⁷ Op. Cit., Girault René, *Diplomatie européenne*

générale. Ces divisions interne au pays complexifie la lecture historique de l'opinion nationale, l'historien se doit d'examiner la portée réelle de la parole des acteurs politiques.

2.2.2. Culture impériale et cultures d'Empires

a) La culture impériale, ou l'europpéen face à l'Étranger

Le rapport à l'étranger évolue à raison des moyens de communications, et du climat politique propre à chaque pays. En prenant l'exemple français, la fin du XIXe s'est caractérisé par un retour progressif à une ouverture au monde après une période de repli. À cet égard, bien que les moyens de communication permettent d'en raccourcir la distance relative, l'Américain reste un individu assez lointain au français moyen, car sans importance politique, par rapport à son voisin allemand, plus direct et menaçant, un voisin presque mythifié face à un voisin effectif⁵⁸.

Sur ce rapport, la recherche s'est orienté dans les années 90 à découvrir les effets culturels de l'impérialisme sur la vie en métropole et sur la formation des identités. Ce pan de la recherche émerge à la suite de la destructuration de l'Union soviétique ; les nations qui en émerge mette en place une historiographie spécifique pour légitimer leur existence. Cela provoque un renouveau dans l'historiographie anglo-saxonne également, chez les chercheurs qualifiés de « post-soviétiques », qui vont dès lors chercher à interroger les paradigmes des nationalistes et des empires d'antan par des éléments culturels. C'est la *New Imperial History*⁵⁹. Cette nouvelle historiographie a ainsi participé à l'historicisation de la période de croissance de la conscience nationale britannique, la *Britishness*, qui se développe sur la base d'une conscientisation des spécificités culturelles propres aux îles britanniques, et accentue les discours racistes notamment⁶⁰.

Outre l'aspect ethnographique de la démarche, certains chercheurs - comme Bernard Porter⁶¹ - on profité de la tendance pour approfondir le domaine de l'expansion coloniale, qui s'est appuyée sur une « culture impériale » spécifique, notamment scientifique et politique. Une culture partagée entre les nations colonisatrices, en particulier Anglaise et française. Ces sciences coloniales ont servit à légitimer la conquête, par une rhétorique que nous avons déjà mentionné, mais également elles ont également induit une différenciation de représentation entre les colonies et les métropoles, participant à construire un paradigme très spécifique de représentations du monde colonial au tournant du XIXe-XXe :

« Le discours impérial participerait, en fait, d'autres types de discours plus fédérateurs sur le libéralisme, le patriotisme, le populisme, le capitalisme ou le christianisme, qui, à un moment donné, ont encouragé et justifié l'expansion coloniale. ⁶²»

⁵⁸ Op.Cit., GIRAULT R., *Diplomatie européenne*, p.46

⁵⁹ Op.Cit., MOGILNER Marina, *New Imperial History*

⁶⁰ Op.Cit, SINGARAVÉLOU P. *Les empires coloniaux XIXe-XXe siècles*, p.21

⁶¹ PORTER Bernard, *Britain, Europe, and the World, 1850-1986*, Allen&Unwin, Londres, 1987

⁶² Op. Cit.,SINGARAVÉLOU P., *Les empires coloniaux XIXe-XXe siècles*, p.20

b) Des cultures d'Empires, ou l'émergence de paradigmes coloniaux

Les *Cultural Studies* sont un courant historiographique qui émerge dans le monde anglo-saxon dans les années 1980-1990. Elle cherche à faire de l'histoire culturelle par la réception au fait public, à la mentalité populaire, et à la place de la représentation dans les écrits et les discours. Cette histoire trouve un sujet d'étude parfait dans l'impérialisme, concept historicisant d'une période historique hautement politique et idéologique, où l'évènement et les réactions qui en découle constituent des objets idéaux pour approcher de la mentalité des gens d'alors. Les *Cultural Studies* se construisent autour d'auteurs comme John M. MacKenzie, qui se pose comme pionnier dans cette discipline grâce à un ensemble de travaux qu'il intitule les « *Studies in imperialism*⁶³ », des travaux qui s'intéressent à l'influence culturelle de la représentation coloniale dans la culture métropolitaine, ou comment la propagande impériale s'est greffée dans les réseaux ordinaires de la sociabilité et de la communication, surtout dans la classe moyenne à populaire. MacKenzie met à jour une espérance de la société civile, celle que l'empire colonial apporte à terme des gains matériels et spirituels, par une augmentation générale de la richesse et par un développement des connaissances. Une croyance curieuse compte tenu du fait que la véritable expérience des colonies concerne avant tout une minorité d'acteurs, souvent issus d'institutions, et donc que la société civile dans sa généralité ne connaît guère. Ces études permettent de mettre en évidence le principe d'une co-construction de la pensée coloniale, qui considère un développement interdépendant des identités dans les deux pôles que sont la métropole et les colonies. Cette approche considère la pluralité des secteurs et des acteurs engagé dans l'action coloniale, de la sphère universitaire au milieu industriel. Tous ces milieux constituent des domaines de recherche à part entière où il s'agit d'établir à quel hauteur ils participent à répandre une certaine représentation des colonies en métropole. En 2000, Catherine Hall⁶⁴ propose la notion de « Cultures d'empire », qui englobe tous ces aspects en les réduisant à une assertion conceptuelle unique et simplifiée, qui permet de faire émerger de nouvelles études ; sa proposition est accueillie par un consensus général dans l'historiographie anglo-saxonne. Elle y intègre une compréhension multiscalair des influences, directes et indirectes, ainsi que leur impact sur les représentations culturelles dans l'exemple de la métropole britannique.

Quelques controverses historiographiques ont émergé lors de cette période, avec des auteurs comme Bernard Porter⁶⁵, qui se met en opposition avec l'idée de « culture impériale », qui stipule que les britanniques auraient été des impérialistes par inadvertance, dans la lignée de ce que John R. Seeley (1834-1895) a pu dire en 1883⁶⁶. Cette controverse provient de l'absence de sources relative à une soi-disant « culture impériale », partagée dans l'ensemble de la

⁶³ MacKENZIE John, *Propaganda and Empire, the manipulation of British public opinion 1880-1960*, série « *Studies in Imperialism* », Manchester, Manchester University Press, 1986

⁶⁴ HALL Catherine, *Cultures of Empire, colonisers in Britain and the Empire in Nineteenth and Twentieth Centuries*, série « *Studies in Imperialism* », Manchester University Press, Juillet 2000

⁶⁵ PORTER Bernard, *The Absent-Minded Imperialists : Empire, Society and Culture in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2004

⁶⁶ SEELEY John Robert, *The Expansion of England: Two Courses of Lectures*, McMillan&Co., Londres, 1883

société quotidienne britannique du XIXe siècle, une absence surtout notée au niveau des classes moyenne et basse. Cette controverse a alimenté l'une des difficultés méthodologiques de la culture matérielle : le manque de témoignage dans les classes laborieuses. N'ayant pas un corpus d'expériences suffisant, il est difficile d'évaluer réellement l'impact de cette « culture impériale » sur les strates prolétariennes. Une question actuellement soumise à l'étude dans l'historiographie anglo-saxonne, qui interroge la culture matérielle pour y déceler des traces propres à une culture pro-colonialiste. Le colonialisme anglais a en effet été l'occasion d'une large production de produits dérivés spécifiques, renvoyant à un imaginaire colonial tout à la fois photographique, musical, théâtral, une iconographie spécifique qui s'étend jusque dans les manuels scolaires. Reste désormais à mesurer leur véritable influence sur les mentalités. John M. McKenzie qualifie cette production verticale - d'une élite capitaliste vers une strate de consommateurs néophytes au fait colonial - par le nom d'« impérialisme populaire »⁶⁷. Cette culture capitaliste induit un discours à visée propagandiste « d'autoritarisme étatique et [d']instrumentalisation des nouvelles pratiques de loisir. », d'après Gallagher et Robinson dans *Africa and the Victorians, the official Mind of Imperialism*. Ces auteurs affirment également qu'il s'agit d'une culture mal répartie dans la population (anglaise dans leur commentaire). Ils se questionnent d'ailleurs sur son efficacité, car ce sont pourtant les générations des années 1930-1940 qui l'ont subie le plus puissamment, et qui acceptent voir défiler la décolonisation. Ainsi, Gallagher et Robinson mettent en garde : Il ne faut donc pas confondre propagande coloniale et culture coloniale. En témoigne la culture coloniale des puissances mineures comme celle de l'Italie ou du Portugal, pour qui la propagande coloniale a été un échec, mais qui témoignent pourtant d'une culture proprement coloniale⁶⁸. Cette culture coloniale perdure par ailleurs dans les sociétés au XXe siècle, comme le démontre Edward Saïd dans *L'Orientalisme*, qui met en lumière les essentialisations nées de cette culture et qui construit une différenciation dans le rapport à l'étranger. Une altérité qui n'est pourtant pas synonyme de rejet, puisqu'elle stimule des courants artistiques entiers, dans les domaines littéraires, architecturaux, etc.

Des auteurs comme Nicolas Baucel⁶⁹ développent ces interrogations pour l'autre côté de la Manche, et constitue ainsi le pendant français des études culturelles anglo-saxonnes. Il avance l'hypothèse d'une persistance des représentations coloniales en métropole, qui passent par des symboles et des images, des cartes, des éléments de langage, qui entretiennent une pensée, un imaginaire impérial dans le peuple. Cette expérience par procuration s'acquiert principalement au travers du fait individuel relaté de voix d'homme, par des mémoires, des romans - de la littérature de voyage - tendance littéraire assez commune au XIXe. Baucel avance que celle-ci évolue dans la forme, passant à une connaissance indirecte et collective,

⁶⁷ « *Popular imperialism* » d'après le concept issu de l'ouvrage préalablement cité : MacKENZIE John MacDonald, *Imperialism and popular Culture*, Coll. *Studies in Imperialism*, Manchester University Press, Manchester, 1986

⁶⁸ Op.Cit., SINGARAVÉLOU P., *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, p.340

⁶⁹ BANCEL Nicolas ; BLANCHARD Pascal ; LEMAIRE Sandrine (dir.), *Culture coloniale en France : de la Révolution française à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2008

qui se transmet entre autre par l'enseignement scolaire ; les cartes pédagogiques des salles de classe, représentant les territoires coloniaux du pays, sont ainsi accrochées en permanence à la vue des élèves, et constitue un vecteur de représentation.

2.2.3. Des représentations comme sujet d'étude historique

Sur la question de l'Impérialisme, l'étude des représentations est une approche épistémologique de choix, car elle permet de construire des études synchroniques et diachroniques des paradigmes politico-culturels des contemporains face aux débats de l'impérialisme, dans sa grande période d'effervescence au tournant du XIXe et XXe siècle. Plusieurs travaux d'historiens – surtout dans l'historiographie anglo-saxonne – se sont penchés sur la question de ces représentations au travers d'études littéraires. Les travaux de Koebner que nous avons déjà présentés, ainsi que la thèse d'André l'Espérance « *French attitudes to British imperialism : 1898-1904* », ce dernier étudiant les réactions françaises à l'impérialisme anglais très précisément. Les travaux de Koebner en particulier démontre la pertinence de nos bornes chronologiques, puisqu'il y démontre l'important tournant sémantique du mot « impérialisme » dans le monde anglo-saxon. Une réception culturel changée donc, le terme évoluant d'une appréciation globalement neutre, relative à une mouvance partisane patriote ; à un terme indubitablement critique en quelques courtes années à peine. Pour qu'un tel changement sémantique s'opère à une aussi large échelle, il faut un évènement suffisamment marquant dans l'opinion publique – ici, la seconde guerre Boërs – ainsi qu'une kyrielle d'auteurs s'exprimant à sujet. Gilles Teulié dans son ouvrage « *Afrikaners et la guerre Anglo-Boërs, études des cultures populaire et des mentalités en présence* », nous offre un exemple type des travaux des années 2000 qui se sont attelés à dresser le portrait global de ces évènements. Il commente sur la lucidité des contemporains quand à la complexité de leur époque :

« Déjà, au moment des faits, certains exprimaient avec une certaine clairvoyance la complexité des différents points de vue et ainsi anticipaient la tâche ardue qui échoie au chercheur [...] jamais les rapports des témoins sur un fait historique n'ont été aussi nombreux ; jamais [...] aussi contradictoires et suspects. ».

Phrase introduction qui témoigne, dans le cas particulier de son étude consacrée aux interprétations françaises de la seconde Guerre Boërs, de la richesse des opinions gravitant autour des évènements marquant de l'impérialisme.

« l'étude de la guerre des Boers est édifiante pour qui veut essayer de se faire une idée des systèmes de représentation et des courants idéologiques que l'on peut découvrir en France à ce moment.⁷⁰ ».

André l'Espérance tente de démontrer dans les années 70, la pertinence interdisciplinaire de l'étude des mentalités, une discipline qui croise des notions de

⁷⁰ TEULIÉ Gilles, *Afrikaners et le guerre Anglo-Boërs (1899-1902), Études des cultures populaires et des mentalités en présence*, PULM, 2000, p.29

psychologie, de littérature et d'histoire culturelle. Il s'agit en effet d'étudier les représentations culturelles propres à des groupes idéologiques, de constater la formation d'« images collectives », une idée sur un sujet donné, une image qui sera ensuite partagée par la majorité du groupe comme référent. Ces référents culturels peuvent influencer sur les comportements des individus, aussi sont-ils de parfaits indicateurs de mentalités à une époque donnée. Le nationalisme par exemple, est de ces idées. Les stéréotypes sont étudiés comme la somme des idées formées par les membres les moins informés (ou formés) du groupe, un groupe qui peut former un peuple entier en l'occurrence. Ainsi, l'étude des stéréotype comme représentation permettent également de sonder l'opinion populaire de façon sociologique, selon les discours et le public des titres de presse⁷¹. L'impérialisme s'inscrit complètement dans cette tendance. La majorité de la population n'ayant pas expérimenté directement le phénomène colonial, la représentation de celui-ci et surtout, le militantisme qui peut y être associé, est enfant des publications et des discours partagé dans la population. C'est ce que confirme Brunschwig quand il affirme que s'est fixé en cette fin de XIXe dans l'esprit français « la fierté de se tenir à l'avant-garde des nations qui dessinait le monde du futur, la délectation de diriger et l'excitation de la compétition avec des forces rivales : voilà ce qui avait agrippé la mentalité et l'imagination du public.⁷² »

Des représentations distordue de la réalité émergent, comme « Miss Chamberlain », avec son ombrelle, qui représente dans la mentalité collective française toute l'hypocrisie de l'impérialisme britannique durant la direction du ministère des Affaires Coloniale par « Joe » Chamberlain. Cette symbolique s'étend pourtant sur une période beaucoup plus large que la gouvernance de Chamberlain. Ces stéréotypes sont importants, car ils fixent dans l'esprit public certaines caractéristiques. Par leurs simplicité, les stéréotypes deviennent de parfaits vecteurs de propagande, surtout quand il s'agit d'une nation ennemie héréditaire ; elle est alors représenté comme un mal profond qui ne souhaite que détruire. La haine de l'autre joue alors grandement sur le sentiment d'appartenance nationale.

La question de l'opinion devient prépondérante des études sur l'impérialisme.

« Les historiens, écrit Joseph R. Strayer, parlent de l'importance de l'opinion publique depuis plusieurs générations, depuis plus longtemps sans doute que les autres spécialistes... On sait peu de choses sur l'opinion de qui que ce soit pendant la plus grande partie de l'histoire, et même lorsque les lettres, les mémoires et les publications périodiques se répandirent, elles révélèrent seulement l'opinion d'un petit groupe bien articulé.⁷³ »

⁷¹ L'ESPÉRANCE André, P.D. MARSHALL (dir.), *French attitudes to british imperialism : 1898-1904*, McGill University, Août 1972, p.98

⁷² BRUNSCHWIG Henri, « French exploration and conquest in Africa from 1865 to 1898 », *colonialism in Africa, 1870-1960*, édité par GANN L.H., Cambridge, 1969, Vol. 1, p. 162

⁷³ DUROSELLE J.-B., *L'Europe de 1815 à nos jours*, Collection Nouvelle Clio, Presses Universitaire de France, Paris, 1993, p. 270

Il y a une surréaction de la part de la population française sur ce qui est techniquement un petit conflit périphérique (alors que la révolte des Boxers a lieu au même moment). Transfert émotionnel vers un ennemi des britanniques, comme une guerre par procuration ? Une remontrance sur le gouvernement anglais dans la presse provoquée par l'agacement de la perte égypto-soudanaise après Fachoda. C'est de la rivalité coloniale.

3 Presse et discours au XIXe-XXe siècle

3.1. Révolution industrielle et culture de presse au XIXe siècle

3.1.1. Rénovation et explosion de la presse de masse dans le dernier quart du XIXe siècle

La presse française possède une assez grande richesse de production avant la décennie 1880, avec de nombreux titres, cependant réservés à une élite économique en capacité de payer les abonnements, ainsi que le capital éducatif pour les lire. Cette situation évolue progressivement dès la fin du Second Empire pour plusieurs raisons. L'amélioration des techniques avec la mise au point de la rotative par Marinoni (1872) et de la linotype par Mergenthaler (1884)⁷⁴ permet des impressions toujours plus nombreuses. Des industriels saisissent l'opportunité pour mettre au point un nouveau type de journal, le quotidien⁷⁵. Son succès tient à des caractéristiques qui le distinguent de la production jusqu'alors :

- Une impression à un rythme industriel, qui permet pour les plus grands titres d'imprimer des centaines de milliers de journaux par jour ;
- Une baisse du prix de vente, un journal se vendant à cinq centimes de franc pour les principaux quotidiens dès la décennie 1880, ce qui le met à la portée de toutes les bourses, même les plus modestes ;
- Un alphabétisme croissant que les lois Guizot (1833) et Ferry (1882) ont favorisé, faisant passer la part de la population en état d'illettrisme de 30 % en 1863, à 17 % en 1880, puis à 4 % en 1914⁷⁶.

La raison de l'accroissement soudain de la presse est le fruit d'une politique étatique purement française, car la presse bénéficie elle de l'appui du nouveau régime républicain, qui l'envisage comme un outil idéologique libéral. L'idée des libéraux est d'éviter les frondes socialistes en proposant des vues plus modérées au peuple. Les journaux explosent dès lors, 1300 titres à Paris en 1881, 2000 en 1891, 2700 en 1899⁷⁷. En comparaison, la Prusse, déjà instruite à hauteur de 78 % dès 1846, ne bénéficie pas de cette explosion de la presse, car le gouvernement de l'Allemagne réunifiée surveille attentivement les publications, qui se destinent avant tout aux

⁷⁴ Op.Cit., GIRAULT R., *Diplomatie européenne*, p.48

⁷⁵ DELPORTE C. ; BLANDIN C. ; ROBINET F., *Histoire de la presse en France : XXe-XXIe*, Armand Colin, Collection U. Histoire, Malakoff, 2016

⁷⁶ Op.Cit, *Histoire de la presse en France*, p. 11

⁷⁷ Ibid, p. 13

élites. En France des lois assurent très vite la protection de la presse, la première d'entre-elle étant celle de 1881 qui garanti la liberté de la presse. En conséquence de tous ces phénomènes, c'est un nouveau type de presse qui se développent dans les région urbaines du pays. La libéralisation de la société entraîne celle des journaux, qui se privatisent et établissent des modèles économiques, comme le Figaro, qui se transforme en quotidien. Le modèle de l'actionnariat s'impose dans le milieu, et par extension celui de la rentabilité. Le milieu de la presse se capitalise, le lectorat devient une clientèle à satisfaire. L'offre se normalise sur la formule inventée par *Le petit Journal*, à savoir un titre à un sou, populaire, et garni de chroniques qui se repose sur l'information générale, ainsi que du libre propos sur l'actualité politique ou mondaine. Les journaux au plus grand succès sont ceux qui s'alignent sur la politique du moment plutôt que d'adopter une ligne affirmée (cf. *Le petit Parisien*), ou qui parviennent à adopter une posture neutre. Certains titres parviennent à établir une solide base lectorale, ce sont les les quatre Grands : *Le Petit parisien*, *Le Petit Journal*, *Le matin* et *Le journal*. Ils sont alors les seuls journaux capable de tirer à plusieurs millions de titres par jour, une fidélité qu'ils s'assurent par de l'information générale qui vire parfois au sensationnalisme. D'autres titres de presse eux, sont infiniment plus influent que leur tirage le laisserai supposer, comme c'est le cas de *Le Temps* ou du *Journal des Débats*. Dirigé par des hommes de poigne, des sénateurs parfois, proches du pouvoir, ils sont appréciés pour leur qualité rédactionnelle et la richesse des réflexions qui y est proposé. *Le Temps* devient une référence dans la presse française par la qualité de son information internationale en particulier, la pluralité de ses intervenants, et une posture non partisane qui lui assurent la fidélité d'une élite lettrés. De manière générale, il y a une volonté de raconter l'actualité aussi neutralement que possible. mais la tradition littéraire française ne fait pas de distinction claire entre le fait et son commentaire, comme ce peut être le cas dans la presse anglo-saxonne qui sépare clairement l'édition de brèves de la critique de celle-ci. Aussi les critiques ne tardent pas à paraître, avec Zola qui en 1877 classe les quotidien selon un échiquier politique, car la tradition du journal doctrinal reste présente.

Il y a entre 1880 et 1914 un sentiment de rupture quand à la presse. Fortement influencé par les presse étrangères, notamment américaine, dont la tradition de publication repose sur des nouvelles rapides, assimilables en quelques instants, presque télégraphique⁷⁸, avec en substance surtout des faits divers et de la publicité. Les contemporains constate ce changement qui affecte surtout la presse de masse, qui abandonne son aspect littéraire au profit d'une abondance informationnelle. Les élites lettrées y perçoivent un nivellement par le bas, elles se replient donc sur des journaux doctrinaux. Sans doute un sentiment exagéré puisque ces changements se constatent déjà dès 1870, et sans le concours de l'américanisation : c'est le fonctionnement de la presse de masse qui induit ce changement, l'information rapide étant gage de vente auprès de toute les classes sociales. Aussi cette

⁷⁸ KHALIFA Dominique (dir.); RÉGNIER P. ; THÉRENTY M.-È. ; VAILLANT A., *La civilisation du Journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Éditions Nouveau Monde, Paris, 2011

américanisation est à reconsidérer, les titres nationaux conserve une part de cette tradition littéraire, qui s'imprègne néanmoins de modernité.

a) Communication mondiale et agences de presse

La contrainte toujours plus pressante de l'information en temps réel pousse nombre de titres à fonctionner par l'intermédiaire d'agences d'informations, qui relaient les nouvelles internationales de façon brute ; le travail des titres est ensuite de les interpréter selon leur ligne politique. La constitution d'un réseaux des reporters est une contrainte financière trop grande pour la majorité des titres, d'où le fait la plupart se repose sur ces agences, qui se spécialise dans l'emploi des technologie de communication nouvelle, la télégraphie entre-autre, et s'assure ainsi de dominer les réseaux de presse internationaux. Parmi ces agences, on peut citer les principales : Reuter de Londres, et Havas de Paris. D'autres existe plus localement (comme Wolff en Allemagne) mais ces deux première demeure inattaquables à l'échelle internationale. Soutenue par leurs gouvernements respectifs, elles contrôlent en quasi monopole l'information nationale et internationale ; seuls les journaux majeurs peuvent se permettre de déployer des réseau de d'intervenant en parallèle, c'est le cas du *Times* de Londres ou *Le Temps* de Paris, les autres titres étant astreints de commercer avec ces deux agences. La conséquence est celle d'une uniformité des nouvelles dans la presse générale⁷⁹. L'influence est telle que certains titres commence à rédiger dans un style copié de l'étranger, comme *Le Matin*, très américanisé et axé sur le spectaculaire de ses nouvelles, un sensationnalisme certes critiqué, mais malgré tout très vendeur. Enfin, ces agences (surtout Havas) reçoivent des pots-de-vins de tout origines, en particulier des gouvernements français et étranger - La presse Française ayant une réputation d'être particulièrement corruptible - ainsi que des groupes de pression divers, des *Lobbies*⁸⁰.

En effet la presse de masse française et la qualité de son information sont durablement affectée par son modèle économique. Ne se reposant que modérément sur la publicité, la « petite annonce » à l'inverse de la presse anglo-saxonne et surtout américaine ; et ne se suffisant pas des abonnements, la presse de masse trouve d'autre moyens à son financement.

« Beaucoup de journaux français étaient financés par des partis ou des groupes d'intérêt. La publicité étaient vendue à ceux qui la désirait. Un politicien payait ainsi pour une bonne publicité à son égard, ce qui passait aussi par d'autre sphères : critiques d'art favorable, musique et section littéraire étaient vendue de la même manière. Les gouvernements étrangers achetaient une publicité favorable pour leurs politique, et même Bismarck fustigea dans ses écrits à propos des sommes nécessaires pour s'acheter les services d'un quotidien français. Les communistes en 1917 profitèrent de cela pour divulguer les sommes colossales

⁷⁹ Op.Cit, GIRAULT R., *Diplomatie Européenne*, p. 48

⁸⁰ Op.Cit., L'ESPÉRANCE A., *French attitudes to British imperialism*, p.31

dépensées par l'état Tsariste auprès de Paris et de ses papiers entre 1905 et 1917.⁸¹ »

Cette facilité d'acheter la presse était connue et appréciée des groupes de pression par ses effets puissants sur l'opinion populaire. La monarchie Tsariste, comme mentionnée dans l'extrait, en est particulièrement friande, puisque dépensant plus de 200.000 francs par mois en 1905 dans les quotidiens français. Elle ambitionne d'entretenir de bonnes relations franco-russes, afin de faciliter les investissements français nécessaires à son développement⁸².

b) Presse et Politique

La presse prend une part de plus en plus importante dans le discours politique⁸³. Les journaux croissent en importance, les journalistes prennent part aux révolutions (1830) et confrontent le gouvernement (« J'accuse... ! » d'Émile Zola en 1898). Leur importance tient à une ligne méthodologique qu'ils défendent, produisant des discours « descriptifs et analytiques pour tâcher de dire, voire de fabriquer l'événement. ». En effet, la tâche du journaliste consiste à relater des faits, qu'il s'agit de contextualiser et de commenter. L'événement à forger doit osciller entre plusieurs difficultés selon le type de presse. L'immédiateté, le compte-rendu à vif, pour les « dernières minutes » ; ou une analyse distanciée, plus objective pour la presse doctrinale dite « d'opinion ». Plusieurs approches sont expérimentées durant le XIXe siècle, mais c'est finalement le recul de la presse d'opinion, et l'avènement éclatant, massif de la presse d'information générale, les « journaux d'information » à partir des années 1880. Les reporters permettent de saisir l'événement au plus près, saisissant l'information de façon active⁸⁴. Il faut comprendre que globalement, il est naturel et répandu que l'information soit commentée, critiquée ou encensée, car c'est là typiquement la manière française de traiter l'information au tournant du XIXe-XXe siècle. Le politique et le fait sont profondément assimilés.

3.1.2. Typologie de la presse

Il y a chez le lecteur une tendance naturelle à rechercher les informations de ce qui peut affecter sa vie au quotidien. La loi de la proximité dans la presse, qui stipule que la part des colonnes dédiées à une information est inversement proportionnelle à la distance qui la sépare du lecteur, n'est pas encore pleinement formalisée dans la presse du XIXe siècle. Les milieux urbains constituent un microcosme très informé, aussi les nouvelles internationales se mêlent aisément aux nationales, voire aux régionales, dans une profusion toujours plus grande d'information, réduisant ces nouvelles à quelques lignes succinctes, ce qu'on appelle des brèves. Ces brèves se classifient selon des catégories. Il y a les brèves ultimes, appelée ainsi quand elles sont rédigées à la dernière minute avant la fin du bouclage du titre. Les brèves plus

⁸¹ OLSEN X.E., *The history Makers : The press of Europe from the beginning to 1965*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1966, p. 175

⁸² Op.Cit., L'ESPÉRANCE A., p.89

⁸³ Op.Cit., *La civilisation du Journal*, p.1341

⁸⁴ Ibid, *La civilisation du Journal*, p.1352

classiques, plus détaillées, et enfin des reportages plus détaillés, lorsque le journal possède tout à la fois le temps et les moyens de mener une enquête approfondie.

Dans la composition classique d'un titre, on retrouve également un encart en annonce dédié à l'éditorialiste. C'est lui qui porte le commentaire sur l'actualité du moment, et définit ainsi la ligne politique du journal. Il s'agit d'une personnalité reconnue par ses engagements et par son style, un attrait typique d'une presse qui rappelons-le, est proche en substance avec le milieu littéraire. L'édito, car c'est ainsi qu'on appelle cet encart, est de ces articles à être systématiquement signé par son auteur. Avec la loi Tinguay, adoptée dès 1850, oblige en effet les journalistes à signer leurs œuvres, soit en tant qu'individus, soit en tant qu'œuvre collective. C'est ainsi par les éditos que de nombreuses carrières politiques ont trouvé un tremplin idéal pour se faire reconnaître auprès du public. Théophile Delcassé ou Eugène Étienne, deux personnalités importantes dans la constitution de la doctrine impériale française que nous présenterons dans une partie dédiée, ont profité politiquement des éditos.

La publication se construit globalement en deux ensembles : la presse de masse, qui s'axe sur le fait divers, et le grand journalisme, œuvre de reporter, qui cherche activement à se distancier de la superficialité de la première catégorie. De nombreux petits journaux⁸⁵ connus dans l'espace public sont ouvertement orientés. Ils ne bénéficient que de tirages limités, mais sont utiles néanmoins pour se représenter le climat politique français à une époque donnée. Nous présenterons ici les principaux types de titres de presse qui abordent la question de l'impérialisme.

a) Le journal militant

Le XIXe siècle ne se distingue pas par sa pudeur face au positionnement politique. Une grande effervescence d'opinion et de débat se répand dans la société, encouragée par le libéralisme prôné par la IIIe République. La grande majorité des débats qui bouillonnent dans la sphère publique passe par la presse, organe d'expression par excellence. Rares sont les journaux sans lignes partisanes, mais il existe des degrés d'expression de cette ligne. Rappelons que l'esprit français n'étant pas encore imprégné de cette logique qui prône la différenciation entre l'information et son commentaire, aussi un journal apolitique est tout à fait étranger au paradigme français. Les plus ouvertement positionnés se rangent dans cette catégorie que l'on nomme quelques paragraphes précédemment le « journal doctrinal », également qualifié de journal d'« opinion » ou « militant⁸⁶ », comme on peut le trouver dans la typologie fournie dans l'ouvrage dirigé par Dominique Khalifa, *La civilisation du Journal*. Dans cette frange particulière de la presse politique, on trouve des tendances différentes, entre les journaux qui s'identifient plus à une couleur politique (républicanisme radical ou modéré, nationalisme, clérical, etc.) qu'à ceux qui défendent ouvertement des causes précises, comme les journaux sionistes ou socialistes.

⁸⁵ Op.Cit, *Histoire de la presse en France*, p.17

⁸⁶ Op.Cit., *La civilisation du Journal*, p.295

La Troisième République est l'occasion d'un renouveau de ce genre, à la faveur du libéralisme politique en vogue dans le pays. La Gauche commence avec des titres socialistes, et dès les années 1880 des contre-feux nationalistes et catholiques émergent. Le journal La Croix critique en ces termes la presse de masse en Juin 1883 :

« Le meilleur des journaux ne vaut rien, car il habitue l'homme à ne plus réfléchir et crée une société superficielle qui rit de tout et veut trouver un sujet d'amusement même dans les deuils publics⁸⁷ ».

Le difficulté des journaux militants, tirant à quelques milliers d'exemplaires seulement, est d'essayer autant que possible de toucher le grand public. Le premier titre à y parvenir est *l'Action Française* dès 1899, qui du bord nationaliste radical est le plus résilient puisqu'il se perpétue jusqu'à nos jours. De l'autre côté du spectre politique on retrouve l'Humanité, fondé en 1904, socialiste puis communiste ; véritables piliers culturels d'affinités politiques, ces titres militants jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration des doctrines propres aux partis, et canalisent les débats. Économiquement, ce sont des journaux qui fonctionnent à rebours des traditionnels quotidiens. Ils ne dégagent pas de profit au travers d'une large diffusion à bas coût, mais par des abonnements annuels contractés par un public généralement fidèle à la ligne éditoriale. Ces titres sont souvent dirigés d'une poigne assurée par des directeurs de publication reconnus dans la sphère publique.

Le genre militant se distingue par une volonté de questionner les valeurs de la société, d'introduire de nouveaux procédés et méthodes dans la gestion du pays, ou de militer pour des doctrines politiques. Ils sont profondément liés à leur lectorat, de sensibilité politique commune, tant et si bien que les frontières entre lecteurs et rédacteurs se brouillent parfois, quand les colonnes des titres sont l'occasion d'afficher des missives de lecteur, par exemple. En conclusion, les journaux d'opinion ne se distinguent pas par une plus grande sophistication du propos, mais plutôt par une posture sociale et politique.

b) La presse coloniale métropolitaine

La presse coloniale⁸⁸ est un type de presse très vaste aux contours flous. Présente dès le début du XIXe et jusque dans le XXe, elle prend des formes différentes (entre presse généraliste et presse doctrinale), et surtout elle ne s'exprime pas uniquement au sein de la métropole, car des titres s'exportent, voire s'impriment, tout autant dans les colonies qu'à l'étranger. D'où sa définition à considérer avec prudence. Ceci dit elle est, comme toute la presse de son temps, sujette à des évolutions techniques et politiques. Par son sujet, elle représente les sensibilités et les intérêts de son temps, et constitue à ce titre un support d'étude très intéressant. Dès ses origines, la presse coloniale se caractérise par une forte mainmise de certains groupes sociaux ou de groupes d'intérêts. Comprendre le modèle doctrinal de cette presse implique de s'intéresser à ces groupes de pression, ces cercles d'affinités entre

⁸⁷ Ibid, *La civilisation du Journal*, p.304

⁸⁸ Ibid, *La civilisation du Journal*, p.515

des personnalités qui ont influencés sur le développement politique de leur époque, comme l'Union coloniale française à partir de 1893, qui œuvre à défendre les intérêts de ses membres dans la colonisation. On repère des liens entre les journalistes coloniaux et les dirigeants de ces groupes d'intérêts, qui peuvent représenter des intérêts de propagande, mais également des milieux universitaires, notamment des nouvelles chaires de sciences qui naissent à la fin du XIXe siècle comme l'anthropologie et la géographie, ou l'économie coloniale. Ces groupes, par leurs affinités avec le monde politique et intellectuel, sont déjà influents en eux-mêmes sur la politique coloniale, la presse spécialisée constitue alors un champs intéressant dans le domaine de l'étude discursive. On peut citer quelques types de presse coloniale à la fin du XIXe siècle en France :

- Une presse militaire liée à la Marine. Elle publie les rapports officiels, mais évolue dès 1848 dans une approche plus grand public, avec des publications sur les avancements militaire, et des connaissances coloniales, géographique notamment.
- Une autre presse capitaliste, destinée aux grands industriels et aux investisseurs, les grands propriétaire-planteurs, ainsi que les représentants des corps de métiers. Les différents avancements des sciences coloniales y sont présentés, surtout dans les domaines favorisant le profit. On y commente également l'actualité internationale, commentant les résultats de certaines politiques. Parmi rédacteurs de ces bulletins on retrouve fréquemment des agents des ministères (de l'Économie ou des Affaires coloniales), ce qui témoigne de la grande mobilité des acteurs entre les milieux étatique et privés, voire amateurs. Pas une presse de propagande, plutôt d'information, qui se veut le lien entre les professions, entre les individus.
- Enfin, les revues de voyageurs et de géographes, les bulletins scientifiques, comme le Bulletin du Comité de l'Afrique Française de 1891 à 1939.

Tout un corpus documentaire donc, qui se diffuse surtout dans les milieux sociaux favorables à l'entreprise coloniale, une presse à destination d'une part de l'élite, dont la presse entretient le réseau de relations. Cette presse se construit en partie sur des publications spécialisées certes, mais elle trouve progressivement une place dans de la presse généraliste, avec des titres comme Le journal des Débats, Le Temps, ou encore La revue des Deux Mondes ; on y retrouve par ailleurs les mêmes auteurs. Ces journaux généralistes entretiennent une vision enthousiaste du projet colonial, sous la forme de glorieuses expansion, de découvertes, qui flatte et entretient une mentalité pro-colonial, un milieu où le pays rencontre un succès notoire. Le Temps, par exemple, relate les progrès géographiques réguliers de l'expansion d'outre-mer, mais maintient sa ligne éditoriale impartiale et critique en insistant sur les rivalités que cela amène entre les nations européennes. C'est une politique d'équilibre de l'opinion que les journaux entretiennent, évitant d'attiser le bellicisme, mais usant tout de même d'une rhétorique de prestige national. La direction de ces journaux reste cependant aux mains de membres du *Parti Colonial*, sorte de regroupement informel de sympathisant à la cause colonial, que nous présenterons dans une partie dédiée de notre état de l'art.

Les années 1880 sont témoins d'une explosion de la presse coloniale. Presse internationale par excellence, elle concentre beaucoup de questions relatives à l'étranger, et sert de liens privilégié avec la population dans la diffusion d'une représentation globale de la France. Les titres sont tenus par les membres des groupes de pression que nous mentionnions précédemment, qui sont généralement d'obédience républicaine modérée. Ils participent activement à faire germer dans la mentalité collective l'importance des colonies pour la métropole. par l'édition de revues (La quinzaine coloniale, La revue française d'Outre-mer) et de bulletins dans la presse grand public, ils espèrent toucher des milieux éloignés par le biais d'une presse moins catégorisée politiquement, comme Le Temps que nous avons déjà mentionné, ou Le petit Journal dès 1897. La publication de revue sert de vitrine au dynamisme d'une discipline, elle la renforce, c'est ainsi que procéda Durkheim avec sa revue *L'année sociologique*. Même d'anciennes revues intellectuelles généralistes commence à considérer le facteur « sciences » dans leurs débats. Le scientifique, l'expert, y tient un rôle essentiel, mais pas dénué de politique. Une approche parfois utilisés à desseins par le gouvernement⁸⁹ ou des partis opposés. Ces discours s'accompagnent dès la généralisation des procédés d'illustration d'une nouvelle propagande par l'image : on représente le combat du vaillant soldat français face au barbarisme, le Salut national par le Progrès des sciences et de la civilisation, etc. L'indigène est dévalorisé, relayé soit au rang de brute, soit à celui d'un enfant sauvage qu'il s'agit d'éduquer. Toute cette dialectique agit pour mettre la valeur française à l'honneur, comme un cataplasme sur la blessure qu'à été 1871. Cette méthode obtient des résultats au tournant du XIXe-XXe siècle : les opinions, tant averties que populaires, sont globalement acquise à la croissance coloniale. La soutenir c'est être patriote, elle agit comme le moteur du prestige national.

3.1.3. L'opinion et la presse, entre sensationnalisme et radicalisme partisan

L'opinion publique est une réalité croissante au XIXe⁹⁰, jusqu'à devenir fondamentale de la vie mondaine à Belle-Époque. Sa définition reste cependant à préciser, car qu'y-a-t-il de commun entre l'opinion d'un lecteur censitaire d'une petite presse d'opinion, à celui du massif lectorat de la presse d'information générale ? Cette dernière est peu intéressée par le radicalisme partisan, et ses lectures sont surtout conçue pour satisfaire un attrait du sensationnel et de la petite nouvelle. Dans une société française marquée par une alphabétisation croissante, et surtout, par le suffrage universel masculin, l'opinion devient une question sensible pour la société politique, car capable d'influencer les votes en profondeur. Une opinion que l'historien peut sonder au travers de ses représentations.

Globalement, un paradigme similaire habite les nations occidentales à la fin du XIXe siècle. La tendance générale de l'opinion française n'est pas singulièrement différente de ses grands voisins. La plus notable caractéristique française est la présence d'un nationalisme xénophobique, le Chauvinisme, héritage direct du trauma de la guerre de 1870.

⁸⁹ Ibid, *La civilisation du Journal*, p.1496

⁹⁰ Ibid, *La Civilisation du Journal*, p.1355

Comme mentionné précédemment, c'est la presse sensationnaliste qui se vend le mieux dans le pays. La presse purement politique stagne de par son austérité, moins attrayante. La presse devenant une entreprise rentable, de nombreux titres émergent avec un seul mot d'ordre si l'on souhaite vendre : plaire. Convaincre n'est pas suffisant pour générer des ventes auprès d'un large public. Les « grands » journaux mentionnés précédemment, *Le Petit journal*, *Le Petit parisien*, *Le Matin*, *Le Journal*, *L'Echo de Paris* constituent ensemble les plus grosses ventes, avec plus de cinq millions tirés dès 1900. Leur succès tient aux mêmes éléments que la presse d'outre-Atlantique : un large tirage, un large champ de sujet traité, un juste équilibre publicitaire qui garanti la prospérité, et enfin une « neutralité » politique, qui ne se fait pas sans critiques :

« Par leur immense succès, les cinq grands parisiens... étouffent la presse d'opinion. Sous apparence d'information objective, ils véhiculent en fait le plus plat des conformismes, sûr garant de l'ordre établi et des intérêts de la grande bourgeoisie qui les finances.⁹¹ »

D'autres titres sont eux infiniment plus influent que leur tirage ne laisse paraître, comme *Le Temps* ou *Le Journal des Débats*. Dirigé par des hommes de poigne, des sénateurs parfois, proches du pouvoir, ils sont appréciés pour leur qualité rédactionnelle et la richesse des réflexions qui y sont détaillées. *Le Temps* devient une référence dans la presse française par sa qualité d'information internationale. De nombreux petits journaux⁹² connus sont ouvertement orientés, et ne bénéficient que de tirages limités, mais sont utiles pour se représenter la situation politique à une époque donnée.

Jean-Baptiste Duroselle, dans son ouvrage *L'Europe de 1815 à nos jours*, présente une des difficultés méthodologiques principales de l'historien de la presse, celle de se contenter des coupures de presse et des résultats d'élections pour déterminer l'opinion populaire d'une nation. Les premiers sondages d'opinion sont en effet mis au point à partir de 1936 seulement.

« Dans une certaine mesure, l'étude de la presse ne révèle l'opinion que d'une élite. D'autre part, les journaux cherchent dans une certaine mesure à plaire à leurs lecteurs en reproduisant leurs opinions. Mais ils peuvent chercher aussi à les éduquer, à les influencer. Expression de l'opinion, ils sont aussi instruments de propagande. Souvent, ils appartiennent à des groupes financiers dont les intérêts sont forts précis. Souvent, ils sont achetés par le gouvernement, voire par des gouvernements étrangers. »

La presse permet ainsi de déceler les divers courants d'opinion qui se partagent un pays. Elle ne donne aucun renseignement précis sur la force respective de ces courants, quand bien même on connaît le tirage des titres, car, comme nous l'avons mentionné, les plus gros tirages ne garantissent pas la plus grande influence. Ces études nous apportent des éléments de

⁹¹ DUPEUX C., *La société Française 1789-1960*, Armand Colin, Paris, 1964, p.192

⁹² Op.Cit, *Histoire de la presse en France*, p. 17

contextualisation importants, comme l'absence initiale de ferveur populaire à l'impérialisme français prôné par Ferry, avant 1885. Une situation qui évolue, l'idée gagnant des sphères autre que gouvernementale pour trouver des doctrinaires provenant du peuple, réunis en clubs et au Parlement, qui participent activement aux groupes de presse comme le Parti colonial en 1890, ou l'Union coloniale française en 1893. Dans sa thèse de 1972, André l'Espérance évoque le développement de méthodes nouvelles en son temps, qui peuvent selon lui servir à analyser les évolutions à long-terme de l'opinion publique, l'une d'entre-elles étant l'étude de l'opinion au travers des modèles comportementaux dits de « psychologie collective ». A partir de ces techniques, les historiens espèrent mettre à jour les comportements et ainsi faire ressortir l'individu de la masse, en comprenant les mécanismes de la psychologie communautaire. Cependant l'individu laisse rarement des traces de ses opinions, un élément que de l'Espérance utilise pour critiquer les historiens qui l'ont précédé, qui selon lui ont été nombreux à se faciliter la tâche en interprétant l'opinion générale sur la base des témoignages de la presse, en omettant de prendre en compte la kyrielle de subtilités individuelles.

3.2. Les discours coloniaux dans la presse

Sur la période de 1871-1914, la politique étrangère française est restée déchirée entre deux postures idéologiques : une continentale, l'autre colonialiste. Les deux s'identifient au traité de Francfort comme point de départ de leur politique : la France, défaite, est affaiblie économiquement par le paiement des indemnités à l'Allemagne, se retrouve isolée diplomatiquement par l'habileté du réseau d'alliance du Chancelier prussien Bismarck. Vivant dans l'ombre de l'Allemand en croissance exponentielle, elle travaille à s'émanciper de ce rapport de force. Les sympathisants de la cause coloniale tentent de faire prévaloir l'expansion d'outre-mer comme voie d'émancipation pour la France. Ils opèrent par l'influence d'hommes bien placés dans les institutions, de politiciens influents comme Jules Ferry, et par la diffusion d'un discours destiné à convaincre du bien fondé de l'aventure coloniale. Le média de la presse entretient ces discours en les diffusant auprès du public. Cependant, cette vision d'un avenir à l'outre-mer n'est pas acceptée uniformément dans la classe politique nationale :

« En France, à partir du début des années 2000, des historiens spécialistes de la propagande coloniale ont cherché à dévoiler les liens « consubstantiels » entre républicanisme et colonialisme, sans toutefois parvenir à démontrer que la « République coloniale » s'appuyait sur une véritable base sociale en métropole et sur un projet impérial spécifique par rapport aux régimes précédents et aux autres puissances coloniales.⁹³ »

Il s'agit alors d'identifier les éléments rhétoriques employés pour justifier l'œuvre coloniale, dont nous identifions trois principaux discours : un économique, celui-là même qui sera critiqué par les marxistes ; et un discours politique et moral.

⁹³ Op. Cit. SINGARAVÉLOU P., *Les empires coloniaux XIXe-XXe siècle*, Collection Points Histoire, Paris, Le Seuil, 2013

3.2.1. Le discours économique

Les discours pro-coloniaux ont toujours tenus des inquiétudes quand au maintien de la puissance internationale française. Ferry, dans son discours du 28 Juillet 1885 à l'Assemblée, s'exprimait ainsi :

« Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, en les appuyant de quelques chiffres, les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. [...]»⁹⁴ »

L'économie française en effet, pourtant l'une des premières d'Europe, ne tient pas la cadence avec ses voisins, qui ont profité des évolutions du dernier quart du XIXe pour accroître significativement leur production. Face aux gigantesques groupes Allemands, ou au dynamisme du marché américain, la France se sent dépassée. Elle ne parvient pas à produire à la hauteur de ses voisins, et la hausse des barrières douanières américaines et allemandes achève de clore une partie des ses débouchés commerciaux historiques. La volonté première est donc de renforcer le pays, mais s'oppose les deux visions coloniale et continentale que nous avons mentionné.

La première vise à développer le contrôle extra-européen, pour ouvrir des débouchés commerciaux d'une part ; et pour développer une infrastructure de sauvegarde, qui permettra à la métropole de subvenir à ses besoins, au cas même où le territoire national serai menacé, voire partiellement occupé. Il s'agit de construire un glacis économique par des colonies périphérique, au service de la nation. Cette position est surtout soutenue politiquement par des penseurs du centre-droit, les Républicains modérés, principalement composé de libéraux acquis au commerce. À ces arguments s'opposent les radicaux, républicains de droite, le bord nationaliste, ainsi que certains socialistes. Ils s'opposent pour des raisons différentes au projet colonial. Les radicaux de droite préfère concentrer leurs efforts sur le développement métropolitain, en rehaussant l'industrialisation ; ils voient le projet colonial comme une exsanguination du potentiel national, et l'aventure coloniale , coûteuse, comme un gâchis de moyens qui menace le sûreté nationale. Les socialistes eux se divisent sur la question, s'opposant dans un premier sur des arguments moraux, que nous allons présenter au prochain paragraphe. Chaque camp utilise leurs titres de presse partisans, qui leur permet d'étendre le débat de l'Assemblée à la sphère publique.

⁹⁴ FERRY Jules, « *Les fondements de la politique coloniale (28 Juillet 1885)* », www2.assemblee-nationale.fr, consulté le 22 Avril 2022

3.2.2. Le discours moral

« Messieurs, il y a un second point, un second ordre d'idées que je dois également aborder, le plus rapidement possible, croyez-le bien : c'est le côté humanitaire et civilisateur de la question.⁹⁵ »

L'injonction morale dans les discours vise à rendre acceptable l'impulsion expansionniste, en y apposant des principes de devoir moral civilisateur, qui justifie la domination directe d'autres peuples que l'on qualifie alors d'« inférieurs », dominé sur la base évidente d'une supériorité raciale. Cette supériorité raciale est intégrée avec beaucoup d'ambivalence par les politiciens, relevant ici plus souvent de conviction personnelles que d'orientation politique ; on peut toutefois dire que les socialistes y sont généralement opposés, mais finiront par la tolérer à partir des années 1890, considérant que le progrès social de la colonisation est finalement vertueux. L'argumentation anti-coloniale se base avant tout sur deux craintes, celle de l'esclavage, que les missionnaires et les socialistes ne peuvent tolérer ; et enfin celle d'une civilisation « apportée à coup de canon », qui renierait les principes de liberté et de souveraineté élémentaire de peuples entiers, et s'attaquerait donc de principe à la déclaration des droits de l'homme, chose inconcevable particulièrement dans le cas français.

Ces deux arguments sont contrés par les pro-coloniaux : le premier l'est par des circonstances extérieures, la Conférence de Berlin, qui a lieu en 1885 la même année que le discours de Ferry. Cette conférence statue sur les conditions de propriété et de croissance des territoires en Afrique, mais surtout, elle aux signataires la fin définitive de toute forme d'esclavage dans les territoires détenus. C'est une aubaine pour les républicains modérés, car les discours civilisateurs ont toujours été accueillis avec cynisme par leurs opposants, qui accusait d'abuser de la bonne morale pour servir des intérêts serviles, pour leur seul profit. Cet argument écarté, reste celui de la « civilisation » imposée par coercition. À ceci les libéraux s'exprime :

« Est-ce que vous pouvez nier, est-ce que quelqu'un peut nier qu'il y a plus de justice, plus d'ordre matériel et moral, plus d'équité, plus de vertus sociales dans l'Afrique du Nord depuis que la France a fait sa conquête ? Quand nous sommes allés à Alger pour détruire la piraterie, et assurer la liberté du commerce dans la Méditerranée, est-ce que nous faisons œuvre de forbans, de conquérants, de dévastateurs ? Est-il possible de nier que, dans l'Inde, et malgré les épisodes douloureux qui se rencontrent dans l'histoire de cette conquête, il y a aujourd'hui infiniment plus de justice, plus de lumière, d'ordre, de vertus publiques et privées depuis la conquête anglaise qu'auparavant ? »

Bien que faites sur des actes guerriers, ils demeurent convaincus que la colonisation des territoires d'outre-mer a été bénéfique sur le long terme. Pour la sécurité, pour l'illumination de peuples entiers, et surtout, pour le développement économique qui se manifeste sitôt une autre

⁹⁵ Idem, *Les fondements de la politique coloniale*, Juil. 1885

culture accoutumée aux principes européen du Commerce. Ils finissent par imposer cette vision dans la sphère publique.

3.2.3. Le discours politique

« Il est ensuite arrivé à un troisième, plus délicat, plus grave, et sur lequel je vous demande la permission de m'expliquer en toute franchise. C'est le côté politique de la question.⁹⁶ »

Comme nous le mentionnions précédemment, la grande crainte française en cette fin de XIXe siècle est de se faire déclasser sur la scène internationale, par des nations en tout point rivales. Perdre en puissance, en prestige, c'est mettre en danger la nation en elle-même :

« Il faut que notre pays se mette en mesure de faire ce que font tous les autres [...] autrement il arrivera... oh ! pas à nous qui ne verrons pas ces choses, mais à nos fils et à nos petits-fils ! il arrivera ce qui est advenu à d'autres nations qui ont joué un très grand rôle il y a trois siècles, et qui se trouvent aujourd'hui, quelque puissantes, quelque grandes qu'elles aient été descendues au troisième ou au quatrième rang. »

Ainsi, éviter de se mêler aux affaires du monde, c'est s'exposer à rater le coche de la grandeur. Pas une grandeur orgueilleuse, mais une grandeur nécessaire, seule à même de prévenir des adversités que l'avenir réserve. Refuser, comme le préconisent les bord nationalistes et royalistes, de s'engager dans l'aventure de l'outre-mer à l'instar des nations rivales, anglaise et allemande, c'est en vérité abdiquer à ses voisins. Les pro-coloniaux défendent la croissance coloniale comme vecteur de la grandeur nationale, « grande par les arts de la paix, comme par la politique coloniale [...] ». Ainsi, les coloniaux prônent un soutien national actif aux initiatives coloniales, souvent menée par des initiatives individuelles que par des projets nationaux d'envergure. Ils prônent même un encouragement de cette pratique, par une plus grande intégration des territoires coloniaux au domaine impérial français. La doctrine employée pour la domination effective à partir de 1880, se partage entre des administrations centralisées d'une part, comme avec l'Algérie civile, considérée comme département français effectif, et des administrations coloniales d'autres part, décentralisée. Il y a une absence de volonté directrice unique française sur les colonies, et les pro-coloniaux militent pour intégrer l'État dans une gestion plus directe de ces colonies, volonté qui se manifestera par l'évolution du sous-secrétariat aux Colonies (1881-1889) à un ministère plein et entier.

Cette représentation des colonies vues comme un territoire au service de la métropole se répand dans la société, Nicolas Baucel dans *Culture coloniale en France : de la Révolution française à nos jours* avance l'hypothèse d'une persistance des représentations au travers de symboles et d'images, de cartes et d'éléments de langage. Répétés suffisamment, ils entretiennent la pensée impériale dans le peuple. Baucel avance également que cette

⁹⁶ Idem, *Les fondements de la politique coloniale*, Juil. 1885

expérience impériale a évolué au cours du XIXe siècle, passant de récits individuels (propos rapportés ou mémoires), de romans (comme au premier XIXe siècle), à une connaissance indirecte collective, qui se transmet par l'enseignement scolaire⁹⁷. La rhétorique impérialiste de la Troisième République s'exprime par un très large type de média, et l'imaginaire, la représentation, y joue un rôle essentiel.

4 Le monde intellectuel et les savoirs impériaux au XIXe-XXe siècle

Le XIXe siècle est une période de progrès rapide pour les sciences, qui se développent dans toutes les disciplines, mais en particulier dans les domaines des sciences physiques et de la biologie. Les connaissances pratiques sont en expansion, médecine, commerce, industrie s'en ressentent⁹⁸. La recherche profite de cette période propice aux explorations, qui permettent de confronter les modèles préexistants et de proposer des synthèses plus abouties dans la plupart des disciplines. C'est une période qui voit également une rationalisation de la recherche, permise par l'extension des universités aux disciplines naturelles, initiée par des naturalistes comme Humboldt. La production de savoirs scientifiques se concentre progressivement entre les murs des universités, relayant les érudits et les savants indépendants à un rang de plus en plus marginal. Une exception notable cependant, celle des sciences émergentes, qui reposent toujours sur les savants érudits pour se construire. Parmi ces sciences, on compte ici les sciences coloniales, dont le jugement historique oscille entre une approche désintéressée et ouverte, à une approche plutôt « outillée », les sciences se faisant le médium idéal pour justifier la domination, voire pour l'améliorer. Nous allons dans cette partie présenter et définir le rôle des sciences coloniales dans le processus de colonisation, ses acteurs et leur importance dans la constitution d'un narratif, d'une représentation du monde colonial quand il est observé depuis la métropole.

4.1. Des explorateurs érudits dans la *Terra Incognita* des Européens

La conquête coloniale n'est pas un acte de petite envergure. Les territoires conquis sont souvent immenses, peuplés d'une multitude d'ethnies et de cultures, et complexes d'accès et d'administration. C'est la raison pour laquelle les empires coloniaux d'avant le dernier quart du XIXe siècle se contentaient généralement de posséder les côtes, plus accessibles et plus simples à aménager, surtout pour des puissances maritimes. La course vers l'intérieur des terres trouve ses motivations dans le prestige de la conquête, et de la découverte. Le personnel qui accompagne ces expéditions en terre inconnues, en *terra incognita*, sont des militaires ou des explorateurs, parfois des savants. Certains, les plus naturalistes d'entre-eux, prennent notes des découvertes qu'ils rencontrent, des écrits orientés sur les aspects immédiats des explorations : botanique, éthologie, géographie, anthropologie. Toutes ces disciplines se

⁹⁷ Op.Cit., *Culture coloniale en France : de la Révolution française à nos jours*

⁹⁸ Op.Cit, *La civilisation du Journal*, p.1491

développent comme une matérialisation de la curiosité coloniale. Ces sont ces écrits qui constituent les prémices de ce que l'on nomme les « sciences coloniales ». Restreinte à un certain cercle d'initiés, la science coloniale reste longtemps marginale, et cantonne ses publications à un certain type de presse, des revues et bulletins, avant d'obtenir progressivement à partir du XXe siècle une reconnaissance universitaire, par l'obtention de chaires. Pierre Singaravélou⁹⁹ a étudié ces intellectuels divers, qui forment d'après ses propres termes une « nébuleuse coloniale », un ensemble d'individus liés par un intérêt commun envers la cause coloniale, mais d'origine et de classes tellement diverses, qu'en dresser un portrait global constitue un travail harassant pour l'historien. Nous développerons ses observations dans une partie suivante. Du reste, il faut retenir que les savoirs impériaux sont enfants de cette tradition scientifique occidentale qui tend à observer et catégoriser. Qu'ils sont le fait d'initiatives individuelles qui vont progressivement se retrouver instrumentalisées pour servir des intérêts matériels et idéologiques.

4.2. Mentalité scientifique au XIXe et sciences coloniales

4.2.1. Universalisme et devoir moral européen

Comme nous l'avons mentionné précédemment, XIXe siècle se caractérise par un développement très large de sciences et une confiance générale en l'avenir. Les mentalités comme le scientisme, le positivisme, ou le machinisme entretiennent une foi dans le progrès technique, dont on espère qu'il apportera à l'homme les moyens d'échapper aux maux des siècles passés. L'exaltation de la science, de l'intelligence, de la force morale et physique permet de mettre en avant l'idéal du développement individuel, et la croissance de l'État permet de garantir à l'individu la protection par la maintien de la paix, et la grandeur de sa culture. Cette confiance dans le Progrès et la paix, on la constate dans l'organisation d'événements censés promouvoir la coopération entre les peuples - congrès scientifique, Jeux Olympiques - il y a une sorte d'esprit de partage des élites européennes, de saine compétition qui se mâtine cependant d'une autre force en expansion, le nationalisme. Appelé Chauvinisme en France ou « *Imperialism* » en Angleterre, il tire leurs noms d'éléments culturels propres à leurs nations : le soldat Nicolas Chauvin, patriote excentrique interprété dans la pièce de théâtre des frères Cogniard *La cocarde tricolore* ; et l'impérialisme anglais qui provient du nom du programme politique du parti Unioniste. Un nom qui n'est pas encore associé à l'impérialisme théorique des marxistes.

« Dans le cadre de l'universalisme républicain, l'impérialisme (en tant que manifestation politique) doit se traduire pour l'historien par la volonté d'expansion de la culture française, ainsi que celle de l'« l'avancement » des sciences. La « société impériale », celle des érudits coloniaux, française exerce une double domination - territoriale & culturelle - qui s'appuie notamment sur le concept

⁹⁹ Op.Cit., SINGARAVÉLOU P., *Les empires coloniaux XIXe-XXe siècle*

inédit de « francophonie », l'essor du réseau d'institutions de recherche dans le monde entier et sur le développement des « sciences coloniales »¹⁰⁰.

L'Europe porte un fardeau, celui de civiliser le monde menacé de dégénérescence par ses propres travers. La civilisation européenne, supérieure et modèle, permet de dépasser ce cadre barbare et se doit d'être diffusée.

« C'est en effet au cours de la période 1820-40 que les élites libérales britanniques, mais aussi françaises, passent d'une perception critique de l'impérialisme à une justification de la domination coloniale du fait de la supériorité supposée des européens. »¹⁰¹

Par exemple, la conquête du sous-continent indien se fait dans le but de libérer les indiens de la barbarie du « despotisme oriental », on essentialise alors leurs modes de gouvernance à des pratiques datées, qui manquent de l'illumination des Lumières de la modernité. Les conquérir, c'est leur amener dans un premier temps un despotisme paternel européen, où ils seront éduqués pour les conduire, quand le temps s'y prêtera, à la libération et à la grandeur. C'est un devoir dont se targue l'Occident que de mener ces peuples, dont on reconnaît qu'ils ont été parfois brillants, et de les mener à une régénérescence. Le caractère coercitif et l'autoritarisme réel de la colonisation passe sous silence face à cette bienveillance revendiquée. Ainsi, on reconnaît aux Chinois la splendeur de leur civilisation, mais on les considère comme stagnants, moribonds :

« les déclarations de Jules Ferry, en 1885, sur le droit des « races supérieures » parce qu'elles auraient le devoir de civiliser les « races inférieures », sont une déclinaison nationale du sentiment de supériorité européen.¹⁰² »

La mission civilisatrice s'imprègne de morale paternaliste et chrétienne. Demeure l'idée l'idée d'effacer la « tyrannie morale » du paganisme ou des rites anciens, de libérer les peuples de l'esclavage des pratiques anciennes par la maîtrise de leur environnement, de leur société, de leur corps, pour la paix finale et le progrès de la civilisation. La convention du 2 juillet 1890 de Bruxelles pour l'abolition de l'esclavage en Afrique témoigne de cette volonté morale, l'Occident opposant ses méthodes face aux sociétés « Orientales », dans un rapport d'altérité qui justifie le sentiment de supériorité morale. Des méthodes que Singaravelou présente comme étant les trois « C » : Christianisme, Commerce, Civilisation¹⁰³.

Cette idéologie du Progrès se partage surtout dans la classe moyenne et la petite bourgeoisie, qui se perçoit comme des croisés de la civilisation. Un imaginaire aux racines chrétiennes, qui se

¹⁰⁰ SINGARAVÉLOU P., *Professer l'Empire, les sciences coloniales en France sous la IIIe République*, Histoire contemporaine, Paris-Sorbonne, 2011, p.14

¹⁰¹ PITTS Jennifer, *Naissance de la bonne conscience coloniale : les libéraux français et britanniques et la question impériale (1770-1870)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008

¹⁰² Op.Cit., *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, p.260

¹⁰³ Ibid, *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, p.263

complète par un paradigme laïc et philosophique, rationalisant, qui voit dans le commerce un élément fondamentalement civilisateur. Des théoriciens économiques comme James Mill estiment d'ailleurs que le libre-échange est l'un de ses principaux moteurs, témoignant ici d'une approche très libérale de la question. Même des penseurs socialistes comme Marx dans les années 1850 sont ambivalents sur la question coloniale. Il critique la brutalité des puissances capitalistes dans cette volonté d'accaparement des marchés Orientaux, comme c'est notamment le cas en Chine ; mais estime pourtant que « ces guerres coloniales font avancer l'histoire en transformant à marche forcée le vieux « mode de production asiatique » ». En effet, l'utopie prolétarienne se construit elle aussi sur la mise à bas de l'ancienne « tyrannie » de l'ordre asiatique, au profit du modèle occidental moderne¹⁰⁴. L'émancipation vient de l'éducation, et celle de la société occidentale est jugée comme plus poussée.

4.2.2. Les sciences et la colonisation, creuset de disciplines nouvelles

Le progrès civilisationnel se construit donc sur des bases morales, et la science moderne est le parfait vecteur, puisque permettant l'émancipation par un contrôle toujours plus grand de l'homme sur son environnement. La *Terra Incognita* est l'occasion de confronter les paradigmes déjà existant, aussi y'a-t-il une grande appétence scientifique dans l'œuvre de colonisation. Les savants et les sciences évoluent au côté des explorateurs, et bientôt, deviennent tout à fait intégrant au processus de colonisation, car ils permettent de mieux saisir ces nouveaux environnements, et de les intégrer. Ces sciences qui émergent de la colonisation sont qualifiées de « sciences coloniales », elles sont définies par Jules Duval en 1864 comme : « [les] sciences de l'exploration, de la conquête, de la pacification », témoignant ainsi d'une représentation de l'imaginaire colonial français, d'un Outre-Mer inconnu et dangereux, peuplé d'hommes étrangers et différents, qu'il faut comprendre si l'on souhaite pouvoir les pacifier. Cette définition est mise à jour en 1895 par Paul Rougier : « Une science utile et pratique, proche de l'économie politique », qui conçoit désormais les aspects pratiques. En effet, la composante inconnue des colonies a en partie disparu dès 1895, la majorité du monde ayant été explorée, omettant quelques territoires en Afrique profonde. La principale qualité des colonies reste désormais celle d'un territoire en développement, dont l'occupation, l'administration et l'exploitation s'émaillent de difficultés techniques. La tâche nécessite du personnel qualifié, des aménagements. On recherche un minimum de rentabilité à l'occupation, une tâche que le personnel technique et commercial s'évertue à remplir. Finalement, la définition d'Arthur Girault en 1913 : « L'avenir appartient aux nations qui sauront le mieux comprendre et appliquer les conditions rationnelles de la colonisation¹⁰⁵ ». Une invective, qui achève de témoigner de la vision que porte désormais les nations européennes sur la constitution de leurs empires coloniaux. Tout à la fois un fardeau par le lent aménagement qu'il nécessite et les moyens qu'il exige, qu'une source de puissance, voire de prestige ; l'Empire colonial est le témoin d'une nation capable, démontrant sa force, et qui s'assure ainsi de sa

¹⁰⁴ MARX Karl, *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, (22 Juillet 1853), *textes sur le colonialisme*, Moscou, Éditions du Progrès, 1977, p.93

¹⁰⁵ Ibid, *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, p.45

place dans le monde. Ce rapport d'interdépendance des sciences avec les colonies va engager un débat dans la dernière décennies du XIXe, sur la question de savoir quelle science devrait prévaloir : les sciences « pratiques », volontaristes et politisée, ou une érudition plus générale qui se qualifie alors de sciences « pures », désintéressée, et simplement orientée dans la production de savoirs destinés à faire progresser le genre humain. Un débat qui gagne en intensité, et s'étend jusqu'à la fin de la IIIe République.

Un exemple de cette intrication des sciences et de la culture impériale : la Géographie. David Livingstone la définit comme la « Science de l'impérialisme par excellence.¹⁰⁶ », puisque Les empires sont avant toutes choses et en essence des constructions géographiques. Les explorateurs et géographes sont les « sages-femmes » de l'impérialisme européen, balisant le terrain pour les conquêtes futures. Edward W. Saïd définit « L'impérialisme [comme] un acte de violence géographique, par lequel la quasi-totalité de l'espace mondial est explorée, cartographiée et finalement annexée. » C'est, comme nous l'avons mentionné, tout un imaginaire de la géographie d'outre-mer qui émerge de l'œuvre des géographes. Représenté certes de façon romantique, victorienne, avec des concepts tels que le « Nouveau Monde » en opposition avec l'ancien, la *terra nullius* ou *incognita*, le « Continent Noir » et le « Cœur des Ténèbres » de Joseph Conrad. Des territoires au nom évocateurs comme la Virginie, littéralement la « terre vierge », etc. C'est là une forme de propagande qu'on peut qualifier de cartographique, la classe des géographes joue en effet un rôle prépondérant dans l'histoire de l'impérialisme, par l'image qu'elle renvoie du monde ultra-marin. Étant les créateurs des cartes, ils se targuent de produire des représentations réalistes, objectives du monde, quand bien même celles-ci disposent d'un caractère éminemment politique. Les *Terra Incognita*, territoires marqués de blanc ou de vide sur les impressions destinées au milieu scolaire et universitaire, servent ainsi à inciter à « combler » les manques.

4.2.3. Un programme politique mondial

L'impérialisme français s'est construit sur un modèle très différent de sa contrepartie britannique. Alors que les anglais essaient des colonies le long des routes commerciales et s'installent aux points stratégiques du globe qui leurs assurent ravitaillement et sécurité militaire, les français dirigent leur énergie vers des zones vides d'intérêts directs, commercial ou militaire. Plus distinctement, ils font preuve à partir de la décennie 1880 d'un volontarisme colonial qui écrase celui des anglais. Une étude comparative des deux empires révèle des différences structurelles sur le processus colonial des deux cultures, et donne des clés sur le volontarisme français. Car la France en effet manque de colons, de marchands d'outre-mer, et d'investisseurs suffisamment investis pour générer une dynamique coloniale à l'instar des Anglais. Le pays est naturellement plus replié sur lui-même, phénomène aggravé par les instabilités internes tout au long du XIXe siècle. Mais, bien que fluctuante, sa volonté d'extension demeure de puissance comparable aux anglais sur le temps, du moins en ce qui concerne le militaire et les représentations culturelles. La mentalité française, en mal face à ses

¹⁰⁶ Ibid, *Professer l'empire*, p.235

voisins d'une identité, d'une morale propre qui donnerai un caractère typiquement « français » à ses entreprises, se dissocie du modèle colonial anglo-saxon. S'il empire ultra-marin il faut construire, alors ce doit être un empire du genre de celui qu'un français bâtirait. Et le colon français, dans l'imaginaire, se caractérise plus par sa vertu civique, celle du soldat, du technicien, du professeur, que le colon anglais, hardi et marchand avant tout. Un imaginaire qui explique les critiques que s'adressent les deux nations à l'égard de leur impérialisme respectif. L'impérialisme français est construit autour de « foyers de rayonnement » et de « centres d'expansions », les pieds-à-terre côtiers constituant des sortes de pas de tir vers des expéditions futures, comme ce fut activement le cas en Afrique, où l'Algérie française chercha activement à constituer son empire par la terre, en s'enfonçant au travers du désert et même au-delà, depuis la côte barbaresque. Cette poussée fut encouragée par le gouvernement Ferry, avec l'étonnant soutien de Bismarck, qui voit là un moyen de détourner l'attention française de l'Alsace-Moselle. Jouant sur les équilibres diplomatique, sachant qu'une intervention anglaise résulterait des menaces entre Allemands et Britanniques, Ferry exploite la brèche qui permet à la France de construire sa main-mise sur l'Afrique Occidentale.

Considérant l'importance politique de l'œuvre coloniale, le gouvernement va progressivement inciter à établir des connaissances académique sur l'espace colonial, connaissance qui permettent un meilleur contrôle du terrain et son aménagement en vue d'exploitation, voire de développement, ainsi qu'une meilleure intégration des ethnies autochtone dans une structure étatique. Les savants jouent ainsi progressivement le rôle de techniciens du processus colonial, position social qui va permettre la reconnaissance au niveau académique de ces sciences nouvelles que sont, en prenant quelques exemples, la géographie, l'anthropologie, la biologie et les sciences naturelles.

4.3. Les acteurs des savoirs coloniaux

4.3.1. Un moment historiographique unique

L'histoire de la colonisation a-t-elle été le seul fait, ou plutôt l'apanage, des savants amateurs, des administrateurs, des diplomates et des militaires ? Voilà la question que pose Pierre Singaravélou dans son ouvrage *Professer l'Empire, Les "sciences coloniales" en France sous la IIIe République*, où il confronte cette vision réductrice des acteurs de la colonisation. Pour lui, la colonisation constitue un « moment historiographique¹⁰⁷ » au-delà de l'évènement, un moment où se construit une nouvelle narration de l'histoire française exportée à l'étranger, et confrontée à un univers et de modes de pensée inédits. Passé sous silence par l'historiographie moderne, l'historiographie coloniale a pourtant été au centre de nombreux enseignements universitaires, de publications et de manuels. Cette historiographie serait, d'après Singaravélou, le fait d'une communauté tout à fait professionnelle d'historiens, et non pas amateurs, à la culture et à la méthodologie similaire de celle de la métropole. Un moment historiographique qui a été jugé au XXe siècle comme médiocre de par son racialisme, son

¹⁰⁷ Ibid, *Professer l'Empire*, p.250

déterminisme. Une critique qui émane surtout des historiens issus des colonies, dont Aimé Césaire résume bien la pensée :

« [les] historiens ou les romanciers de la civilisation [...] leur fausse objectivité, leur chauvinisme, leur racisme sournois, leur vicieuse passion à dénier aux races non-blanches, singulièrement à la race mélanienne, tout mérite, leurs monomanies à monopoliser au profit de leur toute gloire.¹⁰⁸ »

La principale critique qui émane à l'égard des historiens coloniaux est celle d'un européocentrisme très prononcé, qui la place comme acteur principal du récit historique global. C'est pourtant une historiographie qui témoigne d'une grande flexibilité théorique, notamment dans le dégagement de nouveaux champs d'études, mésestimés alors, comme l'histoire orale, comparée, contemporaine, voire de la pluridisciplinarité. La caractéristique principale de cette historiographie vient de la question à laquelle les historiens ont eu à répondre : comment faire l'histoire de peuples qui n'en n'ont pas ? Ils y répondent en partie en la mettant dans la perspective des colonisés, celle des peuples amenés à l'histoire par la modernité des occidentaux. Tâche était donnée ensuite aux ethnologues d'écrire sur la pré-histoire de ces-dits peuples.

Ces historiens universitaires oscillent entre plusieurs rôles : celui de prouver le rôle pionnier des français dans l'histoire de la colonisation, « les pères de la colonisation moderne¹⁰⁹ », celui d'étudier les empires européens au profit du pays, et enfin, de comprendre les peuples indigènes, comme mentionné. Cette histoire est donc pour partie un outil politique. Les savants reçoivent le soutien des administrations locales, et participent à l'élaboration de savoirs sur les sociétés sous tutelle impériale avec l'objectif clair de rendre acceptable la domination étrangère, ainsi que de trouver les moyens de l'appliquer efficacement par des observations rationnelles. Le déploiement des sciences naturelles et humaines, Ethnographie, anthropologie, géographie, se fait dans un but politique. La nécessité pratique de la colonisation participe donc grandement à faire mûrir ces sciences nouvelles, pour qui la colonisation constitue un creuset d'étude, les faisant grandir à la même mesure que l'Empire s'étend¹¹⁰.

4.3.2. Une nébuleuse coloniale impliquée dans les représentations de l'outre-mer

Cette nébuleuse coloniale est donc affaire de plusieurs milliers d'individus épars. Dans sa préface de *Professer l'Empire*, Pierre Singaravélou présente les difficultés méthodologiques de ses dix années de recherches dédiées à dresser l'histoire intellectuelle du colonialisme français. Il y fait référence à la *Comédie Humaine* de Balzac, estimant que la multiplicité des personnages ainsi que leurs retours fréquents et selon des points de vue divers au travers des

¹⁰⁸ CÉSAIRE A., *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 1955, 2004

¹⁰⁹ Ibid, *Professer l'Empire*, p.268

¹¹⁰ Ibid, *Les Empires coloniaux XIXe-XXe siècle*

ouvrages (ou pour l'historien, des sources) est similaire sur bien des aspects à la richesse de la « nébuleuse coloniale ».

a) Des auteurs indépendants et des groupes diffus

Les auteurs et les savants qui produisent les « savoirs coloniaux » ne s'expriment pas immédiatement dans des cadres institutionnels. En effet, les chaires universitaires et les écoles spécialisées comme l'École Coloniale d'Étienne trouve véritablement leur crédibilité universitaire à partir du XXe siècle. Auparavant, la plupart des auteurs sont des indépendants,, des amateurs même, parfois réunis en associations de savants. Il peut s'agir d'administrateurs et de militaires, de médecins et de marchands, voire de prêtres attachés à l'idée coloniale. Leur publications se font par le biais de revues et de presse spécialisée à destination des métropolitains. Ainsi, Les savants coloniaux constituent une frange spécifique des savants de leurs temps. Science marginale, les érudits communiquent-ils entre eux au travers des réseaux officiels des publications scientifiques, ou par l'intermédiaire de revues, dont les affinités s'entretiennent par des correspondances particulières. Le tout forme ainsi une grande « République des Lettres coloniales¹¹¹ ». Ces savants sont de sensibilités politiques très diverses, de conservateurs à libéraux en passant par réformistes.

b) À l'émergence d'organisations et d'institutions

Les réseaux initiaux qui se formalisent réunissent les savants par disciplines, chacun estimant son propre domaine d'études comme prépondérant. Ces réseaux sont alors moins des écoles de pensée que des sphères d'influences gravitant autour d'homme-clefs ou d'institutions, qui orientent ainsi les approches des chercheurs ; ces écoles de pensée ne sont pas étanche, et un regard approfondi nous laisse envisager que de nombreux chercheurs oscillent entre différents groupes constitués¹¹². Comme précisé précédemment, la « nébuleuse » se compose de personnalités et de professions diverses, pour certaines issues du milieu institutionnel. Proche du milieu universitaire de la IIIe République, existe le réseau dit des « pères fondateurs » d'après Singaravélou, qui se réunit régulièrement à l'école de Sciences Politiques pour théoriser sur le fait colonial, et qui se compose de penseurs tels que Émile Boutmy, Paul Leroy-beaulieu, ou Vidal de la Blache. La « nébuleuse libérale », composante de la plus large nébuleuse coloniale, est elle plus difficile à cerner, car très ouverte. Elle communique beaucoup plus par l'intermédiaire de la Presse que par les correspondances de savants ; certains de ses membres sont d'ailleurs journalistes, et échangent par de grandes revues telles que *Le Journal des Débats* ou *l'Économiste français*, participant à étendre le ce champ périphérique de la recherche : « les sociétés savantes, les revues, (les) collections éditoriales et évènements commémoratifs qui diffuse les savoirs [...] auprès d'un public qui dépasse les cercles d'érudits.¹¹³ ».

¹¹¹ Ibid, *Professer l'Empire*, p.128

¹¹² Ibid, p.130

¹¹³ Ibid, p.270

Aussi, c'est tout un ensemble d'organisme qui va émerger dans les deux dernières décennies du XIXe siècle. En 1886 Émile Boutmy crée une chaire de Géographie coloniale à l'école libre des sciences politiques. Théophile Delcassé confirme la création d'une chaire de géographie coloniale à la Sorbonne en 1893, qui échoit à Marcel Dubois. Dès 1900, des chaires de « Géographie coloniale » émergent partout en France. Un cursus spécialisé en géographie économique se développe même dans les écoles supérieures de Commerce¹¹⁴, avec pour objectif de former une élite technique adaptée aux spécificités du monde colonial. Ces cursus spécialisés s'accompagnent d'une presse universitaire, comme les *Annales de Géographie*, créée en 1891 par Vidal de la Blache, maître de conférence à l'École Normale Supérieure, et Marcel Dubois de la Faculté de Lettres de Paris. Elle est la principale revue de la discipline, et témoigne de l'importance prise par cette nouvelle appréciation coloniale de la géographie. S'inspirant des travaux allemands, notamment d'Alexandre de Humboldt (1769-1859) et de Friedrich Von Richthofen (1833-1905), la science géographique se mêle à l'histoire afin de construire une géographie physique et humaine, très adaptée à l'œuvre coloniale. Elle s'approche en ce sens de la très germanique revue *Petermanns Geographische Mitteilungen*¹¹⁵. Ouvertement colonialistes, ces revues défendent « Notre qualité de grande puissance coloniale [qui] nous impose le devoir plus impérieux d'opérer enfin la coalition de tant de bonnes volontés.¹¹⁶ », ces volontés étant justement la pluralité des disciplines et des individus sensibles à la question impériale. L'importance de l'individu dans la nébuleuse coloniale est à ce titre essentielle, et témoigne de l'intrication des acteurs de milieux divers dans la production des savoirs impériaux.

4.3.3. Des personnalités

Les réseaux informels tels que la République des Lettres coloniales sont propres à mettre en avant certaines personnalités influentes, par leur stature sociale ou la puissance de leur réflexion. Charles Jonnart par exemple : député de l'Alliance Démocratique, il a durant sa carrière siégé au conseil d'administration de l'École coloniale, dirigé le Parti Colonial, avant de devenir, entre 1903 et 1911, gouverneur d'Algérie. C'est un mécène fidèle du *Journal et Débats*, très attaché au discours impérial. Il fait parti, avec d'autres, comme André Siegfried (1875-1959), historien, géographe et sociologue, sont de cette frange de bourgeois préoccupés du sort de l'Empire. Deux de ces personnalités ont particulièrement participé à la constitution d'une doctrine coloniale nationale : ce sont Théophile P. Delcassé, ministre des Colonies, et Eugène Étienne, chef du « Parti colonial », une alliance parlementaire pro-coloniale que nous allons présenter sous peu. Oublié de l'historiographie du XXe siècle, il reparaissent à l'occasion du travail de certaines biographies comme celle de Charles Zorbigbibe sortie en 2002 et intitulé *Delcassé, le grand ministre des affaires étrangères de la IIIe République*¹¹⁷. Ces biographies permettent de concevoir l'œuvre coloniale en dehors des théories structuralistes, de

¹¹⁴ Ibid, p.243

¹¹⁵ « *Les communications géographiques de Petermann* »

¹¹⁶ *Annales de Géographie* oct. 1891

¹¹⁷ ZORBIBE Charles, *Delcassé, le grand ministre des Affaires Étrangères de la IIIe République*, ed. Olbia, Paris, 2002

s'approcher de ses acteurs et de leur mentalité, de leurs enjeux. S'approche au plus près de leur histoire et les connaît tels des amis, selon la formule d'Henri-I. Marrou « entre l'historien et son objet c'est une amitié qui doit se nouer, si l'historien veut comprendre [...]»¹¹⁸ »

Théophile Pierre Delcassé, né en 1852 en Ariège. Il est un ardent disciple de Gambetta et un patriote romantique, chose suggérée par son épitaphe « *Pour la France, tout, et toujours.* ». Issu du journalisme où il a travaillé à *La République française* et au *Paris*, où il se démarque par ses compétences en matière de politique étrangère. En tant que critique de la politique anglaise notamment, ce qui lui vaut une certaine réputation d'anglophobe, ce qui lui vaut des inimitiés des libéraux :

« Je suis certainement un ami sincère et éclairé des anglais, mais pas jusqu'au point de leur sacrifier les intérêts de la France... vous pouvez être certains que les Anglais, en bon politiciens qu'ils sont, n'estimeront que des alliés qui savent se faire respecter et qui prennent leurs propres intérêts à cœur.¹¹⁹ ».

Nommé au Sous-secrétariat aux affaires Coloniales en 1893, c'est par sa détermination qu'il parvient à l'élever au rang de ministre plein et entier, dont il occupe la direction en 1894-95. Son empressement à lutter contre l'ingérence britannique au Nil et au Siam lui donne cette image de farouche opposant à l'impérialisme anglais (qui ne sera nommé ainsi qu'à partir de 1898), ce qui lui attire les faveurs des dirigeants du Parti Colonial, Eugène Étienne entre-autre. Il cherche en permanence à ménager sa volonté d'Entente franco-anglaise, désirée par Gambetta, et sa pugnacité face au programme mondial anglais et allemand (*Weltpolitik*). Une période de vide politique entre 1894-98 lui permet de fortifier ses liens avec le Parti Colonial et de réfléchir à une doctrine efficace pour l'Empire colonial français, qu'il révèle par un plan d'équilibre lorsqu'il revient à la tête du ministère. D'une main, il cherche à consolider la position continentale du pays par la formation d'un réseau d'alliance apte à contrer la domination du kaiser, chose facilitée par le retrait de Bismarck dès 1890. De l'autre main il poursuit l'expansion, particulièrement au Nord de l'Afrique. Une posture mixte, dont il espère qu'elle satisfasse l'ensemble des partis, puisque qu'elle fait prévaloir l'intérêt national avant tout. La crise de Fachoda en 1895 constitue sa première apparition aux yeux du public, d'une manière fort peu glorieuse ceci-dit, les titres de presse s'attardant sur les difficultés de la crise, et négligeant son travail depuis plusieurs années au sein du Ministère. Fachoda s'avère être finalement une catastrophe diplomatique pour la France et son prestige, mais n'entache surprenamment pas la carrière de Delcassé, qui contribue à réévaluer la stratégie diplomatique nationale, toujours dans l'esprit de ménager les anglais, mais en maintenant une image de puissance. Indépendamment de la scène publique, Delcassé s'attire les faveurs du Quai d'Orsay et de son corps diplomatique - dont nombre de haut-fonctionnaire son proches du Parti Colonial - qui respecte son sérieux dans la gestion internationale. Il négocie en effet en quelques années la fin des hostilités entre l'Espagne et les États-Unis dans la guerre de 1898, il

¹¹⁸ MARROU Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Éditions Seuil, Paris, 1975

¹¹⁹ *Journal Officiel*, (Chambre), 7 Novembre 1890

établi des accords commerciaux qui rapproche l'Italie de la zone d'influence française, et enfin il parvient à conserver le protectorat religieux dans l'Empire Ottoman contre les pressions allemandes. Son programme colonial évolue en effet autour de la Méditerranée :

« La vision impériale qui dominait le développement de sa politique étrangère était celle d'une Grande France (« greater France ») construire autour des rivages de la Méditerranée, avec un arrière-pays s'étendant vers le Sud jusqu'au Congo. Cette vision qu'il partageait dans le détail avec ses collaborateurs ont fait d'eux de parfaits paranoïaques, parfois pathologiques, des actions des autres grandes puissances dans cette région.¹²⁰ »

Eugène Étienne¹²¹ (1844-1921) enfin, que nous avons mentionné à plusieurs reprises, est un homme politique français. D'origines pied-noir, il est naturellement très proche des considérations coloniales, et dédie sa carrière politique à défendre les intérêts de l'Algérie française auprès de la chambre des députés, où il est élu sans discontinuer pendant 38 ans, entre 1881 et 1919. Il est le fondateur avec Auguste d'Arenberg du Parti Colonial, et un ami proche de Delcassé, dont il partage le projet gambettiste¹²². Il devient sous-secrétaire d'État aux Colonies de 1889 à 1892, et est également un journaliste influent, ainsi qu'un animateur infatigable lors de rencontres de sympathisants. Étienne est un militant déterminé du projet colonial français, qu'il personnifie presque à lui seul. Il crée l'École Coloniale en 1889, conçue pour former les administrateurs civils nécessaires au projet Algérien, après la cessation de son administration militaire vers un gouvernement civil. L'historien Pierre Aubry¹²³ insiste sur l'importance allouée à la dimension culturelle et sociale des enseignements prodigués, mettant en avant le respect des cultures indigènes, la sincère volonté de promouvoir l'éducation générale, ainsi que la mise en place d'un projet de santé publique. Il est également responsable du développement de cursus « coloniaux » dans de nombreux domaines de l'administration civile, comme le commerce ou la technique, qu'il met en place afin de rationaliser les aménagements par toute une génération d'administrateurs formés aux impératifs coloniaux. D'autre part il milite pour la formalisation d'un ministère autonome dédiée aux colonies, pas un simple sous-secrétariat, limité dans ses prérogatives. Son influence auprès des institutions universitaires permet l'émergence de chaires de recherche à vocation pratique, comme la géographie et le commerce. Par ces différentes actions, mais également par la publication régulière de revues spécialisées comme le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, il représente tout à fait ces individus à l'influence considérable de la « nébuleuse coloniale » ; un

¹²⁰ « *The imperial vision which was to dominate the development of his foreign policy was of a Greater France built around the shores of Mediterranean, with an african hinterland stretching southward to the Congo. The single-mindedness with which he and some of his collaborators pursued this vision made them acutely, sometimes pathologically, suspicious of the Mediterranean ambitions of other powers.* », traduction personnelle, Andrew C., *Théophile Delcassé and the Making of the Entente Cordiale*, Londres, 1968, p. 86-87

¹²¹ Op.Cit, SINGARAVÉLOU P., *Professer l'Empire*, p.37

¹²² Rappelons que Gambetta envisageait de troquer autant de colonies que nécessaire pour récupérer l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

¹²³ AUBRY Pierre, *La colonisation et les colonies*, Octave Doin & Fils, Paris, 1909

aspect nébuleux entretenu par la pluralité des domaines où s'exerce la pensée coloniale, entre politique, diplomatie, presse, et milieu universitaire.

4.3.4. Le parti colonial : vers une définition de la doctrine coloniale française

Le Parti Colonial, que nous avons mentionné à plusieurs reprises, n'en est en effet pas vraiment un dans le sens politique traditionnel qu'entend le terme de « parti ». Il ne possède pas de comité exécutif, n'est pas organisé par sections. Il ne possède pas de programme, pas de plateforme électorale. Il est un terme employé pour désigner un regroupement d'individus aux sensibilités politiques diverses¹²⁴, mais qui se reconnaissent dans leur investissement dans le programme colonial français. Ses individus, issus de différentes classes sociales et de domaines, s'intègre à la ce volontarisme colonial avec un degré variable de connaissances réelles sur la question, le tout étant bercé d'un certain romantisme.¹²⁵ Ce parti naît de la volonté de colonialistes convaincus et charismatique, tel Eugène Étienne ; ses fondations idéologiques s'étant construite sur les organismes l'ayant précédé, en l'occurrence le BCAF (*Bulletin du Comité de l'Afrique de l'Ouest*) qui, pour rappel, s'employait à créer « excellent instrument de propagande et de vulgarisation [qui vise à] établir un lien entre tous les Français qui s'intéressent aux entreprises africaines.¹²⁶ »

« L'Académie [coloniale] se situe au cœur de la République des lettres coloniales, elle réunit les têtes de pont des différents réseaux coloniaux. Les savants coloniaux ont su utiliser tout les nouveaux outils intellectuels disponibles (associations, institut de recherche, éditions, revues, académie) pour servir au mieux leur carrière professionnelle et l'œuvre coloniale française.¹²⁷ »

La géographie multiscalaire de la « France coloniale », en envisageant les métropoles régionales, les organismes nationaux et les institutions créées dans les colonies, renouvelle notre appréhension du « parti colonial ». En dépit d'un faible nombre de militants, la nébuleuse coloniale fait preuve d'un grand dynamisme, notamment dans le champ intellectuel [...] (qui) résulte de l'implication des savants coloniaux, qui bien souvent font le lien entre les différents groupes sociaux (administrateurs, universitaires, représentants des milieux politiques et économiques) et les différents espaces (local, national, impérial). (En maintenant ce lien) ils remplissent tant bien que mal une fonction fondamentale : par leur actions et leurs travaux, ils accèdent la réalité de l'Empire.

a) un groupe de pression

Le parti colonial joue un rôle central dans la communication entre savants, étendant son influence dans les milieux aussi divers que l'enseignement, l'industrie et la politique, tant

¹²⁴ Op. Cit., *L'idée colonial de 1871 à 1962*, p.111

¹²⁵ Op.Cit., L'ESPÉRANCE A., p.31

¹²⁶ *Annuaire des sociétés savantes, Comité de l'Afrique Française*, CTHS Comité des travaux historiques et scientifiques, École nationale des Chartes, consulté le 28/05/2022, <http://cths.fr/an/societe.php?id=100302>

¹²⁷ Op.Cit., SINGARAVÉLOU P., *Professer l'Empire*, p.181

en métropole que dans les colonies. Il y fait acte d'un militantisme assumé et revendiqué¹²⁸. La désignation de « parti » est issue de la littérature politique, et désigne moins une structure institutionnelle qu'un réseau de sympathie à la cause coloniale. Ce parti fondé en 1892 est pendant longtemps le seul à réunir des représentants parlementaire de cette mouvance, et est porté par Étienne, dont le charisme que nous avons déjà mentionné à sûrement aidé à promouvoir la cause coloniale. Le parti, parfois noté également « Groupe Colonial » dans l'historiographie, regroupe des parlementaires issus de la classe fonctionnaire et diplomatique, des Républicains de gauche et quelques radicaux, ainsi que des révisionnistes boulangistes ; une pluralité politique assez impressionnante. Vidal de la Blache, Levasseur, tous intègrent à un instant donné les différents parti coloniaux qui émergent durant la décennies 1890, le plus puissant d'entre-eux étant l'Union coloniale française. Ces parti entretiennent le processus de définition d'une doctrine impérialiste¹²⁹. André l'Espérance dans sa thèse dénote la régularité avec laquelle le message colonial s'exprime en France malgré les troubles politiques. En effet, les alors que les partis traditionnelles s'échinent dans les jeux de pouvoir parlementaire, la réalité effective de l'autorité sur la question coloniale tient dans les mains que de quelques hommes siégeant aux Secrétariats des Colonies, comme Théophile Delcassé, qui parvient à s'y maintenir pendant cinq gouvernements successifs entre 1898 et 1905 ; et le Ministère des Affaires Étrangères, dont les responsables sont tous des sympathisant du parti Colonial. Des hommes qui arrivent à formuler leur vision d'un impérialisme français, favorisé par le faible intérêt par les politiciens de l'Assemblée sur ces ministères nouveaux, d'autres tels que celui de la Finance ou la Marine focalisant bien plus l'attention. Ce sont les crises diplomatiques qui ramènent le plus souvent dans le débat public la question de la gestion coloniale, comme lors de la crise marocaine de 1905, dans un contexte général de regain de l'antagonisme franco-allemand. Car en effet, généralement, les parlementaires acquis à la cause coloniale préfère éviter que les débats aient un trop fort écho public, ils craignent que les partisans du continentalisme les accuse de collusion avec des puissances étrangères, qu'ils ourdiraient de vider la France de sa force nécessaire au regain de l'Alsace-Lorraine.

b) Impliqué dans les antagonismes politique de l'Assemblée nationale

Il existe une division fondamentale dans la société politique française dans le demi-siècle qui sépare la défaite de Sedan et la victoire lors de la première Guerre mondiale. Cette division concerne la politique a adopter pour pouvoir négocier avec le Reich allemand une réintégration de l'Alsace-Lorraine dans le domaine national. L'affaire est très sensible auprès de l'opinion publique, aucun politicien ne peut envisager d'évoquer l'abandon de l'Alsace sans mettre certainement un terme à sa carrière. Il faut trouver le moyen de récupérer le territoire, par le troc ou la vengeance militaire. Ces deux visions se formalise en deux blocs : les continentalistes et les colonialistes, les continentalistes considérant l'œuvre coloniale comme une exsanguination de la force vive nationale vers des friches sans intérêts, et les colonialistes

¹²⁸ Ibid, p.168

¹²⁹ Ibid, p.119

la considérant comme étant de la nécessité vitale pour une puissance globale comme la France. Le point de vue des continentalistes est partagé par les membres du ministère des Affaires Étrangères, alors que les colonialistes par ceux des Affaires Coloniales. André l'Espérance interprète le comportement français comme étant celui de la troisième puissance mondiale cherchant les moyens de tenir la cadence avec les deux premières, en s'inspirant à la fois du modèle du Reich continentaliste, avec une forte diplomatie européocentrée et une armée très puissante ; ainsi que de l'Empire britannique colonialiste, avec une diplomatie extra-européenne et supportée par une flotte puissante. Aucun positionnement définitif sur la question n'est décidé durant cette période, bien que la position colonialiste ait pris l'avantage à l'arrivée de Delcassé, éminent membre du parti colonial et proche d'Eugène Étienne son fondateur. Il parvient en effet à s'allier l'attrait de certains maréchaux français, pour qui les possibilités d'avancement de carrière sont plus rapides en colonies, en permettant d'accumuler une plus grande expérience du réel qu'en restant enfermé en garnison sur le territoire national. À ce titre, la Marine est entièrement acquise à la cause coloniale. Cette dernière est également motivée par la tradition pluri-séculaire de rivalité navale avec l'Angleterre. Coloniser activement, c'est concurrencer sur les flots l'ennemi héréditaire, on comprend dès lors plus aisément l'engouement que suscite l'aventure coloniale auprès des marins.

Politiquement, la plupart des membres du Parti Colonial sont des Centristes, ils passent de 91 membres en 1892 à plus de 200 en 1902, ce qui représente un tiers de la Chambre au total. Le mouvement convainc même les socialistes, pourtant opposé à la domination militaro-économique, mais qui sont séduits par l'aspect « civilisateur ». Ce qui fait, au demeurant, du Parti colonial, un groupe de pression considérable au sein de l'assemblée parlementaire et de la presse populaire et spécialisée. Leur perspectives sont fondatrices dans la trajectoire politique qu'a pris la France à cette époque. Il sont également responsables pour partie des représentations quand à l'empire colonial français, aux mentalités et au discours légitimant qui se développe, notamment au travers de l'enseignement¹³⁰.

Étude de cas

S'interroger sur la genèse de la notion d'impérialisme en France, dans cette riche période transitoire entre le XIXe et le XXe siècle, consiste donc à considérer plusieurs facteurs essentiels pour comprendre l'évolution de la pensée des hommes d'alors. Premièrement, que les représentations sont profondément liées à un milieu et à un climat de société, ici la France de la troisième république, instable politiquement par de multiples crises nationales, et inquiète

¹³⁰ LAVISSE Ernest, *Histoire de France, cours élémentaire*, 1913 :

« En l'année 1830, le roi Charles X envoya des vaisseaux attaquer la ville d'Alger, parce que les Algériens faisaient beaucoup de tort à notre commerce en arrêtant et pillant nos navires. La ville fut prise. Ensuite il fallut conquérir l'Algérie »

de sa place et de sa sécurité face à des puissances rivales voisines, potentiellement belliqueuse, et qui semble les écraser par le prestige et la croissance. Ce climat, nous allons le décrire, et observer les réactions de ses contemporains face à des questions de politique extérieure.

Pour évoquer ces représentations, nous allons soumettre à l'étude quelques uns de ces penseurs. Puisqu'il s'agit d'un corpus documentaire issu d'une génération de penseurs indépendants, nous ne prétendons pas dresser ici un portrait exhaustif de ces savants, une tâche rendue complexe en effet par la masse documentaire à analyser, et par l'absence d'organisation dans la publication. Aussi, nous intéresserons-nous à quelques figures emblématiques, pointure de leur domaine, qui nous permettront de mieux saisir la connaissance que se fait l'homme français érudit de l'empire britannique, de son peuple, et se fonctionnement. Enfin, nous évaluerons ces représentations dans le cadre d'une histoire culturelle de l'impérialisme, ou comment, en quelques années à peine, le terme a évolué pour englober tout un nouvel ensemble de représentations et d'usages totalement inédits dans la littérature française.

1 Des nations en tensions : bellicisme, impérialisme et opinions

1.1. La nation française à la recherche d'un équilibre

1.1.1. Une nation humiliée, mais qui avance

La troisième république française manifeste tout a long de son existence un profond déséquilibre. Meurtrie dès sa naissance par la défaite de la guerre contre la Prusse de 1871, qui voit naître dans les murs de Versailles l'alliance tant redoutée des États allemands, elle demeure profondément imprégnée d'un sentiment de revanche tout a long de son histoire, et qui focalise une partie de son attention sur l'Alsace-Moselle. Belliqueuse dès la fin de la guerre de 1871, c'est la solidité du réseau d'alliance bismarckien qui modère ses velléités. La dernière décennie du XIXe siècle est dominée par le parti des Républicains modérés. L'extrême revanchisme de la première heure s'est atténué, la défaite de Sedan ayant discrédité les extrêmes ailes gauche républicaine, ainsi que les Bonapartistes ; la Droite est divisée par la scission des forces légitimistes, qui ne sont pas parvenu à un compromis. En 1879 Les républicains se séparent entre les opportunistes conservateurs dirigés par Gambetta et Ferry, et les réformistes radicaux, dirigés par Clémenceau, Floquet, etc. Les Opportunistes, malgré l'opposition sévère des autres groupes politiques, se lancent dans des aventures impérialistes dans l'outre-mer, pour la plupart couronnées de succès, en particulier sous la période Ferry de à partir de la décennie 1880. Ils perdent le pouvoir dès 1889 par d'autres républicains, mais l'expansion initiée continue sur sa lancée. Les Républicains radicaux n'auront dès lors de cesse de s'attaquer aux autres partis par une variété de méthodes afin de récupérer le pouvoir, ce qui les détournent de la question coloniale, laissant la chose aux diplomates et à certaines

figures de confiance, comme Théophile Delcassé, proche du parti Colonial. A cet égard, la politique coloniale française équivaut celle des autres puissances colonisatrices européennes : elle est laissée à l'initiative de ministères dédiés, qui tant qu'ils n'empiètent pas sur le budget, la diplomatie ou le commerce, conserve une grande autonomie.

1.1.2. Les relations franco-anglaise, entre apaisement et tensions permanente

1.2. La crise de Fachoda

La naissance des premiers commentaires critiques sur le phénomène impérial naissent de l'opposition croissante entre les nations européennes sur les questions coloniales. Les puissances colonisatrices se sont en effet lancées dans une course aux colonies afin de sécuriser leur place dans le jeu géopolitique mondial, un enjeu qui se formalise avec le traité de Berlin de 1885, qui entérine les possessions africaines des puissances coloniales et régleme les conditions d'acquisition de nouvelles terres. La principale avancée de ce traité est de permettre la constitution d'un cadre juridique entre les puissances coloniales, qui devait sur le papier permettre d'éviter l'émergence de conflits ; nous allons voir que cette volonté d'apaisement diplomatique ne va pas se manifester de manière idéale.

1.2.1. Un imbroglio diplomatique...

En 1898, une rencontre isolée sur les bords du Nil dans la région du Soudan va brutalement crispier les relations franco-anglaise. L'enjeu : la domination d'un petit avant-poste soudanais, d'une importance effective minime, mais qui catalyse pourtant les projets africains des deux puissances européennes. Bernard Lugan résume très succinctement la crise de la façon suivante :

« La crise de Fachoda, qui eu pour résultat l'élimination de la France dans la région du haut-Nil, fut ressentie comme une humiliation nationale. L'on passa même de peu d'un conflit. Le 10 Juillet 1898 le capitaine MARCHAND, de l'expédition Congo-Nil, arrive à Fachoda - aujourd'hui Kodok - coupant ainsi l'axe de pénétration britannique vers le Sud. Le 26 Septembre, le général anglais Kitchener, le vainqueur des Mahdistes du Soudan, prend position autour du fortin français et exige le retrait de MARCHAND et de ses hommes. Le 4 Novembre, Fachoda est évacuée. La France à cédé devant les exigences britanniques. Le gouvernement n'a pas voulu faire la guerre pour ce petit poste du Haut-Nil. Désormais, la France renoncera à disputer à la Grande-Bretagne la souveraineté de la région. Le 21 Mars 1899, Paris et Londres signent une convention mettant un terme à leur rivalité impériale dans la zone¹³¹ »

Cette crise diplomatique se place dans la continuité des soucis qu'à rencontré la France en Égypte, et qui préoccupe le Quai d'Orsay depuis au moins 1882 : organisé en condominium

¹³¹ LUGAN Bernard, *La guerre des Boërs 1899-1902*, éditions Perrin, Paris, 1998, p.245

franco-britannique qui entretient sur place le gouvernement d'un Khédivé - garant de la stabilité nationale et surtout protecteur des intérêts relatifs au canal de Suez - elle fait face à un soulèvement nationaliste, que les britanniques matent, avant d'occuper militairement le pays, le tout dans une légalité douteuse. Ayant perdu pied à terre dans cette région stratégique, le gouvernement français décide de compenser ces pertes, et l'opportunité offerte dans le Soudan évacué par les Égyptiens permettrait de menacer les ambitions Anglaise dans leur projet « du Cap au Caire », de relier en un territoire colonial uni le Nord et le Sud de l'Afrique (tout en faisant peser une menace supplémentaire par un contrôle de l'amont du Nil, et donc de ses eaux, un fort levier diplomatique) ; le Soudan permettrait également de lier les possessions françaises africaines de l'Afrique de l'Ouest Française jusqu'à Djibouti. Le commandant Marchand est dépêché depuis l'Ouest africain pour établir cet avant-poste au Soudan, il l'atteint en Juillet 1898 après deux ans d'expédition, qui fut surprenamment presque oubliée par les politiciens, tant les luttes à l'Assemblée focalisaient les esprits. Quand Marchand arrive à Fachoda, les conditions diplomatiques ont changées, car les français ont perdu le soutien qu'offrait les Allemands à leurs projets coloniaux. Isolée, la France se retrouve esseulée face à l'Angleterre et à Kitchener, qui a depuis remonté le Nil pour atteindre également Fachoda le 25 Septembre de la même année.

1.2.2. ... qui amène à des troubles nationaux

Les journaux se font les principaux émetteurs de l'opinion populaire, haranguant les foules selon les besoins de leur ligne politique, ou pour satisfaire la sensibilité de leur lectorat. On peut constater à cet endroit que la presse d'avant 1890 est relativement tolérante face à la politique anglaise à l'Outre-mer, pour plusieurs raisons, lesquelles étant qu'à cet instant, le véritable ennemi est allemand, et qu'également, l'Angleterre n'a jamais manifestée d'actes directs contre les intérêts français, rien que la presse n'ait relayé en masse tout du moins. Mais l'éclatement de la crise de Fachoda inverse cette tendance. Elle se fait le principal relai de la crise auprès des publics français, dépassant le cadre d'un registre spécialisé pour devenir un fait national. Elle explique, contextualise, et enfin statue sur les enjeux, modelant la conscience nationale de l'évènement bien au-delà du monde diplomatique. Elle se fait le terrain des discussions sur les attitudes à adopter pour permettre au pays de se sortir sans encombres, et sans entacher à la fois son prestige international et son honneur. Des titres conservateurs comme Le Soleil ou Le Gaulois ainsi que la frange des titres influents et modérés comme Le Matin, le Temps ou Le Figaro, adoptent dans un premier temps une posture conciliante afin d'éviter l'échauffement de l'opinion. Mais avec le temps, le refus anglais d'ouvrir des négociations et d'imposer le retrait inconditionnel de Marchand braque l'opinion publique, qui estime ces actes intolérables, même auprès des plus modérés ou anglophiles. Le titre conservateur La Croix écrit dans ses colonnes du 12 Octobre 1898 :

Nos chers voisins d'Angleterre nous sachant mal pris avec Dreyfus, la grève, la Chambre et le ministère, en profitent pour se donner, à propos de de Fachoda, une attitude absolument impertinente. « Souple avec les forts, arrogant vis-à-vis

des faibles : honni soit qui mal y pense. » C'est la devise fructueuse que le protestantisme a acclimaté en Angleterre. Or nous sommes faibles en ce moment de crise. Donc, l'Angleterre, après avoir [...] envahi la riche Égypte, en promettant de ne pas y toucher, nous traite en ce moment de brigands pour avoir occupé Fachoda qui n'appartenait à personne. [...] Si on laisse l'Égypte aux mains de l'Angleterre, il faut que nous lui cédions aussi Bourbon, Madagascar, Pondichéry, la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin et notre part éventuelle de la Chine, en un mot l'empire du monde. A quoi bon armer, défendre, orner avec des canaux, des chemins de fer, des palais les colonies qui, en cas de différend, tomberaient sans combat, comme des fruits mûrs au panier de l'Angleterre ?¹³² »

On estime l'expédition de Kitchener au Soudan tout autant légitime que celle du commandant français, dans ces conditions il serait naturel de négocier entre puissance civilisées, or les britanniques semble ici manquer de volonté face à ce qui est considéré comme une ouverture française, une bonne foi. Le Temps, journal réputé, évoque la crise au plus proche à la lueur des rapports directement obtenus de la main de Marchand et de Kitchener¹³³, mais abandonne finalement son flegme à mesure que s'envenime le climat national, « Nous resterons à Fachoda ! » s'écrit-on par ailleurs dans Le Temps du 27 Oct. 1898. Des journaux tels que La Dépêche coloniale - titre d'opinion détenu par des membres du Parti colonial - exhorte le gouvernement à déclarer la guerre plutôt que se laisser humilier de la sorte. On réclame au gouvernement qu'à l'avenir, la décision des campagnes coloniales se doit d'être votées par la Chambre, plutôt qu'être à la seule initiative du ministère dirigé par Delcassé.

L'affaire Fachoda se mélange aux tensions de l'affaire Dreyfus, notamment dans la presse conservatrice : on y glorifie Marchand, héros noble et vertueux, et on supporte son aventure comme une légitime étape des aspirations impérialistes françaises. Le Gaulois, L'autorité et la Libre parole en profite pour lancer une critique aux Dreyfusard, qu'elle désigne comme des agitateurs qui mettent en danger les intérêts nationaux par leurs activités « non-patriotiques »¹³⁴. Juliette Adam, écrivaine républicaine française, écrit dans La Nouvelle Revue à propos de cette dissonance menaçante pour le pays, et appelle à la réconciliation au travers de symbole commun, ici le prestige colonial :

« Pour retrouver notre équilibre, il faudrait que l'âme de la France s'élançât tout entière vers ce héros, qui [...] s'en est allé [...] planter nos couleurs à Fachoda. Le commandant Marchand est l'expression complète de notre race ; il est notre porte-drapeau.¹³⁵ ».

¹³² *La Croix*, 12 Octobre 1898

¹³³ *Le Temps*, 26 Octobre 1898, p.2

¹³⁴ Op.Cit, DE L'ESPÉRANCE André, p.103

¹³⁵ ADAM Juliette, *La nouvelle Revue ; Lettres sur la politique extérieure*, vol. 114, p.718, 8 Octobre 1898

1.2.3. Qui instaure un profond ressentiment à l'égard des britanniques

Le président Faure, estimant que la diplomatie française avait ici dépassée ses ressources, assume la responsabilité du geste, et ordonne à Marchand une retraite inconditionnelle le 3 Novembre. Les conservateurs accusent le gouvernement de lâcheté, de trahison. Dès qu'il devient évident que la situation ne pourra pas s'améliorer, la presse de masse commence à aménager l'opinion pour que la retraite de Fachoda ne dégénère pas dans la population. Les réactions anglo-saxonne sont également étudiée et intégrée dans le discours français, qui supporte mal que son adversaire jubile de l'échec de Fachoda. Le Journal des débats politiques et littéraire témoigne :

« Les journaux anglais commentent naturellement avec une grande satisfaction la nouvelle donnée hier soir [...]. Il est vrai que, pour la plupart, elle n'est pas une raison de se départir de leur attitude cassante et agressive [...]. Mais nos confrères anglais se trompent s'ils croient que l'abandon de Fachoda indique qu'on puisse liquider à notre détriment toutes les questions qui se posent entre la France et l'Angleterre [...]. Le ton général de la presse française, ce matin en commentant notre retraite de Fachoda, est celui de la résignation devant un fait accompli et depuis longtemps prévu. Il s'y mêle cette impression très nette [...] à savoir que, si nous cédon à l'Angleterre, cette fois encore, les relations entre les deux pays en demeureront pour longtemps beaucoup plus raides que par le passé.¹³⁶ »

La crise provoque un fort sentiment anti-britannique, qui s'adjoint quelques mois plus tard avec le choc de la guerre des Boërs. On constate un surprenant rapprochement avec les Allemands, et des sérieuses tentatives de mettre en place une coalition continentale contre les Îles sont envisagées, même au plus haut échelon diplomatique.

L'opinion publique elle se contente de faire mûrir un puissant ressentiment,, comme le témoigne cet article du Petit Journal :

« À la veille du XXe siècle au lendemain du congrès de la Haye, ce sera un lugubre démenti au promesse de progrès, à l'adoucissement prétendu des mœurs internationales, que la fin tragique d'un petit peuple qui n'a pas plié devant l'omnipotence de l'empire britannique et qui aura préféré la mort violente à l'humiliation du joug étranger ! ... En supprimant ce foyer de résistance opiniâtre, l'intolérable tyrannie des Anglo-saxons commettra un crime de plus sous les yeux des nations impunément bravées. ».

Ainsi chamboulée, l'opinion nationale conserve un profond ressentiment à l'égard de la nation anglaise, orienté vers l'arrogance anglais et progressivement, vers son bellicisme et sa volonté de conquête insatiable, une première étape vers l'intégration de l'idée d'impérialisme

¹³⁶ *Le Journal des débats politiques et littéraires*, 6 Novembre 1898

moderne. On méprise son manque de considération répété à l'égard des traités, son arrogance quand aux projets coloniaux des nations voisines, pourtant considéré comme légitimes. Blessée une nouvelle fois dans son orgueil, la population française se sent lésée, un sentiment qu'elle ne tardera pas à extérioriser dès l'année suivante, en 1899, avec le début d'un conflit qui pourtant ne la concerne pas directement.

1.3. La seconde guerre Boërs

La guerre des Boërs a été le plus flagrant catalyseur de cette opposition entre l'Angleterre et le reste de l'Europe. Le conflit éclate en Afrique du Sud entre les anciens colons néerlandais que l'on nomme Boërs (terme Afrikaans signifiant « paysan » ou « fermier ») implantés depuis le XVIIe siècle, et la Couronne britannique, qui pris possession de la colonie du Cap en 1815. Les Boërs constituent une classe agricole et pastorale, qui s'est installée en marge des zones urbaines du Cap, dans les territoires immenses de l'Afrique australe, où ils ont constitués deux républiques indépendantes du pouvoir britannique voisin. Les Boërs se construisent progressivement une conscience de groupe par opposition au nouveaux colons britanniques, à tel points que certains d'entre-eux, réticents au contrôle anglais, émigrent au cours du XIXe siècle vers les terres en friche du Nord-Est (dans un évènements que l'on appelle le *Grand Trek*¹³⁷), et ce avec l'accord des gouverneurs britanniques, qui voient là l'occasion de se débarrasser d'éléments récalcitrant à la société du Cap. C'est à cet instant que les nouvelles républiques Boërs d'Orange et du Transvaal sont établies, et que la paix se formalise pendant quelques années par les accords de *Sand River*, en 1852. Mais la découverte de filons massifs de diamants, puis d'or en 1886 change la donne, les petites républiques se développent rapidement, attirant en quelques décennies toujours plus de colons étrangers venus exploiter les mines (les *Uitlanders*, « étrangers » en afrikaans), décalant progressivement le moyeu du développement économique de l'Afrique australe hors du contrôle des britanniques. Les britanniques tentent dès lors de rattacher les républiques à sa colonies principale, diplomatiquement, mais il se heurtent à la farouche volonté d'indépendance Boërs. Deux campagnes militaires seront menée par les Britanniques, en 1880 et en 1898, cette dernière étant la plus connue et médiatisé des deux conflits. Le *cassus-belli* invoqué par les britanniques, à savoir la défense des colons étrangers au Transvaal, méprisés par les Boërs, est très léger. L'opinion publique anglaise se range du côté du conflit, une intense campagne de « propagande¹³⁸ » présente les Boers comme des esclavagistes arriérés et cruels.

1.3.1. *Imperialism* et réaction européennes

a) Réactions continentales

L'opinion continentale elle, va se braquer contre ce conflit. Ce sont dans un premier temps les socialistes et les libéraux qui dénonce la campagne, choqués qu'un conflit colonial puisse avoir lieu entre des populations d'origines européennes :

¹³⁷ Ibid, p.35

¹³⁸ Op. Cit, LUGAN B., *La guerre des Boërs*, p.237-238

« On conteste à l'Angleterre le droit de porter le flambeau de la civilisation. [...] ce n'est pas tant le fait d'une conquête coloniale qui gêne, c'est que cette conquête se fait à l'encontre d'un peuple de race blanche, d'origine européenne, et qui [...] met la communauté chrétienne d'Afrique en danger¹³⁹ ».

A terme, une large part de l'opinion publique s'insurge contre le conflit. Informés par la voie de la presse, il y découvrent le traitement réservé aux Boërs capturés, les camps de « concentration », où femmes et enfants des combattants Boërs, pour la plupart paysans, sont abandonnés sans ravitaillement par négligence, et meurt de faim. La photographie de Lizzie van Zyl, petite fille en malnutrition mortelle, sera largement diffusée, contribuant à choquer l'opinion. Les camps d'internements britannique causent plus plus de vingt-six mille morts durant le conflit, comme mentionné précédemment, surtout des femmes et des enfants. L'image de l'Anglais, fleuron du monde civilisé, devient alors tout à fait celle d'un horrible animal assoiffé de sang, sans mesure face à un ennemi somme toute honorable¹⁴⁰, et dont l'Impérialisme serait l'épée. Un impérialisme partisan, du fait de la politique de Joseph Chamberlain.

Bien que nombreuses initiatives privées émergent à travers l'Europe pour offrir un soutien aux Boërs, les gouvernements eux maintiennent une posture neutre pour la plupart, pour des raisons diplomatiques principalement (dans le cas français, pour ne pas froisser l'anglais dont on espère toujours une alliance).

b) Réactions françaises

L'opinion française elle évolue de son propre chef, et se polarise contre le comportement du gouvernement anglais : une attitude qui la rapproche, assez surprenamment, de celle des Allemands, dans une sorte d'union de sentiments anglophobes, qui englobe tout à la fois les franges populaire nationaliste et socialiste¹⁴¹. « [...] *On doit seulement s'étonner que cet excès d'impérialisme et d'injustice de l'Angleterre vise à l'anéantissement du peuple dont Gladstone avait reconnu le bon droit*¹⁴² ».

« [...] l'étude de la guerre des Boers est édifiante pour qui veut essayer de se faire une idée des systèmes de représentation et des courants idéologiques que l'on peut découvrir en France à ce moment¹⁴³. »

En effet, la guerre d'Afrique du Sud provoque un réel engouement pour la cause Boërs en France, une liesse qui englobe, comme nous le mentionnions, les franges les plus éloignées politiquement. Cette « boerophilie », comme la nomme Gilles Teulié, n'est certainement pas

¹³⁹ TEULIÉ Gilles, *Les Afrikaners et la guerre anglo-Boër (1899-1902) Études des cultures populaires et des mentalités en présence*, Université Paul Valéry, Montpellier, 2000, p.31

¹⁴⁰ Op.Cit, TEULIÉ G., p. 24

¹⁴¹ Op.Cit, LUGAN B., p.244

¹⁴² Op.Cit., TEULIÉ G., *Les Afrikaners et la guerre anglo-Boër* p.30

¹⁴³ Op.Cit., TEULIÉ G., p.21

générale, et pour certains tient certainement moins d'une réelle amitié envers les Boërs qu'une collusion d'intérêt qui permet d'exprimer plus franchement son anglophobie. Ce qui caractérise l'opinion française, c'est sa volonté de dénoncer une injustice. On reconnaît au peuple anglais sa grandeur et sa civilisation, mais on se surprend à constater un aussi grand manque de mesure, voir même de justice à l'égard d'un peuple mineur. En effet, l'Angleterre ne peut même pas justifier ses actes par la « missions civilisatrice », puisqu'il ne s'agit ici en rien d'un peuple primitif. « *Jamais l'histoire [...] n'eut à enregistrer un duel aussi disproportionné [...] : un bon quart de l'humanité coopérant au massacre d'une petite communauté inoffensive.*¹⁴⁴ ». Pour l'opinion française, c'est une contestation envers l'Angleterre contre son intouchable image de phare du monde civilisé. En définitive, le conflit entache durablement l'image du Royaume-Uni à l'international [...] La France n'est pas directement engagée dans le conflit Sud Africain, seuls quelques volontaires s'y sont rendus ; mais l'opinion populaire elle a usé du conflit pour se construire une image d'une Angleterre devenue dangereuse, néfaste au bon ordre du monde, une Angleterre prise d'une étrange fièvre qui la consume, et la pousse à la guerre sans retenues.

1.3.2. L'explosion de l'usage de l'impérialisme

La seconde guerre anglo-Boërs témoigne en effet de l'émergence du terme « impérialisme » pour désigner une politique extérieure néfaste. On présente l'impérialisme comme une idée sous-jacente, qui a mûri dans l'esprit de la « race anglaise », avant de brutalement s'exprimer au détriment d'autres peuples européens. L'Angleterre, première puissance mondiale, phare de civilisation dont le modèle et les succès font la jalousie des autres nations, guidée depuis toujours par son flegme et son impassible maîtrise face aux passions politiques, qui cause alors tant de troubles sur le Continent (particulièrement depuis le point de vue d'auteurs français, rappelons que l'affaire Dreyfus bat alors son plein) ; comment une nation aussi avancée a-t-elle pu s'embourber soudainement dans une telle barbarie ? Eugène Étienne, chef du Parti colonial, s'exprime de la sorte sur la question des Boërs :

« Après avoir subi plus de vingt ans l'hégémonie allemande, [l'Europe] va-t-elle se courber sous les audacieuses prétentions de l'Angleterre ? Que le Transvaal succombe et l'infatigable Albion pourra sans péril, et sur de plus vastes théâtres, renouveler ses impitoyables agressions. ... mais si la France ne peut et ne doit pas intervenir dans ce sanglant conflit, n'a-t-elle pas des intérêts à défendre, des droits à faire respecter ? Pourquoi ne pas entamer avec notre puissante voisine une conversation diplomatique, qui sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus prompte ? L'Angleterre n'a-t-elle pas toujours, depuis vingt ans, usé, abusé des difficultés de notre situation en Europe pour nous arracher des territoires qui nous appartenaient sans conteste ?¹⁴⁵ »

¹⁴⁴ COMBES Paul, *Cent ans de luttes : les héros Boërs*, Montgredier et C^{ie}, 1902, p.7

¹⁴⁵ TIENNE Eugène, *Le Figaro*, 7 Novembre 1899

Parallèlement, la guerre a propulsé l'usage du terme d'impérialisme très en avant, dynamisant son usage sur l'ensemble du continent. Adopté dans un premier temps, il sert à définir un nationalisme anglais arrogant et expansif. Ensuite, il devient la définition d'un sentiment propres aux nations puissantes, susceptible de les affecter toutes, et terriblement dangereux. L'Anglais n'a été que le premier à y céder. Enfin, il devient dès 1900 l'expression d'un ressentiment global, critiquant tout à la fois l'attitude britannique que ses raisons profondes, alors interprétée par les certains auteurs socialistes comme étant le capitalisme. La colère française elle trouve son écho dans les déboires coloniaux subis à cause des anglais sur les décennies écoulées (Fachoda, Égypte, etc.) ; l'Allemagne est outrée également, arguant que les Boërs son un peuple cousin, avant de s'opposer à l'hostilité anglaise aux projets Allemands de constituer leur « place au soleil », passant tout à la fois par un projet colonial, et par la constitution d'une marine de haute mer puissante.

On peut observer néanmoins l'usage d'une nouvelle acception du terme dans des journaux sérieux tels que Le Temps ou La Revue des Deux-Mondes¹⁴⁶, qui adoptent l'impérialisme comme un terme de circonstance, cherchant à définir les particularités de la politique britannique. Émile Zola dit à ce sujet :

« Il y a en Angleterre ce que nous appelons l'*impérialisme*, c'est-à-dire un élan national pour repousser les frontières ; un désir d'étendre les colonies, de se rendre maître de tous les postes les plus importants, ou comme le dit si bien le terme impérialisme, le règne sur l'ensemble du monde. Voilà le rêve de l'Angleterre ; les symptômes qui en résulte sont des plus alarmants¹⁴⁷ »

La revue des Deux-Mondes informe et alerte sur l'impérialisme, ce sentiment parasite qui infeste la foule et l'empoisonne, « fait fléchir sa conscience¹⁴⁸ ». On compare l'Angleterre du XIXe à la Rome de l'antiquité, un grand peuple qui fut perdu par son *hubris*, sa démesure et son orgueil. Les Néerlandais comparent même les grandes figures du pays comme Cecil Rhodes ou De Beer avec Lucullus ou Crassus ; les difficultés de l'Afrique du Sud à la défaite de Teutobourg. Rome, dit-on, fut perdue par son amour du luxe et son manque de respect pour le droit des autres peuples. La presse s'entiche alors à montrer les marques de la décadence anglais ; un pays présenté comme moribond, décadent, et dont l'impérialisme est en réalité une diversion, qui exporte la pression sociale interne en la focalisant sur d'autres problèmes.

Très vite, tous attendent la défaite Boërs, tant l'écart de puissance des deux belligérants est grand. Mais les difficultés anglaise provoquent une réelle exaltation populaire

¹⁴⁶ Ibid, p.242

¹⁴⁷ « *There is in England much of what we call Imperialism ; that is to say, a sort of national impulse which may lead her to extremes, a desire to extend her colonies, to make herself mistress of the most important posts in the world, or to acquire what the world imperialism denotes, dominion, over the world. Such is England's dream, and her symptoms in this regards are indeed alarming.* », War dans *The North American Review*, traduction personnelle

¹⁴⁸ Op.Cit, KOEBNER R., *Imperialism, the story and significance of a political word*, p.244

pour la cause des fermiers. Le Temps argue que cet enthousiasme n'est sans signification politique réelle, bien qu'il constitue pourtant l'un des seul moyen d'expression du peuple. Pour le Royaume-Uni, bien que le conflit soit à terme une victoire stratégique, il demeure un échec politique flagrant, qui a brisé le mythe de l'« Isolation Splendide », où celui d'une Angleterre toute puissante, sans besoin d'alliés. Les érudits et les journalistes ne tardent à remarquer cela comme nous allons le démontrer dans la partie suivante. Une part de la presse demeure cependant hostile à l'Angleterre, malgré la fin du conflit. Cela se cantonne néanmoins à la presse d'opinion conservatrice, ainsi qu'au Petit Journal. En définitive, une part active des titres de presse (Le Temps, Le Matin, Le Journal des Débats) va répondre à l'appel de Delcassé pour modérer la liesse populaire, en construisant une « digue anti-anglophobie¹⁴⁹ », car ce dernier œuvre en parallèle en effet à la signature d'un traité d'alliance entre les deux nations. Une opinion trop hostile anéantirait ce projet.

2 L'impérialisme des érudits, ou les prémisses d'une rénovation sémantique

Après avoir constaté le sentiment général de la population à l'égard de la notion d'impérialisme, penchons-nous dès à présent sur un ensemble de travaux à vocation plus érudite. Comme nous l'avions mentionné dans notre introduction d'étude de cas, nous allons ici exposer le travail de plusieurs savants indépendants, aucunement attaché à quelques structures de publication ou aucune institutions. Il est difficile de retracer les parcours individuels de ces savants, leurs extraction et leur formation tant la plupart n'ont jamais été l'objet de biographies, si l'on excepte les plus fameux. Ils sont généralement identifiables par les références faites à leur travail dans des colonnes de presse, bien que surprenamment très peu d'entre-eux aient fait attention aux publications de leurs pairs. Chacun d'entre-eux constitue ainsi une sorte d'archipel isolé de connaissances, mais qui par leur isolement témoigne justement d'une sensibilité générale de la société à des questions de politique internationale, en l'occurrence ici la Grande-Bretagne, ainsi que l'incompréhension générale suscitée par la guerre des Boërs. Un fait que Gilles Teulié dénote dans son ouvrage sur la guerre anglo-boërs :

« Dans le même ordre d'idée, les fondements de la conquête des républiques boërs fait l'objet d'une étude minutieuse des auteurs français. Les motivation britanniques sont [...] étudiées.¹⁵⁰ »

Il est également notable que très peu de ces travaux sont restés pertinents aux yeux de leurs contemporains : ils sont en effet le produit d'une certaine immédiateté de l'actualité internationale, fruits d'un sujet de « mode » politique, lié au contexte d'accroissement

¹⁴⁹ Op.Cit., L'ESPÉRANCE A., *French attitudes to British imperialism*

¹⁵⁰ Op.Cit., TEULIÉ Gilles, *Les Afrikaners et la guerre anglo-Boërs*, p.29

généralisé des tensions entre puissances européenne en ce début de XXe siècle. Tensions qui, allant croissant à l'aune de la Première guerre mondiale, ont diminué l'intérêt de la population à cet égard très particulier qu'est l'impérialisme britannique, d'autant plus tassé par la signature de l'Entente cordiale en 1904.

A quelques égards, on assiste ici à un véritable travail d'ethnographie, discipline de sciences sociales alors en plein essor en ce tout début de XXe siècle. L'ethnographie était habituellement réservée à l'étude des peuples dits « primitifs », hors ici certains de ses outils sont employés à l'attention d'une nation pourtant considérée comme phare de la civilisation. Qu'est-ce que révèle cette approche ? D'une part, d'un réel sentiment de dissociation, d'incompréhension à l'égard de l'Angleterre et de ses gens. Ensuite, d'une nouvelle approche érudite des peuples et des nations.

2.1. Des perspectives générales

2.1.1. Robert d'Humières, le portrait ethnographique

Les travaux de Robert d'Humières, « L'Île et l'Empire de la Grande-Bretagne »¹⁵¹, il inclut dans ses premières pages un résumé des principaux aspects de la personnalité britannique :

« La race est vigoureuse, tenace, à la fois idéaliste et réaliste. Comme caractéristiques de l'homme, les plus marquée semblent être le stoïcisme, le culte de la véracité, le goût du respect et partant du devoir, la générosité. [...] Bref, l'Anglais présente un beau modèle d'individu physique et moral dans une société qui en épouse les besoins et en exalte les énergies pour un maximum de résultats. »

Ce portrait flatteur est tempéré par une analyse des fautes communes aux Britons, la plus sérieuse d'entre-elle étant leur égotisme maladif tant ils sont soucieux de l'image qu'ils revoient en tant que race britannique, ainsi que de leur éthique puérile qui tente de concilier les maximes traditionnelles de la moralité individuelle au comportement de nations entières. Il développe ensuite sur la notion du « *fair play* », typiquement acquise à la classe moyenne qui est devenu un facteur important de la politique britannique et il réfute les accusations entendues de ses contemporains sur la dureté de leurs relations avec les peuples assujétis. Une posture très anglophile, qu'il atténuera quelque peu par la critique de la nature profondément vénale et hypocrite du désir de richesse anglais, le « *Money-making* ». Cependant, D'Humières reste un ardent défenseur de l'impérialisme britannique, compris ici dans le sens de la domination imposée sur un territoire. Il juge en effet cet impérialisme là comme une « mission supérieure dévolue à l'Angleterre pour le bien de l'humanité. », qu'il démontre par les passages suivants :

¹⁵¹ D'HUMIÈRES Robert, *L'île et l'Empire de la Grande-Bretagne*, Société Mercure de France, Paris, 1900

« En affirmant sa tâche civilisatrice, l'Angleterre risque d'avoir raison. Elle a simplement constaté, en débarquant ses ballots et en poussant ses caravanes, son aptitude supérieure à aménager la planète. Et au nom des intérêts de celle-ci, qui contiennent les siens propres, et revendique cette tâche. Ajoutons qu'à l'impératif moral spontanément engendré par les nécessités de l'heure, un grand poète est venu joindre une esthétique. Votre activité est juste, dit la conscience ; elle est belle, répond Kipling.¹⁵² »

2.1.2. Émile Boutmy, le portrait social et moral

Cette approche extrêmement anglophile est loin d'être unanimement partagée par l'ensemble de ses contemporains. Un travail plus précis et complet est l'essai d'Émile Boutmy, dans « Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle »¹⁵³. Bien plus porté sur une approche sociologique de la question, l'essai de Boutmy présente une étude de la mentalité britannique dans ce qui la différencie de celle de l'Européen continental moyen, notamment sur les questions de politique nationale.

L'ouvrage se divise en plusieurs parties, toutes dédiées à la compréhension fine de ce qui fait le royaume-Uni moderne, de ses mœurs, de ses aspirations. Il y décrit dans « *L'Homme en Général* » l'environnement des îles et ses effets sur les hommes, soit un déterminisme environnemental qui aurait fait naître les idéaux moraux de la personnalité britannique, que l'on peut constater dans les Arts, les sciences et les affaires commerciales. Il décrit dans « *Le Milieu Humain* » les différents mélanges socio-ethnique de l'histoire des Îles Britanniques, et des apports que ces mélanges ont provoqués dans la constitution des traits de personnalité typiquement britanniques (« *L'Homme Moral et Social* ») notamment sur la place prépondérante donnée à l'individu et à ses valeurs essentielles : l'honneur, la sympathie, la force, ainsi que plus largement à son sens de l'aventure et son conservatisme moral. Enfin comme nous le mentionnions, une emphase est faite sur les affaires politiques dans les chapitres de « *L'Homme Politique* » et de « *L'individu et l'État* ». Boutmy y examine successivement plusieurs figures emblématiques : le citoyen, l'homme de parti, encarté politiquement, et enfin l'homme d'État, qu'il s'essaie à définir dans leurs rapports avec les Institutions.

Une étude détaillée donc, qui dresse un riche aperçu de l'île d'Albion et ses habitants du point de vue français. Boutmy y démontre le climat social qui a provoqué l'impérialisme anglais, ici entendu en son sens expansionniste, tout autant qu'il démontre que les apparentes discontinuités et contradictions dans la politique extérieure britannique par la lutte constante entre deux écoles de pensées rivales. Les deux groupes partagent les mêmes objectifs de protection de la suprématie britannique, mais ils prêche des méthodes différentes, les libéraux comme William E. Gladstone inspirés de « l'école de Manchester », qui croit que l'Angleterre

¹⁵² Ibid, p. 30

¹⁵³ BOUTMY Émile, *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle*, librairie Armand Colin, Paris, 1901

maintiendra sa suprématie économique par une production qualitative, ainsi qu'un profond libre-échange :

« Ils entendent demeurer les maîtres du monde par la seule excellence d'une production sur laquelle ils concentrent tout ce qu'ils ont de ressources et de soin ; leur souverain bien est la paix, qui ouvre à leur marchandises tous les marchés du monde. La paix, le libre-échange et le bon vouloir des nations l'une pour l'autre caractérisent et résument leur façon de conduire leurs affaires. Ils craignent, au lieu de la désirer, une extension de l'Empire, ils y pressentent une sources d'embarras nouveaux, des difficultés chaque jour avec les autres peuples.¹⁵⁴ »

L'autre groupe sont les impérialistes issu du « vieux stupide parti » Tory, comme Benjamin Disraeli et Lord Salisbury, qui cherchent à achever la domination d'une manière plus directe et tangible :

« Ils croient qu'on ne doit jamais hésiter à étendre les frontières de l'Empire britannique. Ils y emploient une diplomatie sans scrupule et, au besoin, les armes. Partout où leur intérêt est en jeu, ils le revendiquent comme nous ferions d'un droit consacré par un traité solennel. Ils se font haïr de toutes les nations ; ils le savent et s'en font gloire... Un « splendide isolement » leur est naturel. Au fond, c'est le procédé Tory qui a vraiment le cœur de la nation, et après des intermittences, elle y revient toujours ; elle y ramène malgré eux ses hommes d'État utilitaires.¹⁵⁵ »

Boutmy pressent que ce comportement anglais, celui d'agir sans considération pour les autres peuples, ne peut conduire à terme par la disparition de la confiance des États les uns envers les autres, dans une spirale de prudence matinée de ressentiments : « Tandis que nulle part le sentiment de la solidarité nationale n'a plus de vigueur, nulle part le sentiment de la solidarité humaine ou de l'unité sympathique du monde civilisé n'est plus complètement absent.¹⁵⁶ », une posture intenable en particulier dans un contexte où la compétition de nation à nation se fait toujours plus rude, et où les opinions, renforcée par une nationalisme croissant, s'échauffent.

2.2. Perspectives économiques et psychologiques

Les travaux d'Émile Boutmy et Robert d'Humières représentent cette part des britannologues que nous pourrions qualifier de généralistes, puisqu'intéressés uniquement par les éléments socio-culturels les plus fondamentaux, ainsi que pour les idéologies partisans. Ceci les met à part de ces autres érudits qui ont étudiés plus en détail la manifestation concrète de l'impérialisme.

¹⁵⁴ Ibid, p.416-417

¹⁵⁵ Ibid, p.418

¹⁵⁶ Ibid, p.422

2.2.1. Achilles Viallate, une étude socio-environnementale

Achilles Viallate à cet égard va porter un regard sur l'Angleterre en tant qu'objet social, qui, par sa position centrale dans les affaires politique et économique européenne à partir de laquelle le reste du monde gravite, va posséder en son sein tous les éléments susceptible de manifester des idéologies comme celle de l'Impérialisme. Ses travaux les plus pertinents se sont consacrés à la biographie de l'homme d'État qu'était Joseph Chamberlain¹⁵⁷, dont l'influence à considérablement influencé le développement de l'*imperialism* partisan anglais. Chamberlain, homme soucieux de préserver la domination économique de son pays sur le reste du monde, craint également que la perte de ses colonies ne l'isole face à la montée des nations que sont l'Allemagne ou les États-Unis, particulière sur le plan économique puisqu'il craint la fermeture des divers marchés continentaux au profit desdites nations. Viallate résume ainsi les nécessités qui semble s'imposer à l'homme d'État :

« L'Angleterre moins que tout autre pays, ne peut s'isoler du monde extérieur. Des relations continues avec lui sont pour elle une nécessité même de l'existence. C'est de lui qu'elle tire la plus grande partie de ses subsistances et des matières premières nécessaires à son industrie ; c'est dans le monde extérieur qu'elle peut écouler les produits qu'elle fabrique, et qui dépassent en si grande quantité les besoins même de sa population. Pour conserver son bien-être, pour l'accroître, celle-ci a besoin constamment de voir se développer ces marchés.¹⁵⁸ »

Considérant ces nécessités, l'auteur va étayer sur les difficultés qui se présentent en effet à l'Angleterre, sur les difficultés politique et économique qu'engendre le rapport de la métropole à ses colonies, surtout dans un contexte de libre-échange économique. Celles-ci peinent à trouver une adéquation économique avec le modèle productiviste en vogue sur l'île d'Albion, les échanges économiques qui en résultent étant profondément inéquitables, et surtout mal adaptés. Nous développeront ce point plus en détail avec le prochain auteur que nous allons présenter. Viallate, en effet, développe les aspirations de Chamberlain, ses propositions quand à la création d'une fédération impérial anglo-saxonne, et du retour à un protectionnisme économique pour lutter contre l'influence des marchés rivaux européens et américains. Cette question des liens entre l'économie anglaise et l'impérialisme, il l'approfondira dans un autre de ses écrits, « La crise anglaise, impérialisme et protection¹⁵⁹ », où il s'attachera justement à démontrer que c'est une baisse des profits et une augmentation des coûts de la classe industrielle qui, dans un contexte idéologique de libre-échange, a fait se manifester les premiers tenants de l'*Imperialism*, du mouvement impérialiste anglais. Sur ces craintes de toute une élite économique, Chamberlain semble distiller un espoir :

¹⁵⁷ VIALATE Achille, préface par BOUTMY Émile, *J. Chamberlain*, librairies Félix Alcan, Paris, 1899

¹⁵⁸ Ibid, p.103

¹⁵⁹ VIALATE Achille, *La Crise Anglaise, impérialisme et protection*, éditions Dujarric et C^{ie}, Paris, 1905

« En groupant les membres épars de l'Empire britannique, ils assureraient à celui-ci une période nouvelle de suprématie. Si le Canada, l'Australasie, l'Afrique du Sud acceptaient de se fondre avec la Grande-Bretagne dans la Fédération rêvée, quelle coalition serait assez puissante pour résister à un aussi formidable ennemi ? Sa population fournirait assurément la matière militaire qui commence à faire défaut à la métropole : ses richesses lui permettraient d'entretenir sans aucune gêne une armée et une marine capable de tenir tête aux rivaux les plus orgueilleux ; les merveilleuses positions stratégiques dont il disposerait lui assureraient la maîtrise incontestée de l'Océan, qui échappe chaque jour davantage à l'Angleterre.¹⁶⁰ »

Viallate doute sérieusement que cette vision puisse porter quelques fruits : le libre-échange a déjà gravé des marques inaltérables dans le modèle économique et politique des colonies, et quand bien même une Fédération serait installée, leur développement reste trop faible pour fournir quelques soutiens que ce soit en temps de crise majeure. Le Royaume-Uni serait alors contraint de défendre à elle seule un territoire proprement gigantesque, ce qui fragiliserait son économie, et ne conduirait qu'à un effondrement, à court ou moyen-terme. Considérant cela, Viallate s'exprime :

« Au siècle dernier, alors qu'elle était la plus grande puissance coloniale et la première puissance maritime au monde, l'Angleterre s'était détachée peu à peu de la communauté européenne. Toutes ses aspirations étaient tournées du côté de l'Océan : c'était hors de l'Europe qu'elle cherchait des accroissements de territoires et l'emploi de son inlassable activité. Sous l'influence d'évènements plus forts que sa volonté, la voilà obligée de se replier de nouveau sur l'Europe. L'Angleterre n'a plus la maîtrise incontestée des mers. Pour défier heureusement les ambitions rivales et résister à une coalition toujours possible, elle serait imprudente de se fier à ses seules forces. Elle devra donc rechercher des amitiés et des appuis. Abandonnant le hautain isolement où elle a pu sans danger se complaire pendant un demi-siècle, il lui faudra se mettre en quête d'alliances, faire plier sa superbe pour protéger ses intérêts.¹⁶¹ »

S'exprimant ainsi, Viallate semble acter de la fin de la Splendide isolation britannique, de l'émergence d'une conscience partagée, en Angleterre déjà, en France ensuite, du besoin impérieux de cesser d'agir inconsidérément avec les autres nations d'Europe. Il entend également que si l'Angleterre venait à s'allier avec une autre puissance (ce qu'elle fera avec la France en 1904 au travers de l'Entente), c'est moins par volonté que par pragmatisme politique ; en d'autres termes, par volonté de survie. L'Angleterre est en effet profondément menacée dans ses acquis par une puissance ambitieuse, mais patiente et raisonnée : le Second

¹⁶⁰ Ibid, p.300

¹⁶¹ Ibid, p.303-304

Reich allemand, qui désire plus que tout s'accaparer le même prestige que l'Empire des Îles, qui recherche sa « place au soleil¹⁶² ».

2.2.2. Victor Bérard, pour un portrait économique-politique

Cette question des tenants économiques et politiques de l'impérialisme anglais est développée dans le détail par Victor Bérard, auteur de l'ouvrage « L'Angleterre et l'Impérialisme »¹⁶³ ainsi que de nombreux articles de presse sur la question. Synthèse de ces écrits, il démontre le fonctionnement de l'industrie britannique, ses besoins par le fait, ses faiblesses. Sa prospérité tient en effet à l'accès aux ressources et aux moyens de distributions, ainsi qu'au modèle production de ses usines face au marché mondiale. Il analyse à ce titre le fonctionnement des centres industriels importants tels que Birmingham ou Manchester, et y établit des liens avec le monde politique et idéologique. Ainsi Chamberlain, issu de Birmingham, ville des Midlands et du Pays noir (le *Black country*) aux usines gigantesques, possède une vision propre de l'économie industrielle : les marchands y ont ici que peu d'intérêt pour la demande commerciale d'un marché, considérant que la balance de l'offre – et surtout, l'inondation dudit marché par une pléthore de production – suffit à garantir des profits¹⁶⁴. Une méthode profitable depuis la moitié du XIXe siècle, mais qui montre de sévères lacunes après une cinquantaine d'années. En cause, la concurrence allemande et américaine, qui ont pris le contre-pied de cette situation, en privilégiant l'écoute et l'adaptation à la demande, approche qui finit par lui attirer invariablement la préférence sur les marchés auparavant détenus par les anglais.

Le mouvement impérialiste anglais serait donc l'expression de la volonté des industriels du Pays noir, exprimée par un enfant de sa terre, Chamberlain, de s'assurer des marchés exclusifs par une union coloniale, et surtout, par une politique de protectionnisme économique. Bérard affirme ici que l'impérialisme n'est rien de moins qu'un mouvement de réaction d'élites économiques, encombrée dans un *apriori* délétère sur les raisons de leur fortune, et qui sûre de leur supériorité, sont en mal de s'adapter face au changement.

2.3. Des approches pragmatique de la diplomatie moderne

Enfin, nous pouvons présenter le travail de Jean Carrière, journaliste de profession et auteur de nombreuses publications dans la presse (avec Le Matin, Le Gaulois, ou encore Le Temps). Un homme particulier dans le contexte géopolitique de cette période, puisqu'il est ami proche de Cecil Rhodes, et qu'il a été le seul correspondant français présent en Afrique du Sud. Témoin privilégié, il a rapporté dans la presse les progrès de l'armée britannique tout au long du conflit, et a même été en contact avec les dirigeants Boërs, ce qui a valu à ses articles

¹⁶² « *Platz an der Sonne* », expression prononcée directement par le kaiser Guillaume II le 18 Juin 1901, dans le cadre de la mise en place des nouvelles ambitions coloniales allemande, programme dénommé « *Weltpolitik* » (politique mondiale).

¹⁶³ BÉRARD Victor, *L'Angleterre et l'Impérialisme*, Armand Colin, Paris, 1901

¹⁶⁴ Ibid, p.78-120

une reconnaissance internationale. Ses écrits enfin tiennent une part importante en France pour la compréhension du conflit Sud africain, notamment au travers d'ouvrages réunissant ses publications de presse, tels que « L'impérialisme Britannique et le rapprochement franco-anglais »¹⁶⁵ ; il y détaille les personnalités présentes, de Rhodes au président Kruger, du type de conflit (l'une des première véritable guerre asymétrique entre des nations au même niveau technologique) et enfin, de ses raisons profondes. Carrière reste un anglophile, et choisit de contredire les critiques qui justifiaient le bellicisme anglais par une pure vénalité, afin de accaparer les mines d'Or du Transvaal ; il va tâcher de démontrer qu'il s'agit de l'épisode final d'une longue lutte entre néerlandais et anglais en Afrique australe :

« Quand les historiens anglais nous affirment que le gouvernement anglais n'a pas fait la guerre de 1899 uniquement pour la conquête des mines d'or, ils ont raison. Le gouvernement poursuivait sa politique déjà séculaire ; politique tenace, et impitoyable : ils voulait annexer toute l'Afrique australe. Mais quand ces mêmes historiens ajoutent que le gouvernement britannique est pur de toute alliance avec les hommes des mines d'or et que ces mines d'or n'ont été pour rien dans la guerre... ils se trompent, et, sans doute, ils sont victimes d'un aveuglement national bien naïf.¹⁶⁶ »

Il ne dédouane pas ainsi totalement les anglais. La subtilité de son discours réside dans la distinction qu'il pose entre les différents acteurs du conflits, entre les authentiques vénaux qui ont profité du conflit, et ceux qui ont agi selon leur principes politiques, comme Chamberlain. Enfin, à l'instar de Bérard ou de Boutmy, il fera la distinction entre les deux volontés politique contradictoire, qu'il catégorisera ici entre jingoïsme :

« La première de ces deux Angleterres ou plutôt de ces formes de l'esprit anglais, est la seule qu'à l'heure présente que nous connaissons en France : c'est la forme impérialiste, populairement appelée *jingoe*. C'est ce que nous avons vu se manifester avec frénésie au moment de Fachoda... et surtout dans les préparatif et au début de la guerre sud-africaine.¹⁶⁷ »

L'impérialisme anglais n'est pas la cause unique du ressentiment des autres nations européennes, puisque l'impérialisme est propre à toutes les puissances, et qu'il est en pratique dans le monde colonial ; c'est plutôt la volonté qui l'a ici animé, d'une légitimité douteuse, celle d'une nation que l'on perçoit comme phare du monde civilisé, flegmatique par nature, qui se lance ici immodérément dans un conflit abscons. C'est cette dichotomie, incompréhensible pour un non averti, qui créé le ressentiment. Carrière enfin de dire :

¹⁶⁵ CARRIÈRE Jean, *L'impérialisme Britannique et le rapprochement franco-anglais, 1900-1903*, Armand Colin, Paris, 1917

¹⁶⁶ *Ibid*, p.198

¹⁶⁷ *Ibid*, p.321

« L'autre Angleterre, alors, cette autre Angleterre, sympathique, plus nombreuse qu'on ne croit en France, l'Angleterre de John Bright, de Gladstone, l'Angleterre nourrie de culture latine et française, l'Angleterre libérale, en un mot, a repris conscience de sa force et de sa mission, et la voici qui reparaît dans l'histoire, avec d'autant plus d'éclat que le roi actuel est animé de son esprit... C'est la clairvoyance d'Édouard VII qui, a, sinon suscité ce réveil, du moins su montrer la voie nouvelle où lui-même s'est courageusement et noblement engagé. Il ne peut y avoir, à pareille évolution, que profit pour les deux peuples voisins.¹⁶⁸ »

Les difficultés croissantes conflictuelles tendent à calmer l'ardeur déchaînée du peuple anglais, et ainsi de la sortir de sa fièvre belliqueuse. Personnellement, Carrière est partisan d'une Entente entre les deux nations, il argue que ce nécessaire rapprochement ne peut se faire qu'au sacrifice des anciennes coutumes isolationnistes, tenue en haute estime sur l'île de Bretagne. Par cette approche, ainsi et ses nombreuses publications, il est certain que Carrière a eu un impact significatif sur l'opinion française, favorisant l'apaisement par une approche raisonnée des troubles.

3 La rénovation de la notion d'impérialisme

L'impérialisme en tant que notion est ancien, comme nous le mentionnions au début de notre étude, en introduction. Terme éminemment politique, qui considérait l'appartenance, ou tout du moins la sensibilité à une forme de gouvernance. Nous avons pourtant par le biais de notre étude de cas démontré que le sens perçu, la sémantique de l'objet « impérialisme », a radicalement changé de perspective, considérant désormais dans une polysémie égarante pour l'historien, à la fois une volonté de domination universelle qu'un sens partisan, avec le parti impérialiste anglais. L'étude de la sémantique de l'impérialisme a déjà été considérée par des chercheurs anglo-saxons, comme Koebner et Schmidt que nous avons cités dans notre historiographie. Ce travail n'a cependant été effectué que dans les limites culturelles du monde anglo-saxon, notre travail de recherche espère combler ce manque en cataloguant, de manière non exhaustive, des registres d'interprétations de l'impérialisme par le peuple français.

3.1. Un nouveau objet politique et culturel

L'impérialisme a gagné au tournant du XIXe-XXe siècle, un statut neuf, formant un véritable nouvel objet culturel que les auteurs ne tardent pas à assimiler.

3.1.1. 1899-1904, le spectre de l'impérialisme de Chamberlain

L'impérialisme s'est imposé très vite dans la culture littéraire. Terme à la mode, objet de discussions quotidiennes dans les presses d'actualité, il a également trouvé un terrain fertile dans le milieu littéraire. A valeur d'exemple, nous avons effectué une étude lexicométrique¹⁶⁹

¹⁶⁸ Idem, p.323

¹⁶⁹ Consultable en Annexe 1

sur un corpus documentaire restreint à deux titres de presse, Le Temps et Le journal des Débats, titres réputés pour leur intérêt et leur rigueur méthodologique dans le traitement des questions internationales, qui englobe également les faits coloniaux nationaux et étrangers. La lexicométrie, effectuée grâce à l'outil numérique **Gallicagram** mis au point par Benjamin Azoulay (ENS Paris-Saclay) et Benoît de Courson (Max Planck Institute - CSL), nous a permis de faire émerger la fréquence d'apparition du terme « impérialisme » dans les corpus numérisés de la bibliothèque Gallica. Cet outil nous a permis de constater une explosion initiale de l'emploi du terme sur une courte période, concomitante avec le conflit débuté par l'Empire britannique en Afrique australe contre les Boërs. Après cette courte poussée, les occurrences vont se raréfier, mais conserveront toutefois une présence inédite par rapport aux époques précédentes. Le gros de ces occurrences se retrouve dans les colonnes consacrées aux nouvelles internationales ou aux débats de géopolitiques. La chronique « *Bulletin de l'Étranger* » du Temps communique en direct les informations transmises par les correspondants étrangers, et l'impérialisme fait ici de fréquentes apparitions dès lors qu'il s'agit de communiquer sur le parlement anglais. Dans l'intervalle entre 1899 et 1902, une grande partie des occurrences de l'usage du terme « impérialisme » concerne des rapports sur la politique du parti Unioniste anglais et de son *Imperialism* revendiqué, souvent autour de discours de ses défenseurs, ou des débats à la chambre des Communes. L'extrait du 21 Février 1902 l'atteste, « Voilà ce que coûte l'impérialisme ! » ici rapporté par le journaliste s'avère être une traduction directe en Français de l'« *imperialism* », le programme politique du parti Unioniste anglo-saxon. Le terme ne semble pas faire la distinction entre le sens partisan et le phénomène de domination, il englobe la conquête dans l'expression du projet politique.

Il est commun à cette époque d'associer des idéaux ou des concepts par des néologismes, les fameux mots en « -isme », si utiles pour conceptualiser. Les courants idéologiques tels que les partis nationaux, comme le boulangisme, le bonapartisme, le républicanisme s'inscrivent dans cette tendance. Bien qu'il soit évident que l'opinion nationale anglaise soit diverse et variée, et que des oppositions soient probables à l'intérieur même du gouvernement anglais ; rares sont malgré tout les auteurs qui, dans un premier temps, modèrent leurs propos. On attaque de front, considérant, tant concernant la crise de Fachoda que la guerre des Boërs, que l'anglais est intolérable. On critique ouvertement Chamberlain en y associant l'idée même de l'impérialisme, preuve s'il en est que le terme est employé dans une perspective partisane. On considère l'impérialisme du parti unioniste comme un écart, un pas de côté dans la marche traditionnelle de l'Angleterre flegmatique. Par le biais des correspondants, on perçoit la liesse populaire qui anime le peuple anglais, qui se laisse emporter dans une fièvre passionnée : « [...] *La corruption de l'esprit public par l'impérialisme est telle que gouvernement et majorité et presse accueille avec dérision la dénonciation des souffrances infligées aux femmes et aux enfants boërs dans les camps dits de refuge*¹⁷⁰ ». On s'interroge sur les raisons de ce soudain changement moral à l'Outre-Manche, qui semble bafouer jusqu'à ses principes les plus anciens :

¹⁷⁰ Le Temps, *bulletin de l'étranger*, 23 Juin 1901, p.1

« Elle ne respecte même plus ce droit de réunion dont elle était si fière. C'était l'orgueil des Anglais d'il y a vingt et trente ans que, chez eux, la liberté d'opinion était assurée à tel point que chacun y pouvait dire impunément, sans danger, ce qu'il voulait, sans être molesté. [...] Désormais, on fera bien de l'autre côté de la Manche de nous épargner doléances et leçons quand ce qui correspond chez nous à l'impérialisme britannique imposera de vive force le silence aux défenseurs d'une cause impopulaire.¹⁷¹ »

Cet extrait confirme une nouvelle fois deux choses, propre à l'impérialisme de l'époque Chamberlain ; que le changement de mœurs est constaté, et surtout, que l'impérialisme est entendu comme typiquement britannique et partisan, puisque l'auteur y compare un hypothétique régime similaire en France.

La fièvre populaire s'estompe à mesure que les déboires de la campagne d'Afrique du Sud commence à se diffuser. Ce climat plus propice à la réflexion pousse à interroger l'impérialisme de Chamberlain. Les français le font, comme le montre les différents auteurs de notre deuxième partie d'étude de cas ; mais les anglais également. Dans le *Bulletin de l'Étranger* du *Temps*, daté du 22 Novembre 1903, où un correspondant français commente les commentaires critiques de certains industriels coloniaux à l'égard de Chamberlain, on peut lire : « *Il est de plus en plus clair que cet impérialisme nouveau n'est que du mercantilisme.* ». L'impérialisme de Chamberlain est acté, mais le terme demeure, et gagne une nouvelle valeur dans l'esprit populaire occidental.

3.1.2. Après 1904, un impérialisme nouveau

L'année 1904 est marquée par la signature d'un important accord, l'Entente Cordiale. Celle-ci concrétise finalement le jeu diplomatique qui se jouait entre la France et l'Allemagne pour savoir qui finalement emportera l'alliance avec le Royaume-Uni. Joseph Chamberlain, chef du parti impérialiste et partisan d'une alliance germanique avec l'Allemagne, n'a pas concrétisé son projet. De plus, son parti s'engouffre dans de difficiles législations qui ternissent son image, et se concrétise par la perte du pouvoir des Unionistes aux élections générales de 1906. En ce qui concerne l'impérialisme, il s'est justement progressivement débarrassé de l'image partisane à mesure que le terme gagne cette nouvelle acception de « domination ». On peut saisir la conscientisation de ce changement au travers de la presse, par exemple avec les colonnes « Variétés » du *Temps* du 18 Janvier 1905, ou dans une rubrique intitulée « *Pour Lucculus* », et signée de la main d'Albert Sorel, on peut lire :

« Je disais donc : *impérialisme* et je l'entend, avec M. Ferrero, à la moderne, l'impérialisme d'hier, celui de demain, celui des États-Unis, celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, des Indes, de l'Australie, de l'Irlande et du Transvaal, sans parler de tant de continents, de tant d'îles et des océans, enfin, qui, n'appartenant à personne, sont à celui qui y occupe le plus de place et y plante le plus de jalons

¹⁷¹ Idem.

flottants en forme de vaisseaux à canons automobiles, porteurs de civilisation et de torpilleurs, véhicules de la paix.¹⁷²»

Plein d'ironie, l'auteur démontre que le sens de l'impérialisme a glissé, qu'il s'est agrandi et a intégré une conscience plus large, celle des empires et de leurs besoins insatiables de terres et de richesses. Toujours dans les mêmes colonnes :

« [...] La guerre de conquêtes fut pour Rome ce que la guerre des débouchés est devenue pour nos démocraties industrielles. Il s'agissait de alors de dépouiller les « barbares » ; il s'agit aujourd'hui de les vêtir, nourrir et armer ; dans l'un et l'autre cas, l'effet est le même : l'*impérialisme*.»

Quelques années ont été nécessaire pour l'impérialisme soit considéré avec recul, mais il est clair qu'à partir de 1905, on conçoit l'impérialisme non pas comme un phénomène purement anglais et partisan, mais comme un phénomène propre aux empires en général. « L'impérialisme, qui n'était au début qu'un état d'âme, était devenu la formule étroite d'une politique précise dont la guerre du Transvaal fut la conséquence.¹⁷³ »

3.2. Un concept global ?

3.2.1. Impérialisme et « Impérialismes »

Il y a certes un « impérialisme », mais également des impérialismes. A mesure que se développe la conscience d'un phénomène politique propre, on tend à comparer les politiques extérieures des autres nations à l'aune de l'Angleterre de Chamberlain.

a) Impérialisme français

L'impérialisme français a été depuis 1870 très différent de sa contrepartie britannique. Alors que les anglais essaient des colonies le long des routes commerciales et s'installent aux points stratégiques du globe, les français dirige leur énergie vers des zones de prime abord sans intérêt aucun ; pauvre en ressources et en potentiel de développement. Ils déploient d'ailleurs cette énergie avec force, et font preuve d'un volontarisme colonial impressionnant. La raison de ce comportement devient claire sitôt qu'on étudie les deux empires dans ce qui les distingue, à savoir en premier lieu, que la France manque des ces colons. Elle n'a pas développée cette culture de la mer et du voyage si riche chez les anglais, celle de ces marchands d'outre-mer, ainsi que des investisseurs susceptibles de financer des expéditions ou des projets commerciaux à l'autre bout du monde, à l'instar des Anglais. Les anglais se sont naturellement installés aux points névralgiques des voies de transports maritimes, ce que l'on comprend par l'observation d'une carte, sitôt que l'on regarde les colonies du Cap qui protège le goulot qu'est le Cap de bonne Espérance ; l'Égypte qui garanti le contrôle du canal de Suez, le rocher de Gibraltar qui clôt les portes d'Hercules et donc tout le commerce méditerranéen

¹⁷² SOREL Albert, *Le Temps*, « Variétés : pour Lucculus », 18 Janvier 1905

¹⁷³ Idem, SOREL Albert

occidental, en passant par Chypre dès 1878, qui contrôle son pendant Est. Les français, puissance majeure en ce qui concerne le militaire et les ressources culturelles, doivent aborder la question coloniale d'une façon nouvelle. S'il faut construire un empire, alors ce doit être un empire du genre de celui qu'un français construirait, de développe alors l'image d'un colon français par excellence : soldat, technicien, professeur, mû par une volonté de développement ; on reconnaît à l'anglais d'autres qualités, la hardiesse et l'esprit d'initiative, d'entreprise. Cette construction d'une image du colon typique participe à un imaginaire colonial, rapporté par les écrits d'expéditions qui se diffuse dans la société. Ces représentations sont également un cadre parfait pour construire un argumentaire critique à l'égard des autres peuples et de leurs méthodes coloniales. L'Anglais est ainsi considéré, dès lors que les tensions entre les deux pays se dégrade, comme un opportuniste et un capitaliste sans morale ; une critique particulièrement vivace durant la guerre des boërs, avec l'intérêt que suscite les mines d'or et de diamants.

L'impérialisme français lui se matérialise autour de la question de « foyers de rayonnement » et de « centres d'expansions », des sortes de pas de tir, généralement côtiers, à partir desquels se lance les expéditions. Ce fut activement le cas en Afrique, où l'Algérie française colonisa le désert jusqu'au golfe de Guinée à partir de la côte barbaresque. Cette poussée fut encouragée par le gouvernement Ferry, et par Bismarck, qui voyait là un moyen de détourner l'attention de l'Alsace-Moselle. Une situation que Ferry exploita à fond, sachant qu'une intervention anglaise résultera en des menaces entre Allemagne et Britanniques. Demeure cependant l'idée de particularismes dans l'impérialisme, des différences méthodiques, liées aux paradigmes des peuples qui l'applique.

b) Impérialismes étrangers

A partir de 1905-1906, il devient commun de parler d'« impérialisme américain », d'« impérialisme allemand ». Chacun possède en lui ses caractéristique propres, liée à des mœurs ou des besoin identitaires et nationaux. Ainsi, l'impérialisme allemand est perçu comme celui d'une nation en quête de prestige, qui recherche activement sa « place au soleil » et qui, par nécessité, se lance dans un impérialisme colonial qui entre en concurrence avec les intérêts des autres nations, chose qui se matérialise par la crise marocaine de 1905, où les allemands tente d'imposer leurs domination diplomatique de façon coercitive, par une action militaire destinée à faire pression sur le gouvernement français. De la même manière que les érudits français ont tenté d'analyser l'impérialisme anglais par ses forces internes, les journalistes français se penchent sur le cas de l'Allemagne impériale. Ainsi entend-t-on dans Le Temps du 5 Septembre 1912, dans la rubrique *Nouvelles de l'Étranger : Allemagne* qui commente l'actualité de la *Deutsche Revue*, des commentaires sur l'influence qu'exercent sur la presse et le public en Allemagne les associations chauvines comme la Ligue navale, la Société coloniale, les associations pangermanistes. L'auteur y déplore la distance qui sépare aujourd'hui le gouvernement qui est pacifique et l'opinion travaillée sans cesse par ces agents belliqueux. Ce

même journal possède d'ailleurs un passage très intéressant sur la question de la représentation de l'impérialisme français :

« Toutes ces influences se font sentir sur la presse et trouvent un écho démesurément agrandi parmi les philistins qui, après boire, aiment à cause politique [...] De tels mouvements d'ailleurs se retrouvent chez tout les peuples ; c'est, en Russie, le panslavisme ; en Italie, l'irrédentisme ; en France, le nationalisme ; en Angleterre, l'impérialisme. De toutes ces théories expansionnistes, la moins dangereuse est celle de l'impérialisme anglais ; il ne cherche pas à agrandir le territoire national, mais simplement à resserrer les liens des colonies déjà acquises et de la métropole. »

Cet extrait nous révèle deux choses. Premièrement, que l'acte d'alliance avec l'Angleterre a été consommé, et que bien que l'impérialisme reste un élément marquant dans les esprits des contemporains tant il a été à l'origine de troubles, demeure toutefois une volonté d'apaisement, ce que l'auteur présente par la modération de l'impérialisme partisan anglais. Ce qu'il nous révèle ensuite, c'est que l'impérialisme est pluriforme : on parle d'impérialisme allemand certes, mais on parle également de pangermaniste, alors que les deux termes renvoient à cette idée commune d'expansionnisme agressif, à défaut de belliqueux. Il en va de même pour toutes les nations un tant soit peu revendicatrices. Chaque nation impérialiste possède son impérialisme propre, fortement liée à ses idéaux, représentations, et paradigme. Un facteur que certains penseurs ont tenté de cadrer.

3.2.2. Mœurs nouvelles et impérialisme

a) Homme moderne et impérialisme

Il y a des impérialismes propres aux nations, propres aux peuples. Mais certains auteurs ont cherchés à mettre à jour des pulsions plus lointaines encore, profondément humaines, comme ancrée au plus profond de l'âme humaine, en particulier dans l'« humanité supérieure », comme l'évoque Ernest Seillière dans Le Temps, rubrique *Feuilleton du Journal des Débats* du 4 Août 1907. Il faut comprendre par là l'idée de l'homme moderne, subjectif, et dont l'individualisme croissant le sort du rapport traditionnel observé dans les sociétés humaines plus communautaires. Sur la base des travaux de M. H. Lichtenberger dans *L'Allemagne moderne et son évolution*, Seillière en profite pour définir ce qu'il appelle « l'impérialisme individuel », qu'il définit comme un « *principe d'action [...] l'effort vers la puissance politique [qui] s'appuie à cet effet soit sur sa nation ou sur sa race - et c'est là l'impérialisme proprement dit - soit sur son parti [...]*. ». Cette énergie individuelle propre à l'esprit d'entreprise de l'homme moderne déborde sur la société dans laquelle il vit :

« C'est pourquoi une nation est aujourd'hui plus que jamais « une énergie toujours active, s'efforçant d'une manière ininterrompue d'étendre sa sphère d'influence, luttant sans relâche dans l'univers entier, sur tous les points du globe, avec les énergies rivales des autres nations dont la force d'expansion limite sa propre puissance. »

Ce que Lichtenberger désigne comme le « rationalisme impérialiste », Seillière le qualifie lui simplement d'impérialisme, considérant que le rationalisme du XVIIIe, pour reprendre ses mots, « a fini par quitter la voie de la raison pour s'imprégner de tendances sentimentales. ». Ernest Seillière l'évoquait dans ses ouvrages sur la *Philosophie de l'Impérialisme*, où il considère que « [...] L'homme est gouverné, dès ses origines, par « une volonté de puissance, barbare, furieuse, ennemie de la société humaine. ».¹⁷⁴ ». Rentré en France en 1896, il se lance dans le journalisme et rentre au *Journal des Débats* et à la *Revue des deux mondes*. Il fustige alors l'impérialisme et le romantisme qu'il rattache à l'esprit germanique dans le contexte qui précède le premier conflit mondial. Questionnant en 1903 dans la *Revue des deux-mondes* la conception de la race dans l'esprit de Joseph Chamberlain, il témoigne par son usage fréquent du terme impérialiste d'une véritable fascination. Désignant ici rien de moins que la volonté profonde de domination, qu'elle soit psychologique ou mystique, il interroge l'« âmes » des races. Germanique, comme nous l'avons vu, mais également méditerranéenne, slave, etc.) ; il en demeure toutefois l'idée d'un rapport de force. Un véritable fièvre de l'impérialisme donc, fruit d'un contexte politique prompt à la confrontation.

b) L'impérialisme, ou la réponses d'une nation face à une menace

D'autres auteurs s'emploient aussi à considérer l'impérialisme sous le spectre des disciplines nouvelles, telle que la psychologie. On peut citer à cet endroit Jacques Bardoux dans son *Essai de psychologie sociale de l'Angleterre contemporaine*. Journaliste au *Journal des Débats*, Bardoux s'inscrit dans la lignée de ces auteurs qui se sont attelés à faire comprendre le peuple anglais aux français, ici sur une approche psychologique toujours, de l'âme des peuples. le sentiment exprimé par l'auteur de l'article doit être celui assez général de la population à l'égard de l'Angleterre, et de l'image qu'elle dégage : celle d'une nation très puissante, la plus puissante même, terriblement stable et riche, sûre de son génie, et qui suscite chez les peuples d'Europe tant l'admiration que la jalousie. Malgré cela, ses déboires récents interrogent : que sait-on vraiment du peuple anglais et de sa mentalité ? La violence de ses actions et de son volontarisme politique à partir de l'élection de Chamberlain en 1895 au poste de Ministre des Colonies à de quoi surprendre avec l'image flegmatique que l'on se fait d'elle jusqu'alors. C'est dans ce rapport de questionnement que les penseurs français s'inscrivent : *L'Imperialism*, c'est l'Angleterre et sa puissance politique reconnue et appréciée.

¹⁷⁴ SEILLIERE ERNEST, *JOURNAL DES DÉBATS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES*, « Alain contre Émile », 1er janvier 1933

L'impérialisme, c'est par emprunt et renouvellement du terme en français, la volonté d'expansion et de conquête, de domination.

Son rapport à l'étranger est très vivace, chaque « race » nationale possède son caractère propre, ses aspirations ; et qui entend qu'à l'« outre-manche », l'« outre-Rhin », ou l'« outre-Alpes » on pense profondément différemment. Ainsi :

« Le Français est sociable et individualiste, en raison de sa supériorité intellectuelle et de sa médiocrité morale. Il cherche dans les réunions une occasion de satisfaire ses besoins d'émotivité et de révéler les souplesses de sa pensée. Il trouve dans le lien civique, une humiliation pour sa vanité, une gêne pour son égoïsme, une charge pour sa paresse. L'Anglais, en raison de sa médiocrité intellectuelle et de sa supériorité morale, est à la fois isolé et social... L'association est un fait réel, un symbole vivant devant lequel s'incline sa pensée toujours respectueuses des réalités tangibles.¹⁷⁵ »

Un postulat psychologique que les faits internationaux ont tôt fait de mettre à mal. Ainsi, sitôt que l'Angleterre se retrouve menacée dans sa position dominante par des nations en croissance, elle bascule dans des penchants violent : « au lieu d'un effort radical pour corriger les défauts révélés [face aux allemands, aux Américains], une poussée belliqueuse pour décupler l'expansion britannique.¹⁷⁶ ». L'impérialisme, phénomène politique et psychologique complexe, tiendrait pour beaucoup d'émotions humaines simples, les premières d'entre-elles étant l'orgueil, et la peur.

Conclusion

En conclusion, ce mémoire s'est attaché à démontrer au travers de différents types de littérature, l'émergence de la notion moderne d'impérialisme. Concept préexistant la constitution des grands blocs impériaux de l'histoire, ainsi que des empires coloniaux, il s'est modernisé brusquement dans l'imaginaire collectif à cause des événements internationaux. Dans le cas français, c'est l'adaptation dans la langue d'un terme anglo-saxon qui va provoquer ce changement. L'« *Imperialism* » est en effet un qualificatif partisan de la politique interne du Royaume-Uni. Porté au pouvoir par des hommes charismatique comme Joseph Chamberlain à la toute fin du XIXe siècle, il va brutalement s'exprimer au travers de la politique étrangère de l'Empire britannique. Soumis à cette soudaine montée d'un militarisme, les nations européenne vont se braquer contre l'attitude anglaise, pourtant ouverte au commerce et à la paix depuis des décennies, du moins dans l'imaginaire collectif. Subissant cette déferlante de contrecoups et d'injustices, la France, émue par les événements de Fachoda de 1898 et de la Seconde guerre Boërs de 1899, va commencer à manifester tout une réflexion à l'égard de cet impérialisme britannique.

¹⁷⁵ BARDOUX Jacques, *Essai de psychologie sociale de l'Angleterre contemporaine : des crises belliqueuses*, F. Alcan, Paris, 1906, p.43

¹⁷⁶ Ibid, p.335

L'impérialisme est conçu dans un premier temps comme une émanation purement partisane. Il est lié à un projet, celui d'une union coloniale de l'Angleterre et de ses colonies. Respectable en tant que tel, ce sont ses méthodes brutales et les conséquences de son exercice sur la marche du monde (crimes de guerre au Transvaal, exacerbation des tensions entre les puissances européennes sur la question coloniale) qui vont lentement faire évoluer son interprétation auprès des lettrés francophones. À partir des années 1904-1905, on constate dans la presse et auprès de la littérature érudite un glissement sémantique, ou tout du moins, une nouvelle acception qui se complète à la précédente. L'impérialisme est désormais entendu comme une volonté de domination, un état d'esprit propre, que des penseurs érudits vont tâcher de définir à partir de nombreux critères : économiques, politiques, environnementaux et psychologiques et moraux, etc. L'impérialisme est un véritable phénomène de mode intellectuel dans la première décennie du XXe siècle, et il se retrouve adapté de bien des façons, même à un niveau personnel, où d'aucun considère que l'esprit d'entreprise est une émanation d'un impérialisme psychologique, sorte de force profonde qui anime les individus.

Quoi qu'il en soit, la littérature de l'impérialisme est riche au tournant du siècle, et contribue par des apports successifs, à fixer la représentation d'un phénomène nouveau dans l'esprit de ses contemporains. Toujours polysémique, l'impérialisme s'est pourtant radicalement détaché de son sens ancien. Aussi, à défaut d'une « genèse de l'impérialisme », comme nous le mentionnions en titre de ce mémoire de recherche, il serait plus juste de parler de renouvellement. C'est un nouvel objet culturel qui émerge, et qui va richement se développer dans les discours et la littérature nationale.

Cette étude reste cependant limitée. Le nombre des sources étudiées reste limité, et se concentre principalement sur les milieux proprement politiques que sont la presse et la littérature spécialisée, en négligeant une littérature plus large, où il est certain que ce « nouvel impérialisme » a laissé sa marque. De plus, il serait intéressant d'étudier ce phénomène dans d'autres sphères culturelles, la première d'entre-elles étant l'Allemagne du second Reich, la plus concernée par la question coloniale et impériale juste après la France.

Table des matières

INTRODUCTION.....	4
ÉTAT DE L'ART.....	11
1 Empires et Impérialisme : historicisation et élargissement épistémologique dans la deuxième moitié du XXe siècle.....	11
1.1. La rénovation intellectuelle du phénomène impérial : du structuralisme à l'ouverture pluridisciplinaire.....	12
1.1.1. « Du sentiment à la théorie », l'impérialisme socio-économique sous Hobson et Lénine	12
a) <i>L'Imperialism</i> d'Hobson, un écrit pionnier.....	13
1.1.2. Critique de l'approche structurelle des marxistes.....	14
a) Contre-arguments à l'interprétation marxiste.....	14
b) Re-contextualisation et éclaircissement historique.....	16
c) Retour à un narratif diplomatique.....	18
1.1.3. L'impérialisme : un objet sémantique complexe.....	20
1.2. Les Études post-coloniales, tournant dans l'historiographie de l'impérialisme.....	23
1.2.1. Étude discursive de l'impérialisme français.....	23
1.2.2. Edward Saïd et l'Orientalisme, vers la démythification du phénomène impérial.....	25
1.2.3. <i>Subaltern Studies</i> , une <i>Alltagsgeschichte</i> de l'ère de l'impérialisme.....	27
2 De l'Impérialisme aux Impérialismes, vers une histoire globale de l'ère des Empires 28	28
2.1. Une multiplication des domaines d'études.....	28
2.1.1. Entre impérialisme politique et économique : la lutte pour la recherche d'une cause première	30
2.2. La mentalité de l'impérialisme : culture impériale et opinion.....	32
2.2.1. Des blocs impériaux en lutte : entre bellicisme et pacifisme.....	32
2.2.2. Culture impériale et cultures d'Empires.....	33
a) La culture impériale, ou l'euro-péen face à l'Étranger.....	33
b) Des cultures d'Empires, ou l'émergence de paradigmes coloniaux.....	34
2.2.3. Des représentations comme sujet d'étude historique.....	36
3 Presse et discours au XIXe-XXe siècle.....	38
3.1. Révolution industrielle et culture de presse au XIXe siècle.....	38
3.1.1. Rénovation et explosion de la presse de masse dans le dernier quart du XIXe siècle	38
a) Communication mondiale et agences de presse.....	40
b) Presse et Politique.....	41
3.1.2. Typologie de la presse.....	41
a) Le journal militant.....	42
b) La presse coloniale métropolitaine.....	43
3.1.3. L'opinion et la presse, entre sensationnalisme et radicalisme partisan.....	45
3.2. Les discours coloniaux dans la presse.....	47
3.2.1. Le discours économique.....	48
3.2.2. Le discours moral.....	49
3.2.3. Le discours politique.....	50
4 Le monde intellectuel et les savoirs impériaux au XIXe-XXe siècle.....	51
4.1. Des explorateurs érudits dans la <i>Terra Incognita</i> des Européens.....	51

4.2.	Mentalité scientifique au XIXe et sciences coloniales.....	52
4.2.1.	Universalisme et devoir moral européen.....	52
4.2.2.	Les sciences et la colonisation, creuset de disciplines nouvelles.....	54
4.2.3.	Un programme politique mondial.....	55
4.3.	Les acteurs des savoirs coloniaux.....	56
4.3.1.	Un moment historiographique unique.....	56
4.3.2.	Une nébuleuse coloniale impliquée dans les représentations de l'outre-mer.....	57
	a) Des auteurs indépendants et des groupes diffus.....	58
	b) À l'émergence d'organisations et d'institutions.....	58
4.3.3.	Des personnalités.....	59
4.3.4.	Le parti colonial : vers une définition de la doctrine coloniale française.....	62
	a) un groupe de pression.....	62
	b) Impliqué dans les antagonismes politique de l'Assemblée nationale.....	63
ÉTUDE DE CAS.....		64
1	Des nations en tensions : bellicisme, impérialisme et opinions.....	65
1.1.	La nation française à la recherche d'un équilibre.....	65
1.1.1.	Une nation humiliée, mais qui avance.....	65
1.1.2.	Les relations franco-anglaise, entre apaisement et tensions permanente.....	66
1.2.	La crise de Fachoda.....	66
1.2.1.	Un imbroglio diplomatique.....	66
1.2.2.	... qui amène à des troubles nationaux.....	67
1.2.3.	Qui instaure un profond ressentiment à l'égard des britanniques.....	69
1.3.	La seconde guerre Boërs.....	70
1.3.1.	Imperialism et réaction européennes.....	70
	a) Réactions continentales.....	70
	b) Réactions françaises.....	71
1.3.2.	L'explosion de l'usage de l'impérialisme.....	72
2	L'impérialisme des érudits, ou les prémisses d'une rénovation sémantique	74
2.1.	Des perspectives générales.....	75
2.1.1.	Robert d'Humières, le portrait ethnographique.....	75
2.1.2.	Émile Boutmy, le portrait social et moral.....	76
2.2.	Perspectives économiques et psychologiques.....	77
2.2.1.	Achilles Viallate, une étude socio-environnementale.....	78
2.2.2.	Victor Bérard, pour un portrait économique-politique.....	80
2.3.	Des approches pragmatique de la diplomatie moderne.....	80
3	La rénovation de la notion d'impérialisme.....	82
3.1.	Un nouvelle objet politique et culturel.....	82
3.1.1.	1899-1904, le spectre de l'impérialisme de Chamberlain.....	82
3.1.2.	Après 1904, un impérialisme nouveau.....	84
3.2.	Un concept global ?.....	85
3.2.1.	Impérialisme et « Impérialismes ».....	85
	a) Impérialisme français.....	85
	b) Impérialismes étrangers.....	86
3.2.2.	Mœurs nouvelles et impérialisme.....	87
	a) Homme moderne et impérialisme.....	87
	b) L'impérialisme, ou la réponses d'une nation face à une menace.....	88
CONCLUSION.....		89

TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	93
ANNEXES.....	94
BIBLIOGRAPHIE.....	94

Table des illustrations

Annexes

Bibliographi

Historiogr

- CHARTIER Ro
- VOVELLE Micl
Sociétés & Re
- BURGIERE An
coll. « Collect
- DUMASY F., *L*
Pour une rele
Afrique & Hist
- DELACROIX C
et débats, Ga
- RIVET Danie
contemporain
- BANCEL Nico
France : de la
- TEULIÉ Gilles,
populaires et
- DUPEUX C., *L*
- MARX Karl, *L*
1853), textes



Histoire des

- GIRAULT Re
Masson/Arma

Figure 1 : • GIRARDET Raoul, *L'apothéose de la « plus grande France », l'idée coloniale devant Gallicagram : fréquence d'apparition des occurrences « impérialisme » dans les corps documentaires des journaux Le Temps (bleu) et Le journal des débats (gris)*

- WESSELING Henri, *Les empires coloniaux européens 1815-1919*, Folio, Gallimard, Paris, 2009
- GIRARDET Raoul, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Plurielle Histoire, hachette Littérature, Paris, 1972
- SINGARAVÉLOU Pierre, *Les empires coloniaux XIXe-XXe*, ed. Points Histoire, Paris, Le Seuil, 2013
- AMBROSI Christian, *L'apogée de l'Europe 1871-1914*, Armand Colin, Paris, 1996
- DUROSELLE J.-B., *L'Europe de 1815 à nos jours*, Collection Nouvelle Clio, Presses Universitaires de France, Paris, 1993
- LUGAN Bernard, *La guerre des Boërs 1899-1902*, éditions Perrin, Paris, 1998

Histoire de la presse :

- DELPORTE C. ; BLANDIN C. ; ROBINET F., *Histoire de la presse en France : XXe-XXIe*, Armand Colin, Collection U. Histoire, Malakoff, 2016
- KHALIFA Dominique (dir.); RÉGNIER P. ; THÉRENTY M.-È. ; VAILLANT A., *La civilisation du Journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Éditions Nouveau Monde, Paris, 2011

Post-colonialisme :

- SAÏD Edward, *Culture et Impérialisme*, Le Monde diplomatique, Fayard, Paris, 2008
- NANDY Ashis, *The intimate enemy : loss and recovery of Self under colonialism*, Deuxième édition, Oxford University Press, Août 2009
- DIRKS Nicholas B., *Castes of mind, colonialism and the making of modern India*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2001, ch.XVI
- HALL Catherine, *Cultures of Empire, colonisers in Britain and the Empire in Nineteenth and Twentieth Centuries*, série « *Studies in Imperialism* », Manchester University Press, Juillet 2000
- CÉSAIRE A., *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine, 1955, 2004

Histoire des savoirs coloniaux :

- SINGARAVÉLOU P., *Professer l'Empire, les sciences coloniales en France sous la IIIe République*, Histoire contemporaine, Paris-Sorbonne, 2011
- PITTS Jennifer, *Naissance de la bonne conscience coloniale : les libéraux français et britanniques et la question impériale (1770-1870)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008

Biographies :

- ZORBIBE Charles, *Delcassé, le grand ministre des Affaires Étrangères de la IIIe République*, ed. Olbia, Paris, 2002

Sources françaises :

- AUBRY Pierre, *La colonisation et les colonies*, Octave Doin & Fils, Paris, 1909
- ADAM Juliette, *La nouvelle Revue ; Lettres sur la politique extérieure*, vol. 114, p.718, 8 Octobre 1898
- D'HUMIÈRES Robert, *L'île et l'Empire de la Grande-Bretagne*, Société Mercure de France, Paris, 1900
- BOUTMY Émile, *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle*, librairie Armand Colin, Paris, 1901
- VIALATE Achille, préface par BOUTMY Émile, *J. Chamberlain*, librairies Félix Alcan, Paris, 1899
- VIALATE Achille, *La Crise Anglaise, impérialisme et protection*, éditions Dujarric et C^{ie}, Paris, 1905
- BÉRARD Victor, *L'Angleterre et l'Impérialisme*, Armand Colin, Paris, 1901
- CARRIÈRE Jean, *L'impérialisme Britannique et le rapprochement franco-anglais, 1900-1903*, Armand Colin, Paris, 1917
- BARDOUX Jacques, *Essai de psychologie sociale de l'Angleterre contemporaine : des crises belliqueuses*, F. Alcan, Paris, 1906

Historiographie étrangères :

- DILKE Charles Wentworth, *greater Britain*, Cambridge University Press, 1868
- SEELEY John Robert, *The Expansion of England: Two Courses of Lectures*, McMillan&Co., Londres, 1883
- FROUDE James Anthony, *Oceana, or England and it's colonies*, Longmans, Silver Library Edition, Londres, 1885
- GALLAGHER John Andrew ; ROBINSON Ronald, *Africa and the Victorians, the official Mind of Imperialism*, Palgrave MacMillan, seconde édition, 1978
- GASCOIGNE John, « *The expanding historiography of British Imperialism* », *The Historical Journal*, vol.49, n°2, 2006
- PROUDMAN Mark F., *Words for Scholars: The Semantics of 'Imperialism'*, *Journal of the Historical Society*, Septembre 2008, Vol. 8

- FIELDHOUSE D. K., « *Imperialism* »: *An Historiographical Revision*, *South African Journal of Economic History*, Mars 1992, Vol. 7
- SPEAKE Jennifer, *Oxford dictionary of Proverbs* (6^e.ed), Oxford University Press, 2015
- KOEBNER Richard, *The concept of Economic Imperialism*, *The Economic History Review*, seconde série, Vol.2, n°1,(1949)
- GEOFF Eley, *Social Imperialism*, revue *Modern Germany*, Volume 2, New York, Garland Publishing, 1998
- MOGILNER Marina, *New Imperial History. Post-soviet historiography in search of a new paradigme for the history of empire and nationalism*, *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, 2014/2, n°45
- KOEBNER R.; SCHMIDT Helmut dan, *Imperialism : The story and significance of a political Word, 1840-1960*, Univerity Press of Cambridge, Cambridge, 1965
- GALLAGHER John & ROBINSON R., « *The Imperialism of Free Trade* » *Economic History Review*, 6, n°1, 1953
- PORTER Bernard, *Britain, Europe, and the World, 1850-1986*, Allen&Unwin, Londres, 1987
- MacKENZIE John, *Propaganda and Empire, the manipulation of British public opinion 1880-1960*, série « *Studies in Imperialism* », Manchester, Manchester University Press, 1986
- PORTER Bernard, *The Absent-Minded Imperialists : Empire, Society and Culture in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2004
- L'ESPÉRANCE André, P.D. MARSHALL (dir.), *French attitudes to british imperialism : 1898-1904*, McGill University, Août 1972
- BRUNSWIG Henri, « French exploration and conquest in Africa from 1865 to 1898 », *colonialism in Africa, 1870-1960*, édité par GANN L.H., Cambridge, 1969, Vol. 1
- OLSEN X.E., *The history Makers : The press of Europe from the beginning to 1965*, Louisiana State University Press, Bâton Rouge, 1966

RÉSUMÉ

L'impérialisme est un concept commun dans l'imaginaire collectif actuel. Son évolution sémantique pour parvenir jusqu'à son acception actuelle est cependant riche d'informations. Son sens moderne naît au tournant du XIXe-XXe siècles, dans une époque de riches bouleversements culturels et diplomatiques. Sa genèse offre un panorama des représentations et des paradigmes en vigueur chez les hommes de ce temps. De plus, en tant que nouvel objet culturel, il permet de s'imprégner dans les considérations culturelle et littéraires des prémices du XXe siècle, où les hommes oeuvrent, à l'aune des sciences nouvelles, de se comprendre les uns les autres. Par l'étude de la presse et de la littérature savante française du tournant du XIXe-XXe, ce mémoire s'attache à faire émerger l'impérialisme dans ses évolutions et interprétations.

mots-clés : impérialisme, culture,, représentations, littérature, littérature savante, presse, France, XIXe siècle, XXe siècle

ABSTRACT

Imperialism is a common concept in the collective imagination today. However, its semantic evolution to its current meaning is rich in information. Its modern meaning was born at the turn of the 19th and 20th centuries, in a period of rich cultural and diplomatic upheaval. Its genesis offers a panorama of the representations and paradigms in force among the people of that time. Moreover, as a new cultural object, it allows us to immerse ourselves in the cultural and literary considerations of the early twentieth century, when people were trying to understand each other in the light of new sciences. Through the study of the French press and scholarly literature from the turn of the 19th to the 20th century, this dissertation seeks to bring out imperialism in its evolution and interpretation.

keywords : imperialism, culture,, representations, literature, scholarly literature, press, France, 19th century, 20th century

ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné(e) OGER-JUBEAU Augustin
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une
partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet,
constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.
En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées
pour écrire ce rapport ou mémoire.

signé par l'étudiant(e) le 05 / 09 / 2022

**Cet engagement de non plagiat doit être signé et joint
à tous les rapports, dossiers, mémoires.**

Présidence de l'université
40 rue de rennes - BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00

